

« Le Monde des livres » Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14896 7 F
VENDREDI 18 DÉCEMBRE 1992
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

GATT : l'éclat de M. Dumas

En allant à Genève rappeler au directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, la « détermination sans faille » de la France à s'opposer à l'accord agricole conclu en novembre à Washington entre les États-Unis et la Commission européenne, la démarche de M. Roland Dumas est suffisamment spectaculaire pour ne pas être considérée comme un simple incident de parcours dans l'ultime phase de l'Uruguay Round. Elle met en cause tant les relations entre la CEE et les États-Unis que celles entre les Douze, et cela quatre jours après que le succès du conseil européen d'Edinbourg a pu donner l'impression que le ciel communautaire, obscurci depuis le coup de tonnerre du référendum danois début juin, était en train de se dégaizer.

La risque en a certainement été posé à l'Elysée. Mieux pouvait-on laisser se poursuivre le dialogue en cours, où la présidence britannique et la Commission de Bruxelles, agissant de concert, donnaient chaque jour davantage l'impression de ne tenir aucun compte des mises en garde exprimées par la France (notamment par M. Mitterrand à Edinbourg). Au point de provoquer mardi, au milieu du conseil des ministres de l'agriculture, un vif incident entre M. Jean-Pierre Solon et son collègue britannique, M. John Gummer.

Le désaveu adressé par M. Dumas à la Commission est double : elle a dépassé son mandat en concluant avec les Américains un accord « totalement insatisfaisant », puis, mercredi, elle a déposé, à Genève, les « listes d'engagements » de la CEE, qui traduisent cet accord en termes de réductions de tarifs, de subventions à l'exportation et de soutiens internes, alors que la veille, trois pays membres, la France, l'Italie et l'Irlande, s'étaient clairement exprimés pour que cette démarche soit retardée.

Cependant, le ministre des affaires étrangères, s'il remet ainsi les pendules à l'heure, ne bloque rien : « Si on me présente un bon accord, je signe demain », a-t-il dit à M. Dunkel. La position de la France peut se résumer ainsi : la négociation sur les vœux non agricoles a pris du retard, et celui-ci doit être rattrapé ; pendant ce temps, les Douze doivent évaluer de manière approfondie les effets du pré-accord conclu à Washington et, d'une manière ou d'une autre, corriger ses excès. Ce programme reste toujours valable, d'autant plus que les Américains viennent de présenter plusieurs exigences nouvelles, et que le débat sur la compatibilité du pré-accord agricole avec la réforme de la PAC est loin d'être achevé.

Le coup d'éclat de M. Dumas intervient à la veille de la trêve des confiseurs, ce qui devrait donner à tous le temps d'une réflexion sereine. Cependant, les paramètres de l'équation restent inchangés et leur maniement peu commode : nos partenaires, même s'ils s'élèvent eux aussi contre l'un ou l'autre aspect du pré-accord agricole, veulent avant tout éviter une guerre commerciale, compte tenu des avantages que présente à leurs yeux un accord d'ensemble. Aussi faudra-t-il conclure bientôt l'Uruguay Round si l'on entend écarter le danger d'une crise à l'intérieur de la CEE. Mais il faut aussi tirer parti de l'espace de manœuvre que l'on s'est donné, pour améliorer le « deal », tel qu'il se présente aujourd'hui ; en trouvant des garanties pour les paysans et en négociant des points en matière d'échanges de produits industriels et de services. Une voie qui demeure étroite.

Lire nos informations page 17

M0147 - 1218 0 - 7.00 F



Selon les prévisions de l'OCDE et de l'INSEE

La reprise de l'activité économique n'est pas attendue avant l'été 1993

Après la décision des banques de relever leurs taux de base, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a affirmé, jeudi 17 décembre, que la coopération monétaire franco-allemande « s'approfondira dans les semaines à venir ». Il a annoncé des mesures pour l'immobilier. Dans sa note de conjoncture, l'INSEE ne prévoit pas de reprise avant l'été 1993 et l'OCDE annonce une croissance de 1,6 % en France. M. Pierre Bérégovoy a déclaré, jeudi 17 décembre, à la presse : « Je condamne toute logique de dévaluation et de flottement des monnaies européennes. » La Bundesbank est intervenue pour soutenir le franc.

Le franc fort sur la sellette

par Michel Noblecourt

Les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front économique. A trois mois d'élections législatives, annoncées d'une nouvelle alliance politique, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Sapin, qui s'efforcent en permanence de rassurer sur la bonne santé de l'économie française et qui ont basé leur budget 1993 sur des perspectives très optimistes, vont avoir de plus en plus de mal à convaincre que la France navigue hors de la zone des tempêtes. Même l'annonce d'une inflation zéro en novembre n'a pas été bien accueillie, certains y voyant les prémices d'une déflation. Le bon élève de la classe européenne est aussi atteint d'asthénie.

L'annonce, mercredi 16 décembre, d'un relèvement des taux de base bancaires par les banques françaises (de 9,45 % à 10 %) dans la foulée de la Société générale, a été reçue comme une douche froide. A entendre M. Sapin, le succès du référendum sur le

traité de Maastricht devait entraîner une baisse du loyer de l'argent. Or le petit « oui » du 20 septembre fut suivi par une crise monétaire. Le franc en sortit victorieux et les taux d'intervention de la Banque de France furent abaissés de 0,5 point en deux étapes. Mais aujourd'hui, alors que le franc est de nouveau attaqué - sur les marchés des changes, on semble de nouveau entrer, avec la hausse de 0,55 point du taux de base, dans une phase de durcissement du crédit.

Pour MM. Bérégovoy et Sapin, c'est le pire des scénarios, qui rappelle ce qui s'était produit à l'automne 1991. Sans attendre de signal de l'Allemagne, la Banque de France avait baissé, le 17 octobre 1991, ses taux d'intervention (de 0,25 point) pour... les ramener (de 0,50 point) le 18 novembre suivant. Un échec qui avait été très mal ressenti.

Lire la suite page 18 et nos informations pages 17 et 18

En refusant la mise en accusation de M^{me} Dufoix et de M. Hervé

Les socialistes ont mis en échec la procédure de la Haute Cour

L'Assemblée nationale n'a pas adopté, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 décembre, la mise en accusation de M^{me} Dufoix et de M. Hervé devant la Haute Cour dans l'affaire du sang contaminé. Avec 289 voix - celles de la droite et du PC - la proposition de résolution n'a pas recueilli la majorité nécessaire. Les députés socialistes ont refusé de prendre part au vote.

Les trois crises du PS

par Thomas Ferenczi

Face aux menaces de Haute Cour brandies par la droite contre les anciens ministres mis en cause dans l'affaire du sang contaminé, les socialistes avaient le choix entre trois attitudes : refuser en bloc la mise en accusation de M. Fabius, M^{me} Dufoix et M. Hervé au nom de leur innocence proclamée ; accepter leur complicité dans l'espérance de les laver de tout soupçon ; ou dissocier le cas du premier de celui des deux autres. Chacune de ces trois formules comportait pour le PS des avantages et des inconvénients. La première lui permettait d'organiser la contre-offensive mais l'exposait à se voir reprocher de fuir ses responsabilités. La deuxième lui donnait la possibilité de s'expliquer publiquement mais l'obligeait en même temps à incriminer trois des siens.

Lire la suite page 8 et les articles de THIERRY BRÉHIER, GILLES PARIS, PASCALE ROBERT-DIARD et JEAN-LOUIS SAUX, pages 7 et 8

Désastres

par Bruno Frappot

Ni la sanction, ni l'innocence reconnue. Tel est le résultat désastreux auquel aboutit le blocage de la procédure de saisine de la Haute Cour dans l'affaire du sang contaminé. L'option, promise à simplifier, ne retiendra que la dérobade concluant des semaines de confusion.

Il faut le dire et le répéter : la procédure de mise en accusation, si elle avait été acceptée, se serait traduite par une étape de toute première importance, décisive : l'étude du dossier par des magistrats à l'indépendance incontestable, membres de la Cour de cassation. Il ne leur serait pas revenu de juger les ministres, mais bien de dire s'il convenait, ou non, de les juger. La procédure, certes, aurait pris du temps et les personnalités concernées - deux, ou trois - savent bien que l'ampleur de l'affaire appellait, pour leur propre réputation, sans parler de leur destin, le sérieux que seul le temps permet.

Lire la suite page 8

Les crimes contre l'humanité dans l'ex-Yugoslavie



M. Eagleburger, secrétaire d'Etat américain, est partisan d'un « second tribunal de Nuremberg »

Lire page 3

M. Eltsine et le « modèle » chinois

Le président russe, en visite à Pékin, veut « ouvrir une nouvelle ère » dans les relations avec la dernière grande puissance communiste

PÉKIN

de nos envoyés spéciaux

M. Boris Eltsine est arrivé, jeudi 17 décembre, à Pékin pour la première visite d'un chef d'Etat russe de la période post-soviétique. Il a déclaré qu'il « fallait ouvrir une nouvelle ère dans les relations bilatérales pour mettre fin à des décennies de stagnation », et qu'il serait « anormal » que les deux pays, limitrophes sur plus de 4000 kilomètres, ne cherchent pas à développer leurs rapports.

Ses premiers entretiens se sont

déroulés, selon les Chinois, dans une « atmosphère de sincérité et d'amitié ».

M. Mikhail Gorbatchev, en mai 1989, avait rendu visite à une Chine en pleine ébullition et que ses dirigeants s'apprêtaient à remettre au pas.

Trois ans et demi plus tard, le régime chinois est toujours debout, et M. Eltsine vient à Pékin représenter une Russie en plein désarroi, au moment où beaucoup de ses concitoyens considèrent avec une certaine envie le « modèle » chinois d'une réforme économique moins radi-

cale dans ses ambitions, mais supposée plus efficace et moins déstabilisante pour la société.

« Nous ne pouvons ignorer le fait que la Chine a réussi en trois ans à nourrir un milliard d'hommes, au moment où nous nous réclamons de l'aide », déclarait récemment M. Arkadi Volok, président de l'Union des industriels, reprenant un thème que les « centristes » russes développent depuis des mois.

FRANCIS DERON et JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

HUBERT REEVES

REEVES
JELICA DRENOVITCH
COMPAGNONS
DE VOYAGE

Collection Science ouverte dirigée par Jean-Marc Lévy-Leblond
Relié, 390 F
A partir du 01/01/93 : 430 F

Editions du Seuil

Accord entre Bonn et Moscou

Retrait anticipé des troupes russes d'Allemagne.

Lire page 5 l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON

Le chancelier Kohl envisage l'envoi de militaires en Somalie

Ils participeront à des missions humanitaires

Page 6

Le gouvernement israélien a décidé d'expulser 418 Palestiniens

Une mesure examinée par la Cour suprême.

Lire page 4 l'article de PATRICE CLAUDE

LIVRES

■ Le jardin de Goethe. ■ Lipovetsky, sociologue postmoderne ■ Pensées ou Discours ? Un débat autour d'une nouvelle édition - contestée - de Pascal. ■ « Histoires littéraires », par François Bott : Théophile Gautier. ■ Lettres gracieuses. ■ « D'autres mondes », par Nicole Zand : un zoologue américain de Norman Mailer.

pages 25 à 34

Le sommaire complet se trouve page 24

DÉBATS

Vichy

La République n'est pas coupable

par Jean-Pierre Chevènement

FAUT-IL réhabiliter juridiquement Vichy pour mieux condamner politiquement et moralement la France ? Ce curieux débat, alimenté par un geste malencontreux, agité depuis quelques mois certains milieux intellectuels et parfois politiques de notre pays. Le problème, d'abord posé avec force en juillet dernier, lors de la commémoration de la rafle du Vel'd'hiv. La responsabilité de Vichy dans ce crime est évidente. Sa culpabilité est évidente. Sa culpabilité est évidente. Sa culpabilité est évidente.

Le président de la République a répondu par la négative. Il a raison. La République doit condamner les crimes de Vichy. Elle n'a pas à en répondre. Car ce qui est en cause c'est bien évidemment une certaine idée de la France qui, justement, depuis deux siècles, se confond avec la République.

Juridiquement, le problème a été réglé par l'ordonnance du 9 août 1944, signée à Alger par le général de Gaulle. Son article premier stipule : « La forme du gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a cessé d'exister. » Son article second précise : « Sont en conséquence nuls et de nul effet tous les actes constitutionnels, législatifs ou réglementaires [...] promulgués sur le territoire continental postérieurement au 16 juin 1940... »

Toutefois, « cette nullité doit être expressément constatée ».

Dernière une question de droit, la validité de cette ordonnance du 9 août 1944, se profile une autre question : Vichy a-t-il jamais incarné la légitimité ?

Je voudrais montrer d'abord que l'ordonnance du 9 août 1944 relève pleinement de la conception française de la souveraineté nationale.

Le sort de la France ne pouvait se jouer au casino de Vichy le 10 juillet 1940. La souveraineté est inaliénable. Le peuple ne peut en être dessaisi par aucune Assemblée. La comparaison souvent faite avec la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 est de ce point de vue éclairante : celle-ci prévoit le recours direct aux citoyens par voie référendaire sur le projet de Constitution. Et c'est le peuple français qui a ratifié, le 28 septembre 1958, la Constitution actuelle de la République.

L'Assemblée de Vichy, bien que ses membres aient été légalement et démocratiquement élus avant 1940, a usurpé le pouvoir qu'elle s'est attribué. Elle ne pouvait remettre inconditionnellement la souveraineté nationale entre les mains d'un seul homme, fut-il alors le prestigieux vainqueur de Verdun.

Le jugement de l'histoire corrobore la leçon du droit : l'abdication de la souveraineté nationale ne pouvait être légitimée par les circonstances. Au contraire : la défaite des armées de la République a été la matrice même du régime de Vichy. Une Assemblée délibérante sous la pression de l'ennemi a détruit sa légitimité en

abandonnant ses prérogatives à des hommes qui ne seraient jamais venus au pouvoir par le seul fait du suffrage universel. Les hommes de Vichy non seulement portaient une lourde responsabilité dans la mauvaise préparation militaire de la France à la guerre mais, plus encore, ils virent d'avance dans la défaite l'occasion d'une « divine surprise » : celle qui allait leur permettre d'abriter leur régime. Le suffrage universel avait toujours tenu en laisse la famille politique à laquelle ils se rattachaient. La demande d'armistice constituait pour eux le moyen de leur avènement et de leur revanche sur « la Gueuse ».

Contresens historique

Le retournement pervers du sens des valeurs par le régime dit de « révolution nationale » n'a pu abuser que les esprits faibles ou les cours endurcis. La politique de collaboration confirma en effet sans délai que la victoire des armées nazies dans la bataille de France était le fondement même du régime. La promulgation, dès octobre 1940, du statut des juifs montra clairement à ceux qui pouvaient encore en douter que Vichy non seulement n'avait rien à voir avec la République, mais prenait le contre-pied de ses principes les plus sacrés.

L'éclairage de l'histoire détruit ainsi les arguties juridiques au nom desquelles on voudrait que la III^e République ait continué sous Vichy. La III^e République a bel et bien été renversée à la faveur d'une défaite que ses adversaires ont préparée, anticipée et exploitée à leurs fins. Ce n'est pas parce que le peuple français a été abandonné par l'essentiel de ses élites en 1940, après une longue série de reniements tout au long des années 30, qu'on a le droit aujourd'hui d'inculper la République qui est depuis deux siècles constitutive de son identité, et reste au principe de tous les redressements. Ce contresens historique est lourd des dérives les plus perverses.

Prétendre que la France et la République doivent assumer le régime de Vichy et ne pas reconnaître la validité de l'ordonnance du 9 août 1944, c'est accepter une conception ethnique de la nation, fondée sur la souche et absolument contraire à la conception française fondée, depuis la Révolution, sur la citoyenneté et le contrat social. Cette confusion n'est évidemment pas toujours innocente. J'y reviendrai.

Si l'ordonnance du 9 août 1944 n'est plus reconnue valide, Charles de Gaulle ne serait qu'un général dégradé, déserteur et condamné à mort par contumace. Léon Blum ne serait qu'un homme politique sévèrement puni de sa lâcheté, responsable de la défaite. Les résistants ne seraient que des terroristes. Les juifs qui ont échappé aux rafles seraient des délinquants, s'étant soustraits à la loi. Les hommes de la Milice et de la LVF seraient des anciens combattants, et ceux des maquis ou de la France libre des rebelles.

Mais pourquoi donc certains de nos compatriotes veulent-ils à toute

force réhabiliter juridiquement Vichy ?

Beaucoup sont sincèrement indignés par les crimes commis. Ils souhaitent un acte spectaculaire qui, en reconnaissant la culpabilité du pays tout entier, soulage leur conscience troublée. Ce trouble vient sans doute de ce que l'illégitimité de Vichy n'éclata pas d'emblée aux yeux de la masse sonnée par la défaite la plus lourde de notre Histoire.

Cinquante ans après Vichy, tous les survivants de cette période n'admettent pas que la légitimité de la France s'était réfugiée dans le petit nombre. Ce trouble a pu s'accroître par le dépit d'une gerbe à l'île d'Yeu, là où le maintien des cendres sur le lieu même de l'exécution de la peine, signifie avec éclat la perpétuité du châtiment. Mieux eût valu sans doute fleurir à Douaumont, là où gisent des dizaines de milliers de « poilus » morts pour la France, un caveau qui restera éternellement vide, tant que durera la République.

Je peux comprendre le trouble de beaucoup, mais, quant à l'extrême personnage de l'État déclaré (1) : « La France en 1940 a été collaborationniste et raciste », je crois qu'il se laisse emporter par une vindicte excessive et dangereuse.

Confondre la France avec la collaboration, c'est d'abord faire insulte au petit nombre, l'en convier, de ceux qui d'emblée choisissent de résister, mais c'est surtout ne pas comprendre la France et les valeurs exigeantes qu'elle doit incarner pour être elle-même aujourd'hui, c'est-à-dire la République. La nation est une chose trop précieuse pour qu'on la laisse à l'extrême droite.

Si certains éprouvent un trouble sincère, quelques-uns en revanche sont parfaitement conscients des objectifs qu'ils poursuivent. Ils veulent mettre fin à « l'exception française », c'est-à-dire à la vocation universelle de la République. Ils cherchent à banaliser notre pays, à lui donner la place d'un attribut (1 % de la population mondiale selon M. Giscard d'Estaing).

Un inaliénable travail de sape

Si la France s'est confondue pendant quatre ans avec Vichy, alors elle se trouve rangée, avec l'Allemagne, l'Italie ou le Japon, parmi les pays fascistes ou fascistes qui furent vaincus dans la deuxième guerre mondiale. Sur elle peserait alors un soupçon de lâcheté. Plus concrètement, son siège de membre permanent du Conseil de sécurité, avec droit de veto, n'aurait plus de justification. L'indépendance de la France (« l'émancipation du monde », disait joliment Claude Cheysson) serait à rayer définitivement au magasin des accessoires. Quelle aubaine pour certains ! C'est la prétention de la France à jouer un rôle propre en Europe et vis-à-vis du tiers-monde qui se trouverait ainsi déléguée. L'abdication du « rang » de la France est au bout du chemin.

Si c'est la France, représentée par Vichy, qui a persécuté les juifs

comme l'Allemagne, à un moindre degré, certes, mais par des mesures de même nature, sa voix est entachée de suspicion au Proche-Orient. Si la France repudie la Résistance, il lui devient difficile, voire impossible, de prétendre tenir une position juste et équilibrée. La culpabilité qu'elle se reconnaît ainsi ne pourrait la placer que devant l'alternative suivante : soit pencher d'un côté par remords, soit être accusée de se laisser aller une fois de plus à ses « vieux démons ».

Si la France est responsable des crimes de Vichy, mieux vaut alors la dissoudre dans une Europe fédérale au nom d'une idéologie post-nationale, qui a justement lieu en Allemagne après 1945. Elle ne pourra plus exciper de sa vocation universelle puisqu'elle sera marquée d'une tache indélébile. La République apparaîtra seulement comme une forme constitutionnelle, que la plupart des pays du monde ont aussi adoptée. Les tenants de « l'empire » auront liquidé l'un des derniers obstacles culturels qu'ils rencontrent encore sur leur chemin.

Si Vichy n'est qu'un moment de l'Histoire de France, Le Pen, qui brandit sans complexe le portrait de Pétain, ne fait alors qu'assumer cette période. En revanche, si Vichy n'est pas la France, le fait de s'en réclamer indique sans discussion possible qu'on se situe hors de la République. Ceux qui prétendent aujourd'hui que la France c'est Pétain rejoignent ainsi sans le savoir ceux qui hier proclamaient : « Pétain c'est la France ».

A l'intérieur comme à l'extérieur du pays, il ne manque donc pas de motifs pour mener cette campagne paradoxale, même si les intérêts en cause sont de nature très différente, voire opposée. Cette lecture de l'histoire peut entraîner des bonnes volontés qui, ne comprenant pas les enjeux, finissent par se complaire dans une sorte de masochisme national.

Ce que vise en fait cette révision de l'histoire, c'est une certaine idée de la France, identifiée à la République. L'insulte faite à la Résistance n'est pas gratuite : à travers elle se poursuit l'inaliénable travail de sape de la déconstruction républicaine. Il faut à toute force que le citoyen se déprime de la République : les temps seront mûrs alors pour le règne tranquille des oligarchies.

Ce n'est pas d'une cérémonie d'exorcisme dont le pays a besoin. C'est de persévérer à jour, par une autoréflexion lucide, les raisons pour lesquelles la République s'est affaïssie dans les années 30, avant de s'effondrer en 1940.

Ce serait la seule manière aujourd'hui de lutter contre le même mal, à nouveau à l'œuvre, ce démantèlement de la France distillé dans le peuple par nos soi-disant « élites ».

On comprendra que de ce procès-là les « élites », toujours aussi foncièrement antirépublicaines, ne veulent à aucun prix. Et pourtant, il faudra le faire, si on ne veut pas que le Vichy d'hier prépare le Vichy de demain.

(1) Si j'en crois le *Nouvel Observateur*.

Les données occultées

par Alfred Grosser

Il y avait, il y a des indignations justifiées. Surtout quand elles sont cohérentes. Paul Touvier sera jugé ? Fort bien, à condition de maintenir l'exigence de jugement pour René Bousquet, secrétaire général à la police, dont la responsabilité dans les déportations de juifs a été autrement plus lourde et qui, lui, n'a pas eu à se cacher après la Libération. Klaus Barbie justement mort en prison. Sans doute, mais qu'on cesse d'occulter la grâce accordée dès 1962 et 1965 par le général de Gaulle à deux anciens condamnés à mort, le général SS Carl-Albrecht Oberg, chef de l'ensemble des forces de police et de SS en France, et Helmut Knochen, chef de la « police de sécurité », subordonné meurtrier d'Oberg et de Heydrich.

Mais ce sont des occultations beaucoup plus graves qu'il faut évoquer aujourd'hui. Les unes concernent la III^e République finissante, les autres le comportement sous Vichy de l'administration, de la police, de la justice, des juristes en général.

Ce n'est pas Vichy qui a créé les camps dans lesquels furent enfermés les Allemands qui avaient fui Hitler. A Gurs, la saleté et la faim ont été imposées aux ennemis du nazisme, traités en ennemis par la République. Ce n'est pas au nom de Vichy qu'a signé l'arrestation, avec son déshonneur article 19 par lequel la France s'engageait à livrer à Hitler les réfugiés politiques qu'il réclamerait : il n'y avait plus alors qu'à les cueillir dans les camps. Lorsque, en juillet dernier, Willy Brandt reçoit une lettre de François Mitterrand lui promettant que l'Etat va acquiescer la vieille tuerie du Camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, que les des sinistres murs faits par des détenus seront restaurés et qu'un Musée de l'exil allemand sera édifié sur l'emplacement du camp, ce n'est pas seulement Vichy qui se trouve accusé ni le seul cas des internés juifs évoqué.

Et ce ne fut pas par la volonté de Hitler ni par génération spontanée que Philippe Pétain devint le maître de la France non occupée. De même que le Parlement allemand a donné à Hitler, le 23 mars 1933, le plein pouvoir d'abolir la démocratie et les libertés, de même la Chambre des députés et le Sénat, à l'appel de leurs présidents respectifs, Edouard Herriot et Jules Jeanneney, ont-ils, réunis en Assemblée nationale, voté l'article unique de la révision constitutionnelle donnant « tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie ». Deux jours plus tard, le 12 juillet 1940, l'acte constitutionnel n° 2 donnait au maréchal Pétain, chef de l'Etat, après abolition de la présidence de la République, tous les pouvoirs gouvernementaux et législatifs à la tête d'une administration que ne traversait ni vent de révolte contre l'usurpateur ni contre les menaces qui allaient violer les principes de liberté et d'égalité.

Certes, il y eut des refus et des luttres, mais si l'on ouvre aujourd'hui la dernière édition de *Who's who in France* et si on lit dans la biographie

de Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères puis premier ministre du général de Gaulle, président de la République : « Directeur adjoint au Trésor (1938) ; directeur des finances extérieures et des changes (septembre 1940) ; révoqué par le gouvernement de Vichy (1943) ; secrétaire général du commandant en chef à Alger, puis membre du Comité français de la Libération nationale (1943) », on comprend mal pourquoi la coupure temporelle permettant de distinguer les bons et les mauvais Français doit impérativement être située en juillet 1940 !

Victimes de la France

Philippe Pétain a été condamné à mort en 1945. Pierre Laval a été exécuté, après un procès scandaleux et dans des conditions indignes. Mais, à la Libération, la police parisienne a reçu la Légion d'honneur collective qu'est la fourragère rouge : la grande rafle du Vel'd'hiv n'avait pourtant pas été effectuée par l'occupant allemand. Dans son admirable *Vichy-Auschwitz*, Serge Klarsfeld a bien montré combien la police de notre pays avait été obéissante : quand l'occupant italien lui interdisait d'arrêter les juifs, elle ne les arrêtait pas ; quand les autorités allemandes demandaient de les arrêter, elle les arrêtait. Il est vrai qu'à ce moment les magistrats qui allaient juger Pétain — le président Mongibaudi, le procureur Morin — se voulaient des fidèles du nouveau système.

Un système dont les règles raciales étaient considérées comme du droit positif normal par le Conseil d'Etat, par la très grande majorité des professeurs de droit et par toutes les publications juridiques. On faisait « du droit autiste » comme l'on fait du droit civil ou du droit administratif (1). Les tables du *Recueil Dalloz* comportaient une rubrique « Juifs » qui vient s'insérer, selon les années, entre « Jugement sur requête » et « Jugement de cour » ou entre « Jugement préparatoire » et « Juré ». Dans la *Gazette du Palais*, une note de jurisprudence donne réponse juridique à la question : « Quels moyens de preuve peuvent être fournis par le mépris juif pour établir sa non-appartenance à la race juive ? »

Oui, il y a eu la Résistance. Oui encore, la nature et l'étendue des responsabilités et des culpabilités ont été fort diverses. Mais ne faisons pas comme si le régime de Vichy n'avait été qu'une sorte d'ilot extérieur à la société française, comme si les cadres dirigeants de celle-ci s'étaient mis en hibernation en attendant que la parenthèse se referme et que la République reprenne sa vie momentanément interrompue. Les victimes étrangères et françaises de Vichy ont bien été les victimes de la France. D'une France au visage grimé, mais bel et bien située dans la continuité de son histoire.

(1) Il faudrait arracher à sa confidentialité l'événement de Danielle Lechevalier, professeur à l'université d'Amiens, « La doctrine sous Vichy ou les méconnaissances du positivisme », parue dans le *recueil des Usages sociaux du droit*, PUF, 1989.

Le refuge d'une usurpation

par Roger Stéphane

QUE Vichy ait bien existé dans les faits sinon en droit, qui le nie ? Ce que certains contestent, c'est que Vichy fut la France.

Certes, il s'en est fallu de peu : Pétain, moins enfoncé de préjugés antidémocratiques, aurait pu faire ratifier et l'armistice et la délégation de pouvoir qui lui permettaient de gouverner. Personne ne peut douter de la majorité qui l'eût soutenu dans l'été 1940. Mais voilà, Pétain ne voulait rien devoir au suffrage populaire. Il se contenta, sans aller au reste lui-même plaider son dossier, des suffrages des élus du Front populaire. Il ne risqua pas grand-chose : cette Assemblée — à l'exception des communistes, hors-la-loi en 1940, d'Henri de Kérillis, journaliste « de droite » et patriote, et de Jean Bouhey, député socialiste — avait approuvé deux ans plus tôt les accords de Munich. A quelques kilomètres des baïonnettes allemandes, les parlementaires, à l'instar d'un maréchal de France, se couchèrent. Vichy pouvait commencer.

Mais il fallait une perverse croyance en la légitimité d'un Parlement corrompu et une opinion torpide pour admettre, par une extravagante synecdoque (1) que Vichy

fut la France. Vichy eût été un embryon de la France si, les hostilités terminées au bénéfice des fascistes, celle-ci s'était développée et organisée dans une Europe hitlérienne. Vichy n'était que le siège d'une autocratie de fait se disant gouvernement français. Vichy n'était que le refuge d'une usurpation. Vichy était le siège de l'Occupation. La France et la République étaient ailleurs. A Londres, auprès de ces Anglais qui, entre juin 1940 et juin 1941, tinrent seuls tête aux Allemands et aux Italiens. D'abord nommé, cautionné par un vieux maréchal, Hitler avait été reconnu par le monde libre (et par l'URSS). Mussolini, nommé par un roi effrayé, n'était contesté par personne.

En juin 1940, l'Angleterre était seule, face à ces despotes. Seule matériellement, mais non moralement : à Londres, la reine de Hollande, la grande-duchesse du Luxembourg, le roi de Norvège et un général de brigade à titre temporaire. Le ministre des affaires étrangères de Churchill n'a raconté l'embarras du gouvernement de Sa Majesté. D'autant que ce général ne souhaitait pas commander une brigade dans l'armée britannique, mais représenter la France. Folie. Folie devenue incon-

testable réalité au fil des ans. Et quand la police de Paris — dit-on français — rallaient les juifs livrés par Vichy, par l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, le général de Gaulle envoyait la poignée de volontaires que l'on appelait « Français libres » aider les Britanniques à repousser, à El Alamein, les forces germano-italiennes. Qui, alors, était la France ? L'indigne maréchal pourvoyeur des camps nazis, ou le général qui assurait la présence de la France dans la guerre ?

Ce sommaire rappel des faits n'aurait guère d'importance, s'il ne débouchait sur la querelle que certains font à la France. La France, qui n'a rien à voir avec le pays légal ou le pays réel inventés par Maurras, ni avec la « divine surprise » reconnue par celui-ci en Pétain, la France de la liberté, de Jeanne d'Arc et de Michelet, la France n'était pas aux abords du Vel'd'hiv ou des commissariats de police : elle était à Bir-Hakeim, à El Alamein et bientôt au Maghreb. (Je simplifie, la France était aussi dans les postes de police. La France martyre. Car il ne faisait pas bon de se reconnaître « gaulliste » sous l'autorité de fait précitée).

Je ne comprends décidément pas qui doit demander pardon — de quoi,

et à qui. Les anciens hitlériens, les nostalgiques de Vichy peuvent faire acte de contrition, privé ou public. Mais le président de la République, héritier, ne lui en déplaise, de la Libération organisée par le général de Gaulle, héritier des institutions initiées en 1958-1962 par le général de Gaulle, le troisième successeur du général, n'a rien à se faire pardonner, par personne. Le général de Gaulle a sauvé l'honneur de la France. De grâce, ne l'oubliez pas.

Et le « précédent » de Willy Brandt s'agenouillant pour demander pardon au nom du peuple allemand n'est pas recevable. Pour combattre le nazisme, l'ancien chancelier avait dû revêtir un uniforme étranger (norvégien). Sa résistance fut strictement individuelle. Il ne prétendit pas entraîner le peuple allemand, majoritairement dévoyé par Hitler. Les Français libres étaient, eux, fondés à se croire l'avant-garde du peuple français opprimé.

(1) Figure de rhétorique qui consiste à prendre la partie pour le tout. Un langage de rhétorique n'est pas plus déplacé, ici, qu'un vocabulaire de juriste.

► Roger Stéphane est écrivain.

Le Monde EDITIONS

PLANTU
ici MAAASTRICHT!
LES EUROPEENS
PARLENT AUX EUROPEENS!



LE LIVRE 92

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ÉTRANGER

La réunion de Genève sur l'ex-Yougoslavie

Lord Owen et M. Cyrus Vance rejettent l'idée d'une intervention armée

Personne, dans les milieux diplomatiques de Genève, ne s'attendait que le comité directeur de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie - qui a réuni à l'initiative de la France, mercredi 16 décembre, les ministres des affaires étrangères de vingt-quatre pays - franchisse quelques étapes vraiment importantes. Les participants attendaient apparemment deux événements majeurs avant de prendre des décisions significatives : le résultat de l'élection présidentielle en Serbie, dimanche, et l'arrivée à la Maison Blanche de M. Bill Clinton.

GENÈVE

de notre correspondant

M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge, a exhorté les participants à l'action. Il a jugé que « face au sort de milliers de civils en danger de mort, la communauté internationale se doit d'agir immédiatement. Il est de mon devoir de vous le rappeler en toute humilité et de demander votre coopération pour que les engagements pris à Londres et Genève soient enfin mis en œuvre. Permettez-moi aussi d'ajouter qu'il est de votre devoir de réagir plus fermement afin de mettre un terme à l'horreur ». Rappelant que le CICR apporte son assistance sur 80 % du territoire bosnien à 500 000 personnes déplacées qu'il a pu atteindre, il a estimé que « face au non-respect généralisé du droit international humanitaire [...] il faut trouver d'autres solutions pour protéger la population civile ». Aussi le CICR propose-t-il une fois de plus que soient créés des zones protégées afin de sauver des dizaines de

milliers de civils proches des zones de combat et tous ceux qui peuvent être à tout instant victimes de « l'abominable processus » de la « purification ethnique ».

Prudence, prudence !

Quant aux deux co-présidents de la Conférence, lord Owen et M. Cyrus Vance, ils ont insisté sur le renforcement des mesures existantes et le rejet de toute intervention armée pour riposter aux violations de l'interdiction de survol de la Bosnie par des avions militaires.

Une telle action, estiment-ils, mettrait en danger la sécurité des « casques bleus », des travailleurs humanitaires et même de la population.

M. Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés - qui porte secours à plus de trois millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays - s'est montrée, elle, particulièrement inquiète des conséquences d'une intervention « plus musclée » que les sanctions actuelles.

La prudence prônée par M. Vance et lord Owen a été encouragée par un message du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Les deux présidents de la Conférence ont clairement manifesté leur opposition à la levée de l'embargo sur les armes. Lord Owen, craignant une « libanisation » de la région, a été jusqu'à déclarer en substance que les musulmans étaient en mesure de tourner l'embargo : « Qui a de l'argent peut s'acheter des armes ». Il estime, par conséquent, contrairement aux autres participants à la Conférence, que les musul-

mans bosniaques ne risquent pas d'être anéantis.

Ce point de vue n'est pas celui du ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, qui, s'il a conseillé une initiative diplomatique, a précisé que celle-ci devrait être la dernière.

Prendre

ses responsabilités

Ne ménageant pas les Serbes, pour lesquels les engagements « ne sont qu'un chiffon de papier », il les a accusés de conduire les musulmans, par des « pratiques barbares », au bord de l'extermination.

Selon le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, les Serbes « ont particulièrement besoin de comprendre qu'un second Nuremberg attend les exécutants de la purification ethnique, que le jugement et l'opprobre de l'histoire jugent le peuple au

nom duquel leurs crimes ont été commis ». Il préconise donc la mise en place d'un tribunal international et a dressé une liste, non exhaustive (voir encadré) des criminels et de leurs crimes.

Comme tous ses collègues, M. Roland Dumas s'est montré partisan d'un tel tribunal. Il s'est également élevé avec énergie contre toute levée de l'embargo sur les armes, qui constituerait, à ses yeux, « un constat d'échec : ce serait parce que l'on n'a pas pu apaiser le conflit qu'on donnerait à l'une des parties les moyens de se défendre par elle-même » et a estimé que tous les efforts devraient tendre à un règlement politique grâce, notamment, à un renforcement substantiel des mesures en vigueur. Réitérant sa proposition de faire accéder aux camps d'internement des observateurs internationaux afin d'en libérer - s'il le faut par la force -

les détenus, il a préconisé à cette fin des escortes militaires.

Selon lui, « il est inadmissible qu'il existe à l'heure actuelle, encore, et que nous le sachions officiellement, des camps d'internement ou de concentration dans lesquels se produisent des tortures, des exécutions et des viols et que (...) notre génération soit suspectée un jour d'en avoir eu connaissance et de n'avoir rien fait. J'ai reçu hier les rapports précis et circonstanciés de médecins femmes françaises qui ont pu accéder à sept hôpitaux et qui ont examiné et interrogé un très grand nombre de femmes. La lecture de ces rapports est quelque chose d'insupportable ».

ISABELLE VICHNIAC

Les criminels de guerre présumés cités par M. Eagleburger

Le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, tout en demandant des comptes au président serbe Slobodan Milosevic, au chef des Serbes bosniaques Radovan Karadzic, et au chef de l'armée serbe de Bosnie, le général Ratko Mladic, a cité les noms de plusieurs auteurs de crimes contre l'humanité, en majorité serbes, qui pourraient comparaître devant un « second tribunal de Nuremberg » :

- Vojislav Seselj, dont les « Aigles blanches » ont commis des atrocités dans nombre de villes bosniaques.

- Drago Prac, commandant du camp d'Omarska, où ont eu lieu des exécutions de masses et où l'on a eu recours à la torture.

- Adem Delic, commandant du camp de Celebici, où 15 Serbes au moins ont été battus à mort en août.

- Borislav Harsak, un Serbe bosniaque qui a admis avoir tué plus de 230 civils.

- « Adil » et « Arif », deux membres d'une milice croate qui ont tué une cinquantaine de femmes et d'enfants serbes en août.

M. Eagleburger a, d'autre part, cité une série de crimes « irréversibles » : le siège de Sarajevo depuis avril, où les bombardements quotidiens ont fait de nombreuses victimes ; le blocus continu de l'aide humanitaire ; la destruction de Vukovar (est de la Croatie) par les Serbes en 1991 ; la terreur exercée contre les 30 000 musulmans de Banja-Luka (Bosnie) ; les traitements inhumains et massacrés perpétrés dans des camps de détention comme Manjaca, à Banja-Luka ; Luka, à Brcko ; Prijedor ; Omarska ; Keraterm, à Prijedor ; et Trnopolje, à Kozarac ; le massacre de plus de 200 musulmans par la police serbe

près de Varinja, dans les montagnes de Vlasica ; la meurtre de 2 000 à 3 000 musulmans, hommes, femmes et enfants, par des irréguliers serbes dans une usine et un élevage de porcs près de Brcko, en mai-juin ; l'exécution d'une centaine de musulmans en juin à Brod ; l'exécution de 56 civils musulmans à Grbavci, près de Zvornik, le 18 mai ; en octobre, des Croates ont abattu près de 300 musulmans à Prozor ; du 24 au 26 septembre, des musulmans de Kamenica ont tué plus de 60 Serbes, soldats et civils. - (AFP.)

Les Serbes de Bosnie ont libéré un millier de Croates et de musulmans

Les Serbes de Bosnie ont libéré, mercredi 16 décembre, 1 001 prisonniers croates et musulmans du camp de Manjaca, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a supervisé l'opération. Il y a quelques jours, un groupe de 1 008 prisonniers du même camp avait été remis en liberté. Les deux groupes ont été confiés par le CICR à des représentants du HCR à Karlovac, en Croatie. Toutefois, le CICR a indiqué être sans nouvelles depuis dimanche de cinq cents détenus de ce camp, supposés devoir être échangés contre des prisonniers serbes. - (AFP.)

L'appel des Nations unies à l'OTAN est la consécration des moyens américains

par Jacques Isnard

EN demandant à l'OTAN de préparer des plans pour une intervention en ex-Yougoslavie, le secrétaire général de l'ONU consacre indirectement l'évolution de la doctrine militaire de l'Alliance atlantique et la réorganisation des états-majors intégrés animés par le général américain John Shalikashvili, qui curieusement des commandant suprême des forces alliées et de commandant des forces américaines en Europe.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effacement de la menace ex-soviétique, l'OTAN a cherché à se reconstruire. Ses « patrons » militaires ont conçu une nouvelle articulation de leur dispositif, afin de le rendre plus mobile, polyvalent et plus professionnel encore, et ils ont imaginé des missions originales, qui peuvent inclure des unités de l'OTAN à sortir de leur zone d'action traditionnelle et à mener des opérations de protection humanitaire avec des moyens plus « musclés ».

L'appel de M. Boutros Boutros-Ghali donne du crédit à ce travail de réflexion et de réorganisation au sein de l'OTAN, qui apparaît dès lors comme la seule instance militaire en Europe - à défaut de toute autre et en particulier de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - en mesure de faire face efficacement à des situations de crise grave.

Control, command, intelligence

Il y a moins de trois mois, le général Shalikashvili, se confiant à quelques journalistes, estimait que l'OTAN était prêt à intervenir, si l'ONU s'adressait à elle et si ses Etats membres y consentaient, « l'outil » capable d'apporter aux Nations unies sa « contribution », dans le domaine du « contrôle » des crises et des « sanctions » éventuelles, à la condition que nul n'oublie que, seule, « une solution politique » doit être recherchée activement pour éviter l'usage de la « force ». Le « patron » militaire de l'OTAN considérait même que cet « outil » peut être mis, en cas de besoin, au service de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

A l'appui de sa thèse, le général Shalikashvili a cité les affrontements en ex-Yougoslavie et, d'une façon générale, les événements qui pourraient se produire dans les Balkans.

Déjà, en Adriatique, la force navale alliée en Méditerranée (constituée notamment de navires détachés sur simple appel de l'OTAN par les Etats-Unis, l'Italie, la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni) et la VI^e flotte américaine participent au contrôle de l'embargo décrété contre la Serbie. Déjà, aussi, des avions-radar Boeing-AWACS, sur lesquels l'OTAN exerce son autorité, collaborent à la surveillance de l'espace aérien bosniaque : ils y ont détecté, depuis la mise en place du dispositif, plus de deux cent trente « intrusions » d'avions et d'hélicoptères serbes en infraction avec les interdictions de survol arrêtées par l'ONU, même si Belgrade affirme qu'il s'agit de vols d'évacuation sanitaire à but humanitaire.

Mais, surtout, les états-majors intégrés peuvent faire valoir qu'ils sont, de loin, les mieux équipés et les plus préparés pour recueillir et exploiter le renseignement dans la région, grâce à tout un arsenal baptisé CCI (control, command and intelligence) qui permet à l'OTAN d'évaluer en permanence une situation, d'en mesurer la portée, d'anticiper les effets et de conduire en temps réel, sur le terrain, les opérations de toute nature qu'il aurait été décidé d'entreprendre. Une telle panoplie, constituée à partir de moyens et de procédures directement sous l'égide de l'armée américaine, est gérée pour le compte de l'OTAN. Mais c'est assurément ce qui manque le plus, en propre, aux alliés des Etats-Unis et c'est pourquoi le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, insiste pour que l'Europe s'en dote, de façon à n'être pas dépendante de l'information distribuée, voire sélectionnée, le cas échéant, par des sources américaines à sens unique.

L'UEO, en dépit de la création récente d'une cellule de gestion des crises, à Bruxelles, qui réunit des officiers de certains pays membres, n'est pas outillée d'un

point de vue militaire pour prendre sous sa coupe la maîtrise des tensions en Europe. Pour l'ex-Yougoslavie, le général Shalikashvili fait justement remarquer, en privé, que l'Europe est dans une bien étrange situation de « gaspillage » de ses forces, avec deux flottes distinctes en Adriatique (celle de l'OTAN, à laquelle participent déjà des navires européens, et celle qui a été détachée par l'UEO) répondant à deux états-majors. Dans les faits, des armées italiennes font la synthèse des opérations.

« Colle forte »

Même si elle a marqué ses distances - davantage dans le passé que maintenant - envers les états-majors intégrés et si elle a manifesté au contraire sa préférence pour l'UEO, la France a accepté de reconnaître la rénovation actuelle de la doctrine et des forces de l'OTAN. En témoigne la double fait suivant : elle plébiscite, selon les consensus et à son gré, le corps franco-allemand sous la « contrainte opérationnelle » de l'OTAN, lorsqu'il sera prêt en 1995, et elle ne s'est pas insurgée contre la volonté de l'Organisation atlantique de se découvrir des missions nouvelles à caractère humanitaire. Ce rapprochement entre la France et l'OTAN était dans l'air du temps, c'est-à-dire dans la logique de l'après-guerre-froide, dès lors que cette institution subissait une mue importante.

En s'adressant à l'OTAN et, à travers elle, aux Etats-Unis, le secrétaire général de l'ONU prend acte de l'aggravation en cours de l'Alliance atlantique. Du même coup, M. Boutros-Ghali justifie des propos du général Shalikashvili, qui compare l'OTAN à une « colle forte » liant indissolublement les Etats-Unis à l'Europe. « Depuis quarante années, a coutume de dire le « patron » militaire de l'Alliance, les Etats-Unis sont liés à l'Europe autant que l'Europe est liée aux Etats-Unis, comme par une glu qui garantit leur intérêt commun et leur développement naturel ».

La Mairie de Paris invite les Parisiens à se mobiliser pour la Croatie et la Bosnie

La Mairie de Paris fait appel à la générosité des Parisiens pour organiser un convoi humanitaire chargé de vivres et de jouets à destination de la Croatie et de la Bosnie. Samedi 19 décembre, de 10 heures à 18 heures, les 20 mairies d'arrondissement de la capitale seront ouvertes afin de rassembler les denrées alimentaires (sucre, riz, pâtes, huile, farine, lait en poudre), les produits d'hygiène (savon, lessive) et les jouets (poupées, ballons) que les Parisiens pourront venir déposer. Cette aide, prévue pour remplir 11 camions, sera convoquée, au lendemain de Noël, par l'association humanitaire équilibrée jusqu'à Split et, si les conditions le permettent, jusqu'à Sarajevo.

La demande d'adhésion de la Macédoine à l'ONU. - Le président macédonien Kiro Gligorov a annoncé, mercredi 16 décembre, à son retour d'une tournée à Stockholm, Paris et Rome, que la demande d'adhésion de la Macédoine aux Nations unies avait reçu l'appui de ses interlocuteurs. M. Gligorov a notamment souligné que le président Mitterrand avait « clairement estimé que la Macédoine remplit les conditions exigées par la Charte des Nations unies » et qu'elle « peut réclamer son adhésion » à l'ONU. - (AFP.)

ALBANIE : le président Berisha demande l'envoi de troupes de l'OTAN au Kosovo. - Le président Sali Berisha a présenté, mercredi 16 décembre à Bruxelles, la demande officielle d'adhésion de son pays à l'OTAN, en préconisant l'envoi préventif de troupes de l'Alliance atlantique au Kosovo. - (AFP.)

BULGARIE : enquête sur une tentative d'assassinat du chef des services de renseignement. - Une enquête judiciaire a été ouverte, mercredi 16 décembre à Sofia, sur une tentative supposée d'assassinat, par empoisonnement, du chef des services de renseignements bulgares, le général Brigo Asparoukhov, a annoncé le ministre de l'intérieur. - (AFP.)

À LA DÉCOUVERTE D'UN VÉRITABLE CONTINENT MUSICAL

Gérard Gefen
Histoire
de la musique
anglaise



Broché
336 p.
120 F

Un récit d'exploration qui mène de Tallis à Purcell, de Haendel à Elgar et de Britten à George Benjamin.

Dans la même collection
Les chemins de la musique

Paul Griffiths :
BRÈVE HISTOIRE DE LA MUSIQUE MODERNE
de Debussy à Boulez
Broché, 192 p. 79 F

la Musique
chez
FAYARD

Les données occultes

me usurpation

EUROPE

TADJIKISTAN : la revanche des communistes

Chasse aux opposants à Douchanbe

Une semaine après sa reprise par les «procommunistes», la capitale du Tadjikistan continuait à vivre, jeudi 17 décembre, sous la terreur. Les «forces gouvernementales», conduites par d'anciens repris de justice, mettaient à exécution leurs promesses d'exterminer les opposants. Les intellectuels et militants démocrates se cachent et tentent de fuir, alors que les chefs islamistes ont rejoint les quelque 45 000 réfugiés du sud du pays. Plus de 50 000 de ces derniers, a-t-on annoncé mercredi à Moscou, ont

déjà traversé l'Amou-Daria pour gagner l'Afghanistan. Passages effectués en barques surchargées, parfois sous les tirs de chars et d'hélicoptères des «forces gouvernementales», que les troupes frontalières russes laissent agir. La télévision russe se borne depuis une semaine à évoquer la «normalisation» en cours au Tadjikistan. Le CICR et Médecins sans frontières tentent d'organiser des secours.

DOUCHANBE

correspondance de l'AFP

Trois soldats, un «Blanc» parlant russe, un Ouzbék et un Tadjik, arrêtent un bus à Douchanbe pour vérifier les identités. Deux hommes en sont extraits sans ménagement, font mine de résister, un des soldats tire et les tue : les forces «procommunistes» font la chasse aux «islamo-démocrates» et à ceux qui sont soupçonnés de les soutenir, c'est-à-dire toute personne originaire du Pamir ou de la région de Garm, au nord-est de la capitale. Selon d'autres témoignages, une vingtaine d'hommes extraits d'un bus ont été exécutés, mercredi, devant le cinéma Tadjikistan.

Des chars patrouillent dans les avenues désertes, des soldats interpellent les rares passants, surtout au sud de la rivière qui coupe la capitale. L'air est imprégné d'une odeur de fumée, on entend le bruit d'armes automatiques.

Les forces gouvernementales «attaquent et brûlent des quartiers

entiers», fouillent les maisons et arrêtent, parfois tuent, les suspects, affirme un responsable islamo-démocrate, réfugié dans le nord de la ville, moins quadrillée. Le maire démocrate, M. Maksoud Ikramov, s'est mis, lui, sous la protection de la 201^e division armée russe, toujours stationnée à Douchanbe.

Le ministère de l'intérieur

affirme pour sa part que «sept cents armes et huit véhicules blindés» ont été saisis mardi. Une partie des «forces gouvernementales», à l'uniforme rouge et vert, a été recrutée début décembre auprès des milices procommunistes du Hissar, au sud de Douchanbe.

Ce sont elles qui, après avoir encerclé deux mois durant la capi-

tale, y sont finalement entrées. «Ils avaient le drapeau tadjik sur leurs chars, c'est pourquoi nous les avons laissés passer», dit un des chefs des ex-comités de défense islamo-démocrates de Douchanbe, caché aujourd'hui dans le nord de la ville.

MINA RAD

GRANDE-BRETAGNE : malgré de nouveaux attentats à Londres

Le gouvernement adopte un ton plus conciliant à l'égard de l'IRA

LONDRES

de notre correspondant

Alors que deux nouvelles bombes ont explosé, mercredi 16 décembre, dans des magasins du quartier d'Oxford Street, à Londres, faisant quatre blessés légers, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew, a adopté un ton plus conciliant envers les nationalistes de l'IRA. La police a souligné que les messages d'avertissement de l'Armée républicaine irlandaise sont de plus en plus vagues, tardifs et inexacts.

A l'occasion d'un discours prononcé à l'université de Coleraine, dans le comté de Londonderry, en

Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew a manifesté une volonté d'ouverture bien plus grande que ses prédécesseurs. Soulignant que l'Armée britannique en Ulster retournerait «à son rôle de garnison, comme dans le reste du Royaume-Uni», si les «terroristes» renoncent à la violence, de façon «authentique et établie», le ministre a ajouté : «Lorsque le terrorisme aura vraiment cessé, cela aura de profondes conséquences sur le maintien de la loi et de l'ordre et pour l'administration de la justice.» Tout en faisant cette offre, qui constitue un signal clair adressé à l'aile pragmatique de l'IRA (par opposition aux inconditionnels des

méthodes terroristes), le ministre s'est prononcé contre un retrait unilatéral des troupes britanniques de l'Ulster. Une telle décision, a-t-il estimé, pourrait entraîner une situation «à la yougoslave» dans la province. La tragédie de l'ex-Yougoslavie, a-t-il expliqué, a permis de mesurer que la campagne «Brits out» («Britanniques dehors») en Irlande du Nord aurait pour conséquence une politique de «purification ethnique pour un million de personnes» (au détriment des protestants).

L. Z.

ALLEMAGNE

Les œuvres de jeunesse du directeur du « Spiegel »...

La revue viennoise Forum publie dans son numéro de décembre un article concernant le directeur du magazine allemand Der Spiegel, un hebdomadaire d'information diffusé à plus d'un million d'exemplaires.

L'auteur de l'article de Forum a découvert, à l'occasion d'une enquête sur un autre sujet, que l'édition viennoise du Volkskörper Beobachter, organe central du parti nazi, avait publié un texte de Rudolf Augstein dans les pages culturelles de son édition du 6 novembre 1942. Ce texte, une courte nouvelle de fiction intitulée la Femme venue de l'étranger, décrit une rencontre furtive entre un homme et une femme sur le quai d'une gare. L'analyse de contenu du texte effectuée par Forum essaie de démontrer, un peu laborieusement, que l'auteur, à l'époque âgé de dix-neuf ans, était imprégné des modes de pensée dominant sous le nazisme, dont il s'était approprié la sémantique et les métaphores. Plus gênante pour le directeur du Spiegel est la constatation qu'il faut être dans les petits papiers du régime hitlérien pour être publié dans le Volkskörper Beobachter. La revue autrichienne, qui signale par ailleurs la collaboration de Rudolf Augstein à la revue de propagande Das Reich dirigée par Josef Goebbels, en tire la conclusion que M. Augstein est atteint de la «maladie waldheimienne», consistant à souffrir, comme l'ancien président de la République autrichienne, d'importantes trous de mémoire sur ses activités au temps du Troisième Reich.

Le directeur du Spiegel a immédiatement réagi aux accusations portées contre lui par Forum. Dans un communiqué publié, mercredi 16 décembre à Hambourg, il

indique que la nouvelle incriminée est bien de sa plume mais «qu'elle avait été publiée à son insu dans le Volkskörper Beobachter». Selon Rudolf Augstein, ce texte, écrit alors qu'il était stagiaire dans un journal de Hanovre, avait été revendu à une agence de presse qui l'avait proposé pour publication à divers journaux. Il a été également imprimé dans le Metzger Zeitung, un quotidien paraissant dans la Lorraine annexée par les Allemands. «A la date de la parution de l'article, j'étais mobilisé comme artilleur, en route vers le front russe», précise encore M. Augstein. Le Spiegel annonce par ailleurs qu'il va publier intégralement ce texte dans sa prochaine édition, accompagné d'une réfutation en règle des accusations contenues dans Forum. L'ampleur de la polémique est à la mesure de la personnalité de Rudolf Augstein, «monstre sacré» du journalisme allemand depuis 1945. La pugnacité du Spiegel et de son directeur en a fait l'organe de presse le plus craint par la classe politique allemande. Dans les années 60, le Spiegel avait mené une violente campagne contre Franz Josef Strauss, alors ministre de la défense, qui avait répliqué en faisant emprisonner Rudolf Augstein, qui fut innocenté et libéré au bout de trois mois.

En 1988, des révélations sur le passé de Werner Höfer, une grande vedette du journalisme télévisé allemand, avaient contraint celui-ci à quitter la télévision. Le Spiegel avait mis en cause Werner Höfer pour un article qu'il avait écrit en 1943 dans un journal berlinois, se félicitant de l'exécution d'un prisonnier opposant au régime nazi.

LUC ROSENZWEIG

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après l'assassinat d'un garde-frontière

La Cour suprême examine la décision du gouvernement d'expulser 418 Palestiniens

Saisie par les avocats de 418 Palestiniens frappés d'un arrêt militaire d'expulsion de deux ans, dont l'ampleur numérique est sans précédent, la Cour suprême d'Israël a ordonné, jeudi 17 décembre, la suspension temporaire de la mesure. Ayant invité le chef d'état-major des armées, le général Ehud Barak, à venir s'expliquer devant leur juridiction, les juges devaient se réunir à nouveau en début d'après-midi à Jérusalem pour décider de la suite des événements. Transportés par autocars jusqu'à la frontière avec le Liban, les intéressés attendaient d'être fixés sur leur sort dans un camp militaire de la région.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

S'appuyant sur un large consensus national et le puissant mécontentement populaire né du meurtre d'un garde-frontière, dimanche dernier, par des militants palestiniens islamistes, le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a choisi la manière forte. Pour empêcher les «organisations fondamentalistes islamistes meurtrières et terroristes» de «saboter le processus de paix», pour «protéger les citoyens» et «éviter surtout, ce qui n'est pas précisé dans le communiqué gouvernemental publié à l'aube du 17 décembre, pour calmer les ardeurs de ses opposants de droite et d'extrême droite, le gouvernement israélien a décidé l'expulsion immédiate de quatre cent dix-huit Palestiniens des territoires occupés, soupçonnés de militantisme actif, ou de sympathie pour les organisations de lutte islamistes.

Décidé, mercredi matin, au cours d'un conseil exceptionnel de défense réunissant, à huis clos, les ministres les plus importants du cabinet, la mesure d'expulsion serait la plus massive jamais mise en œuvre par l'Etat juif, depuis la conquête de la Cisjordanie et de la bande de Gaza il

y a vingt-cinq ans. Entre 1967 et 1991, affirmant les organisations palestiniennes, plus de mille deux cents résidents des territoires ont été expulsés par les autorités d'occupation, soit vers la Jordanie, soit vers le Liban.

Pratiquement mise en œuvre dans le secret, tard dans la soirée de mercredi, l'opération d'expulsion s'est déroulée dans la nuit au moyen d'une vingtaine d'autocars militaires. A l'origine, indiquent-on de sources informées, le transport des bananis vers la frontière libanaise, et au-delà de la «zone de sécurité» contrôlée par l'armée de l'Etat juif dans le sud du Liban, devait être effectuée par une noria d'hélicoptères. Seul le mauvais temps a contraint les autorités à recourir au transport par la route. C'est sans doute ce qui a permis aux avocats d'agir et de retarder la mise en œuvre de l'expulsion.

Dressée dans la journée par le Shin Beth, le service de renseignements intérieurs, la liste des 418 «candidats» à l'exil, a été puisée parmi les mille trois cents Palestiniens arrêtés par l'armée au cours des dernières quarante-huit heures dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. De nombreux autocars ont été envoyés au camp militaire de détention de Ketziot, dans le désert du Néghev au sud d'Israël, et d'autres à la prison centrale de Hébron, en Cisjordanie occupée, pour prendre livraison des détenus choisis. Selon les photographes de presse présents sur les lieux, tous les prisonniers ont fait le voyage jusqu'à la frontière nord d'Israël, mains liées et yeux bandés.

Selon une rumeur non confirmée, Cheikh Ahmed Yassine, fondateur du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), emprisonné à perpétuité pour complicité de meurtre et appels à la violence, figurait parmi les expulsés potentiels. Paralyisé et, selon ses avocats, actuellement très malade, Cheikh Yassine (cinquante-sept ans) a toujours refusé l'exil que lui offraient les autorités israéliennes en échange de son élargissement. C'est en principe pour obtenir sa libération que des maquisards islamiques avaient enlevé le garde-frontière israélien qu'ils ont tué. Selon les résultats de l'autopsie, celui-ci aurait

été étranglé avant d'être lardé de coups de poignards dans le cou, quelque temps après l'attentat commis à la frontière (dimanche 21 heures).

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les noms du Dr Mahmoud Al-Zahar et de M. Abdel Aziz Rantisi, deux proches de Cheikh Yassine, figuraient sur la liste des bannis. C'est en apprenant la nouvelle par des officines que leur avocat israélienne, Me Léa Tsomet, militante célèbre et acharnée des droits de l'Homme, a pu sonner l'alarme et déclencher une bataille juridique nocturne qui fera date dans les annales du droit local.

«Une violation des lois internationales»

Se précipitant au milieu de la nuit au domicile du juge Aharon Barak, l'avocate a obtenu sur-le-champ la suspension de l'arrêt d'expulsion concernant les deux hommes. Elle s'est représentée un peu plus tard devant le juge, avec une vingtaine de noms supplémentaires, tandis que d'autres avocats et les organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme se mettaient en branle.

«Nous n'avons pas cherché à échapper à la procédure judiciaire normale», a affirmé, jeudi matin à l'aube, le conseiller juridique du gouvernement, M. Yossi Harish. Mais il y a urgence. Chacune des 418 personnes frappées de bannissement représente un danger pour les citoyens d'Israël. Version contestée non seulement par Me Tsomet, mais par un grand nombre de magistrats de par le monde. «Ces bannissements constituent une violation flagrante et extrêmement grave des lois internationales», a protesté Beatelem, le principal mouvement israélien de défense des droits de l'Homme.

Théoriquement, la quatrième convention de Genève, en son article 49, interdit «les transferts forcés de populations collectifs ou individuels», de même que les «déportations de personnes protégées, hors du territoire occupé», et ce «quel qu'en soit le motif». Mais, s'appuyant sur des règlements militaires d'exception qui datent de la période du mandat bri-

tannique sur la Palestine (1945), les autorités israéliennes ont toujours affirmé que la convention de Genève ne s'applique pas aux territoires qu'elles occupent, la propriété de ces derniers «n'étant revendiquée par aucun Etat continu».

Sur le plan politique, la mesure ostensiblement décidée par M. Rabin pour «sauvegarder les chances du processus de paix», semble, dans un premier temps, aboutir à l'effet exactement inverse. De Washington, où les négociations israélo-arabes ont récemment repris, le chef de la délégation palestinienne, M. Haider Abdel Chafi, a fait savoir que si la mesure n'était pas rapportée, «les Israéliens n'auront plus personne en face d'eux pour négocier». En clair, le processus de paix amorcé il y a un an à Madrid serait arrêté net.

Bien qu'associés à l'OLP, concurrents acharnés des islamistes dans les territoires occupés, les négociateurs palestiniens, qui, de surcroît, n'ont encore rien obtenu de concret pour le bien des populations qu'ils représentent, sont dans l'impossibilité, pour des raisons de survie politique évidentes, de fermer les yeux sur une décision de cette ampleur prise par «la force occupante». M. Rabin a-t-il commis une erreur d'appréciation ou poursuit-il un autre objectif? Jeudi après-midi, tandis que la Cour suprême examinait la légalité de toute cette affaire, c'est la question qu'on se posait dans toutes les chancelleries occidentales.

PATRICE CLAUDE

Paris et Londres condamnent l'assassinat du garde-frontière israélien. La France «condamne vigoureusement» l'assassinat du garde-frontière israélien Nissim Tolodano, qui «ne peut qu'entraîner un cycle de violence», alors que «des progrès doivent être accomplis dans le processus de paix», a déclaré, mercredi 16 décembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. De son côté, le Foreign Office a «fermement condamné cet acte inhumain». (AFP)

Vient de paraître

Samir Kassir
Farouk Mardam-Bey

ITINERAIRES DE PARIS A JERUSALEM

LA FRANCE ET
LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE
(Tome 1 : 1917-1968)

Les livres de la
Revue d'études
Palestiniennes

296 p. 120 F

Tome 2 : 1968 - 1991, à paraître en mars 1993

Diffusion : Ulysse - Distribution : Distique

Le Monde
EDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DIPLOMATIE

Accord à Moscou entre le chancelier Kohl et le président russe

Les troupes de l'ex-armée soviétique auront quitté l'Allemagne avant la fin août 1994

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les quelques deux cent mille soldats russes stationnés sur le territoire de l'ex-RDA devaient avoir quitté l'Allemagne avant le 31 août 1994, soit quatre mois plus tôt que prévu, en contrepartie. Bonn allouera 550 millions de deutschemarks supplémentaires pour la construction de logements destinés aux militaires de l'ex-armée soviétique. De plus, les Allemands ont accordé un moratoire de huit ans aux Russes pour leur permettre de rembourser la dette contractée par l'ex-URSS à l'égard de l'ancienne RDA et ont réitéré leur promesse d'indemniser, à hauteur de 1 milliard de deutschemarks, les victimes du nazisme.

Tels sont les points principaux de l'accord intervenu, mercredi 16 décembre à Moscou, à l'issue des deux journées de rencontre entre M. Boris Eltsine et M. Helmut Kohl. Les deux dirigeants ont aussi évoqué, mais sans encore parvenir à un accord en bonne et due forme, la question des quelque deux millions de citoyens russes de souche allemande chassés des bords de la Volga par Staline. M. Boris Eltsine a annoncé que 10 milliards de roubles seraient affectés, en 1993, pour recréer une région nationale allemande en Russie, mais la localisation de celle-ci - Volga ou Sibirie - n'a pas encore été définie par les « Russes allemands » eux-mêmes.

Quelques jours seulement après le remplacement de M. Egor Gaidar par M. Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre, M. Boris Eltsine a profité de cette visite du chancelier Kohl pour rassurer les Occidentaux sur la poursuite des réformes entreprises en Russie et sur le maintien de la même ligne en politique étrangère. Le président russe a ainsi confirmé qu'en dépit des fortes pressions des conservateurs, qui demandent la suspension des sanctions contre la Serbie, la Russie « continuera à respecter complètement les résolutions de l'ONU ».

Selon l'agence Interfax, le président russe aurait aussi affirmé au chancelier Kohl que l'actuel ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, n'est pas un conservateur, garderait son poste. Selon M. Valchek Kostikov, porte-parole de M. Eltsine, deux ministres réformateurs proches de M. Gaidar, M. Piotr Aven, responsable des relations économiques extérieures, et M. Viktor Netchaïev, chargé de l'économie, « n'auraient pas été démis » à l'issue des réformes. En revanche, toujours selon M. Kostikov, MM. Vladimir Choumkoïko, Anatoli Tchoubaïev et Alexandre Chokhine, autres figures de proue des réformateurs, pourraient rester dans le prochain cabinet. Celui-ci pourrait être formé avant Noël, a affirmé le nouveau premier ministre. Enfin, un porte-parole de la présidence a annoncé jeudi matin que M. Boris Eltsine avait signé un décret nommant M. Egor Gaidar conseiller personnel du président pour les affaires économiques.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Tandis que M. Clinton assouplit sa position sur la Chine

Washington fait un nouveau pas vers la levée de l'embargo contre le Vietnam

Laissent entrevoir une levée rapide de l'embargo économique

Washington a autorisé, lundi 14 décembre, les transactions commerciales avec le Vietnam ainsi que la signature de contrats, l'établissement de représentations sur place et le recrutement de personnel local. Les contrats ne pourront, cependant, être appliqués que le jour où l'embargo sera formellement levé, a indiqué un porte-parole de la Maison Blanche.

Par ailleurs, à l'occasion de la réunion de Little Rock sur l'économie américaine, M. Bill Clinton a assoupli sa position à l'égard de la Chine. Il s'est défendu de vouloir « isoler la Chine », malgré ses violations des droits de l'homme, qu'il avait dénoncées lors de la campagne présidentielle. Les Chinois « sont en train de changer », a-t-il affirmé, et « je ne pense pas que nous devrions révoquer la clause de la nation la plus favorisée » dont ils bénéficient. « La dernière chose que je veux faire, c'est de les isoler », a-t-il conclu.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Etats-Unis avaient attendu à l'ensemble du Vietnam, après la victoire communiste de 1975, l'embargo imposé depuis 1955 au Nord. Cette mesure avait été renforcée lors de l'intervention vietnamienne au Cambodge fin 1978. A la suite, notamment, de la signature de l'accord de Paris sur le Cambodge le 23 octobre 1991, plusieurs Etats de la région avaient commencé à contourner de plus en plus ouvertement l'embargo américain. De son côté, Washington avait pris quelques mesures d'assouplissement.

Le rôle des Japonais

Les Etats-Unis donnent également le feu vert aux investissements japonais. Dès le lendemain de l'élection présidentielle américaine, Tokyo avait annoncé une reprise de son aide au Vietnam, suspendue pendant quatorze ans. Déjà le deuxième partenaire commercial de Hanoï après Singapour, le Japon, a mis en fiches les ressources d'un pays de soixante-dix millions d'habitants. Très présents dans le reste de l'Asie du Sud-Est, les Japonais entendent jouer un rôle majeur dans l'ancienne Indochine, à laquelle ils ont promis 2 milliards de dollars d'aide à la reconstruction.

A ce jour, la reprise de la production au Vietnam, l'un des pays les plus pauvres de la planète, a été liée à la libéralisation des prix, à la reconversion de son commerce extérieur (après l'effondrement de l'URSS) et à l'intérêt que lui portent les communautés de Chinois d'outre-mer. La production agricole a connu un boom et, en exportant cette année 2 millions de tonnes de riz, Hanoï a consolidé sa troisième place sur le marché mondial. L'exploitation de ses gisements offshore - secteur qui intéresse particulièrement les compagnies américaines - lui permettra, cette année, d'exporter 5 millions de tonnes de pétrole. En revanche, les investissements étrangers - 1 milliard de dollars de réalisations effectives en cinq ans - jouent encore un rôle secondaire dans la relance de l'économie.

La levée vraisemblable de l'embargo américain devrait permettre, dès 1993, aux crédits et aux investissements internationaux d'assurer une relève indispensable. Le taux d'expansion économique, estimé à 5,3 %, a besoin, en effet, d'un coup de fouet pour sortir de l'ornière un pays qui, avant tout, ses ressources humaines à offrir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ONUMOZ sera composée de près de huit mille hommes

Le Conseil de sécurité approuve la création d'une force de paix au Mozambique

Le Conseil de sécurité a décidé, mercredi 16 décembre, de créer l'Opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), composée de près de 8 000 hommes. Celle-ci devra superviser le processus devant conduire à des élections, prévues en octobre 1993, conformément aux accords signés, le 4 octobre dernier, à Rome, par le gouvernement de Maputo et l'opposition armée de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO).

L'ONUMOZ - dont le mandat s'étend jusqu'au 31 octobre 1993 - sera composée de personnels militaires, civils et de policiers. Dans sa résolution 797, le Conseil de sécurité a approuvé le plan d'action élaboré par M. Boutros Boutros-Ghali, après une mission menée au Mozambique par M. Aldo Ajello, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Maputo (le Monde du 9 décembre). L'essentiel des propositions de ce dernier a été repris par le Conseil de sécurité : déploiement de cinq bataillons de 850 hommes chacun, envoi de 354 observateurs militaires, de 128 policiers, de centaines de fonctionnaires civils et de quelque 1 200 observateurs internationaux pour superviser les élections.

L'ONUMOZ devra vérifier l'application du cessez-le-feu et la ras-

semblement, le désarmement et la démobilisation de quelque 110 000 combattants des deux parties, qui devront constituer de nouvelles forces armées. L'opération devra également superviser la réinstallation de 5 millions à 6 millions de réfugiés et personnes déplacées, la distribution d'une aide humanitaire dans tout le pays et l'organisation des élections.

Ce même mercredi, la conférence des pays donateurs sur le Mozambique, réunie à Rome durant deux jours, a clos ses travaux par un constat de satisfaction. Les vingt-cinq pays, dont les douze de la Communauté européenne, et les organisations internationales (ONU, Croix-Rouge et Banque mondiale) qui ont participé à la conférence sont parvenus à dégager les moyens financiers nécessaires pour faire progresser le processus de démocratisation et réinsérer « dans un contexte civil » les soldats mozambicains démobilisés.

Le gouvernement de Maputo et la RENAMO sont en outre tombés d'accord sur la répartition des fonds alloués pour permettre la mise en œuvre du processus électoral. L'Italie s'est vu confier la présidence d'une rencontre qui devrait se tenir au cours des prochains mois de 1993, à Maputo, « pour mettre au point les ultimes procédures » pour le retour à la démocratie. (AFP, Reuters)

M. Eltsine et le « modèle » chinois

Suite de la première page

M. Egor Gaidar, le symbole du « modèle » russe de libéralisation économique, n'est plus là pour rappeler à M. Volsky, comme il l'avait fait il y a un mois, que d'une part, « la Russie n'est pas la Chine », et que, d'autre part, la voie chinoise implique un régime « autoritaire » et serait donc pour la Russie démocratique un recul considérable.

M. Gaidar a mordu la poussière, sacrifié sur l'autel du compromis avec les partisans d'une réforme plus contrôlée et surtout plus lente. Et M. Eltsine, qui, il y a six mois, découvrait avec enthousiasme les promesses du capitalisme à l'américaine, aura toutes les raisons d'ouvrir bien grand les yeux sur les fleurs de l'économie chinoise, notamment la zone économique spéciale de Shenzhen, où il se rendra à l'issue de deux jours d'entretiens à Pékin.

les raies de sa récente visite en Corée du Sud, M. Eltsine doit prouver que la politique asiatique de la Russie n'est pas qu'une succession d'échecs.

Démontrer que tout va pour le mieux entre Russes et Chinois serait un bon moyen de convaincre les Japonais, irrités par l'annulation cavalière de la visite que devait faire le président russe à Tokyo en septembre dernier, de reconsidérer l'attitude un peu hautaine qu'ils observent à l'égard de Moscou.

« Il est naturel qu'il existe des divergences sur certaines questions entre pays. Il n'y a pas au monde deux pays qui partagent les mêmes valeurs », a déclaré à la presse russe le chef de l'état chinois, M. Yang Shangkun, à la veille de l'arrivée du président moscovite. Et d'ajouter : « C'est un fait qu'il y a un consensus entre la Chine et la Russie pour estimer que leurs intérêts communs surpassent leurs divergences. » Il s'agit donc d'établir « un nouveau type de relations » portant « à un



Côté chinois, c'est aussi, mais pas seulement, affaire d'image. Pékin prend sa revanche sur l'humiliation subie face à M. Gorbatchev. M. Eltsine, en qui les dirigeants chinois avaient vu un « nouveau tsar » et un « aventurier », est donc reçu avec quelque condescendance. Le paradoxe tient à ce que ces mêmes diri-

niveau qualitativement supérieur » les rapports toujours houleux que la Chine a entretenus avec la Russie, qu'elle soit tsariste ou léniniste.

Dans ce but, M. Eltsine et ses interlocuteurs pékinois - M. Yang, le chef en titre du PCC, M. Jiang Zemin, le premier ministre, M. Li Peng - signeront, outre plu-

Récusant la décision du sommet d'Edimbourg

Les députés européens relancent la querelle du siège du Parlement

STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les partisans de Bruxelles comme siège du Parlement européen n'ont pas attendu pour contre-attaquer après la décision prise le 12 décembre par les chefs d'Etat et de gouvernement de confirmer Strasbourg comme siège définitif. Le premier ministre britannique, M. John Major, qui était venu, mercredi, présenter devant l'assemblée les résultats du sommet d'Edimbourg, avait pourtant pris la précaution de dire par deux fois : « La décision était inévitable. » Rien n'y a fait. Par 233 voix pour, 50 contre et 33 abstentions, les députés européens ont voté, mercredi 16 décembre, une résolution contestant la décision prise au sommet : « La fixation du siège ne peut émettre sur la capacité du Parlement à s'auto-organiser (...) conformément à la jurisprudence de la Cour européenne de justice. »

mesures que le Parlement est autorisé à prendre dans le cadre de l'organisation de ses travaux. A l'époque il est vrai, le siège n'était que provisoire.

Le plus étrange dans cette querelle, qui n'en finit plus, est l'attitude des représentants français. Certes, ils ont voté contre le passage de la résolution hostile à la capitale alsacienne. Mais comment expliquer que sur, les quatre formations qui ont présenté le texte, deux soient présidées par des Français : M. Jean-Pierre Cot (PS) pour le groupe socialiste et M. Yves Galland (radical) pour les libéraux ? Sans compter M. Jean-Louis Bourlanges (UDF), membre du groupe des démocrates-chrétiens, coauteur de la résolution.

Pour les autres résultats d'Edimbourg, les parlementaires ont approuvé sans restriction les conclusions du conseil européen, à cette occasion près qu'ils demandent de fixer aux procédures de ratification du traité de Maastricht la date butoir du 30 juin 1993. Les députés devaient voter sans problème, jeudi 17 décembre, le budget communautaire pour l'année prochaine. Dans ces conditions, M. Major a pu jouer à sa main. M. Cot, aiguillonné par

les travaillistes britanniques, a tenté en vain de déstabiliser le président en exercice de la Communauté. C'était méconnaître l'habileté du premier ministre, qui a accompli son parcours avec une facilité déconcertante. « Si le Danemark ne ratifie pas Maastricht, le traité en tant que tel ne pourra s'appliquer », a déclaré M. Major, contrevenant ainsi aux interprétations données par d'autres délégations des discussions d'Edimbourg.

Pour M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Major veut dire que, dans cette hypothèse, « Maastricht est mort ». C'est un président de l'UDF bien désabusé qui a participé aux travaux du Parlement. L'euphorie britannique et la « désinvolture » avec laquelle M. Major traite les intérêts de l'agriculture française dans l'affaire du GATT - « mal négociée par la Commission » - le conduisent à s'interroger sur la direction prise par la construction européenne : « Le silence de ceux qui voulaient une Europe forte et homogène est préoccupant. » Et M. Giscard d'Estaing de relever que M. Jacques Delors admet désormais que « l'Europe pourra être à géométrie variable ».

MARCEL SCOTTO

Les années de jeunesse du directeur du "Spectator"

ORIENT

Examine la décision pulser 418 Palestine

AFRIQUE

SOMALIE : l'opération « Rendre l'espoir »

Le chancelier Kohl envisage l'envoi de 1 500 soldats pour des missions humanitaires

Le chancelier Kohl a annoncé, jeudi 17 décembre, qu'il allait recommander au gouvernement allemand l'envoi de plus de 1 500 soldats en Somalie pour des missions humanitaires. Il s'agit d'un bataillon accompagné d'ingénieurs et de policiers militaires, qui serait déployé « dans les zones déjà pacifiées ». « L'Allemagne ne peut et ne veut rester à l'écart », a ajouté le chancelier. Cette décision, si elle se confirme, indiquerait un changement majeur de la politique de Bonn.

L'ambassade de France à Mogadiscio, fermée depuis mars 1991, devait d'autre part ouvrir jeudi afin d'abriter le poste de commandement de l'opération Oryx. La veille, les troupes italiennes avaient repris possession de l'ambassade de leur pays, sous les applaudissements de Somaliens. Quarante-vingt-huit parachutistes canadiens - sur les 850 hommes prévus - sont arrivés mardi à Bal Dogle, la base aérienne située entre Baidoa et Mogadiscio. Quant aux premières unités du contingent de 1 250 militaires marocains devant participer à l'opération, elles ont quitté mercredi la base aérienne d'Agadir.

À Paris, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a défendu, mercredi, à l'Assemblée nationale, l'attitude des troupes françaises en Somalie, qui font face à des « missions extrêmement difficiles ». La France tient à procéder à la confiscation des armes des milices somaliennes, a réaffirmé M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères. « On peut estimer que la position américaine sera appelée à évoluer dans le même sens », a-t-il déclaré au cours du conseil des ministres. Selon un sondage CSA, publié par l'hebdomadaire *la Vie* le 17 décembre, 82 % des Français approuvent l'intervention militaire en Somalie et 67 % souhaitent une action similaire en Bosnie-Herzégovine. - (AFP, Reuters)

LIBÉRIA : affrontements dans le centre du pays. - La radio du Front national patriotique du Libéria (FNPL) a annoncé, mercredi 16 décembre, que des affrontements armés opposaient depuis cinq jours les rebelles menés par Charles Taylor au Mouvement uni de libération (ULIMO), dans la région de Bong, à 85 kilomètres au nord-est de Monrovia. Les combats sont particulièrement violents près des mines de fer de Bong, selon la radio. - (AFP)

SÉNÉGAL : le gouvernement sénégalais présente des « excuses » à

A Baidoa, la fête des enfants

BAIDOA

de notre envoyé spécial

Les six cents enfants attendaient, le crâne rasé, les versets du Coran à la main, agitant leurs longues tablettes effilées aux caractères à moitié effacés. Ils patientaient, serrés contre les murs d'un patio, les vêtements maculés de boue rouge, le visage assombri par la pénombre de la pluie tropicale. Ils étaient heureux. Les « marines » étaient là. Les enfants riaient, timides mais rayonnants de soulagement, d'un bonheur simple, une immense reconnaissance dans les yeux.

Soudain, ils se mirent à crier, jetant dans un violent crescendo les mêmes mots : « Bienvenue à nos amis ». Les enfants ne s'arrêtaient pas et les « marines » tournoyaient dans la cour, serrant les petites mains, retenant leurs larmes. Après avoir reçu cinquante sacs de riz, le directeur de l'orphelinat, M. Hassan Baloba, n'avait, lui aussi, que des mots simples à la bouche : « Merci, nous voulons la paix, nous voulons vivre, reconstruire la Somalie ». Auparavant, un membre d'une ONG ne put s'empêcher de fondre en larmes au moment où il allait saluer un officier américain sur la piste de l'aéroport.

À l'entrée du campement, deux cents enfants hurlaient maladroitement en chœur le refrain de *Jingle Bell*, célèbre chanson de Noël qu'un « marine » s'évertuait à leur apprendre, baguette à la main. Plus loin, d'autres gosses couraient derrière les chars, montaient sur les blindés, et cette foule, les yeux brillants, mettait plus de chaleur à accueillir les militaires qu'à leur arrivée, mercredi à l'aube. Les séges de la région, dirigeants du Mouvement démocratique de Somalie ralliés au général Aidiid, avaient appelé les « rahanweins », ce peu-

ple de paysans, à venir manifester devant le cinéma l'Eden en guise de message de bienvenue. Alors le légionnaire Pierre Payot, catogan et tatouage aux biceps, craqua du haut de sa mitrailleuse : « Moi, quand je vois des gosses dans le besoin comme ça, je leur donne ma ration ! »

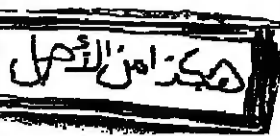
Le premier jour à Baidoa fut ainsi : ponctué de scènes émouvantes, d'images d'Épinal, de bonnes intentions et de gestes symboliques. Walt Disney en Somalie. Les trois cents journalistes présents à Baidoa n'ont pas manqué de recueillir cette belle moisson, courant, dans une ambiance de Paris-Dakar, d'un endroit à l'autre, abandonnant une image d'enfant décharné pour celle d'une distribution de bonbons. Baidoa, ahurie d'avoir enterré autant de morts - plusieurs dizaines de milliers cette année - dans l'impulsion générale, regardait cette curieuse cohorte, à ses yeux aussi spectaculaire que sa propre misère.

Les militaires, finalement, se sont limités à deux sorties en ville. Entièrement préoccupés de leur sécurité, les Américains ont d'abord échoué à monter le matériel qui servait à protéger leur campement, près de l'aéroport. Cinq avions humanitaires ont pu cependant atterrir. « Avant, on déchargeait notre avion en un quart d'heure. Après, il nous a fallu une heure. Sans compter les contrôles à l'entrée et à la sortie de l'aéroport », ironise un responsable de la logistique humanitaire. Pour la première fois, les militaires ont remplacé les miliciens somaliens afin de protéger les camions des ONG, dans le passé si souvent dévalisés. Une semaine après leur débarquement en Somalie, ce fut là le premier geste significatif de leur projet d'action humanitaire.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

la Guinée-Bissau. - Le gouvernement sénégalais a présenté des « excuses » à la Guinée-Bissau à la suite de la violation de l'espace aérien de ce pays par des avions militaires sénégalais, samedi et dimanche derniers, dans la région de Cacheu, frontalière du Sénégal. Les incursions de l'armée sénégalaise en territoire bissau-guinéen avaient fait deux morts - et non « plusieurs dizaines de victimes » comme indiqué par erreur dans le *Monde* du 16 décembre - plusieurs blessés, et provoqué des dégâts matériels dans plusieurs villages. - (AFP)

ZAÏRE : le Comité lève sa suspension de la journée de « rébellion à la dictature ». - Le Comité lève de coordination (mouvement chrétien d'opposition) a annulé, mercredi 16 décembre, la journée de « rébellion à la dictature » à laquelle il avait appelé pour le vendredi 18 décembre (le *Monde* du 15 décembre). Le mouvement a pris cette décision à la suite de la levée du siège du Palais du peuple, qui a permis la réunion du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée provisoire). - (AFP)



ALGÉRIE

Le parti de M. Ait Ahmed invite l'armée à sortir de sa réserve

Dénonçant l'usure du pouvoir, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ait Ahmed a invité l'armée à sortir de sa réserve. « Nous sommes les personnes militaires qui ont des ambitions démocratiques. Nous refusons que l'armée soit poussée à soutenir un clan (le pouvoir actuel). Elle doit arbitrer la période de transition », a déclaré M. Saïd Hamdani, secrétaire général par intérim du FFS, dans un entretien accordé au nouvel hebdomadaire arabophone *Al Gili* (le *Le Gendarme*). M. Ait Ahmed, qui a quitté l'Algérie au mois d'août dernier, ne sera pas de retour de si tôt parce que les autorités locales, a précisé M. Hamdani, « ont mis fin au processus démocratique ». « Les seuls signes émanant du pouvoir sont dirigés contre la démocratie. C'est le blocage », affirme-t-il en prévoyant la chute prochaine du gouvernement de M. Belkaid Abdesslam.

Pour sa part, le premier ministre s'est engagé, mercredi, devant les cadres supérieurs de la sûreté nationale, à donner des « moyens supplémentaires » aux forces de l'ordre pour « lutter contre le terrorisme ». Cette promesse a été faite après l'assassinat, lundi, à Alger, de cinq policiers, par des « hommes armés ». Rejoignant tout « compromis avec les forces subversives qui ont conduit à la destruction de l'Algérie », il a invité les « forces politiques » à se « déterminer » et à « s'engager dans l'action de sauvegarde du pays ». - (AFP, Reuters)

NIGÉRIA

Un Conseil de transition a été mis en place

Un Conseil de transition, qui remplacera le Conseil des ministres, a été nommé, mardi 15 décembre, par le gouvernement militaire fédéral du Nigeria. Ce Conseil entrera en fonctions le 2 janvier prochain - date initialement prévue pour la remise du pouvoir aux civils - et restera en place jusqu'à l'avènement de la troisième République, fixé au 27 août 1993 par le régime militaire du général Ibrahim Babangida.

Les membres de ce Conseil, composé de vingt-sept personnalités civiles, dont deux femmes, devront élire leur président, qui deviendra le « premier ministre virtuel » de la transition nigérienne. Le président du Conseil de transition participera aux réunions du Conseil de sécurité et de défense, qui succéderont lui aussi le 2 janvier au Conseil de gouvernement des forces armées, organe exécutif suprême du régime militaire. - (AFP)

INDE : haussant le ton contre les hindouistes

M. Rao a dissous les assemblées de trois États contrôlés par le BJP

« Une déclaration de guerre » : le parti hindouiste BJP a vivement réagi à l'annonce, mardi 15 décembre, de la dissolution des assemblées régionales des trois États encore dirigés par les siens. Certains de ses chefs appellent leurs partisans « à se tenir prêts pour une guerre ouverte » contre « le centre », et les forces fédérales ont été mises en état d'alerte dans les États placés sous « pouvoir présidentiel ». Les travaux du Parlement demeurent paralysés par l'obstruction des députés du BJP, qui réclament en particulier la libération de leur chef.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les gouvernements des trois États du Nord où le parti hindouiste BJP était encore au pouvoir ont été dissous, mardi 15 décembre, par le chef de l'État. Le Rajasthani, l'Himachal-Pradesh et le Madhya-Pradesh sont ainsi placés sous l'administration directe de New-Delhi. Des élections doivent s'y tenir en principe dans les six mois. Le jour même de la dissolution de la législature d'Ayodhya par les hindouistes, le 6 décembre, le premier ministre, M. Narasimha Rao, avait déjà recommandé la révocation du gouvernement d'Uttar-Pradesh, qui n'avait pas su ou voulu prendre les mesures d'ordre public indispensables. Huit jours après les émeutes qui ont provoqué la mort de plus de 1 100 personnes, M. Rao a donc choisi de hausser le ton contre les nationalistes hindous. Cette dissolution s'ajoute à l'interdiction des trois principales organisations extrémistes et aux arrestations dans les milieux hindouistes. Pour « recommander au président » de

déméter les gouvernements du BJP, M. Rao a argué du fait que les ministres en chef de ces États appartenaient à des organisations désordonnées. Le BJP n'est pas interdit, mais la plupart de ses chefs sont aussi (ou d'abord) membres du RSS, le Corps national des volontaires qui est l'organisation mère des courants hindous extrémistes.

M. Rao ne s'est pas décidé aisément à l'affrontement. Homme de compromis, il a surtout cédé aux pressions exercées au sein de son parti, le Congrès. Derrière sa décision se profile le ministre des ressources humaines, M. Arjun Singh, qui ne cache plus ses ambitions. Depuis un mois, M. Singh poussait M. Rao à se montrer plus ferme à l'égard du BJP. Les répercussions de l'affaire d'Ayodhya sont venues lui donner raison. Son autorité s'en trouve accrue, tandis que celle du premier ministre est en baisse. M. Rao avait misé sur la négociation avec les hindouistes, mais il a échoué à prévenir la crise la plus grave depuis l'indépendance.

BRUNO PHILIP

AFGHANISTAN : nouveaux affrontements à Kaboul. - Des duels d'artillerie ont repris, mardi 15 décembre, à Kaboul entre intégristes du Hezb-e-Islami et miliciens ex-communistes du général Dostom. Cependant, le président par intérim, M. Rabbani, dont le mandat expirait le même jour, maintient qu'il ne se démettra qu'après la Choura (Grand Conseil), dont les 1 500 députés pourraient se réunir le 19 décembre. En revanche, la majorité des dix chefs islamistes qui composent le Conseil de direction, instance suprême permanente du pays depuis la chute du régime communiste, lui ont demandé de leur remettre sans délai ses pouvoirs, estimant que M. Rabbani a acheté des députés de la Choura. - (Reuters)

COALITION NATIONALE DE L'UNION birmane (NCOUB) clandestine, a affirmé, mercredi 16 décembre, à Bangkok, que Rangoon avait recours au travail forcé pour dégrader le tracé d'un futur oléoduc destiné à acheminer le gaz vers la Thaïlande. Total a signé en juillet un accord avec la Compagnie du gaz et du pétrole de Myanmar, société d'État birmane. - (AFP)

CAMBODGE : les Khmers rouges ont enlevé, puis libéré, vingt et un membres de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) qu'ils retenaient en otage depuis mardi et mercredi. Les otages, quinze « casques bleus » indonésiens, deux interprètes cambodgiens et quatre observateurs militaires de l'ONU - un Américain, un Chinois, un Français et un Sénégalais - avaient été capturés dans la province centrale de Kompong Cham. C'est la seconde fois depuis le début du mois que les partisans de M. Pol Pot s'en prennent ainsi aux représentants de l'APRONUC. - (Reuters, AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : les dissensions au sein de l'équipe du président en exercice Itamar Franco

Le ministre de l'économie a donné sa démission

Moins de trois mois après sa nomination par le président en exercice, M. Itamar Franco, le ministre de l'économie, M. Gustavo Krause, a annoncé mercredi 16 décembre sa « démission irrévocable », sans faire aucun autre commentaire. Le ministre du plan, M. Paulo Hadad, a été chargé d'assurer l'intérim.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le départ de cet avocat de quarante-six ans intervient après de nombreuses rumeurs sur les dissensions existant entre l'équipe économique, globalement favorable à une politique de rigueur, et le chef de l'État, apparemment désireux de relancer l'économie. Depuis deux jours, M. Itamar Franco avait multiplié des entretiens avec des personnalités comme M. Dercio Garcia Munoz ou M. Paulo Nogueira Batista, connues pour leurs idées nationalistes et peu favorables à la modernisation entreprise par M. Fernando Collor de Mello.

La démission de M. Krause intervient d'autre part au lendemain de la suspension du programme de privatisation décidée par le président. Les mises aux enchères ont été officiellement reportées à quatre-vingt-dix jours, mais les observateurs craignent de plus en plus « un retour aux vieilles chimères nationalistes et protection-

nistes », comme l'affirme un important dirigeant d'entreprise. La classe politique est pratiquement unanime à déplorer cet épisode en raison des risques d'instabilité et des incertitudes qui en découlent. Les commentaires de la presse sont aussi de plus en plus critiques à l'égard de M. Itamar Franco, à quelques jours du vote final sur la destitution de M. Fernando Collor, qui doit intervenir le 22 décembre. Dans son édition de mardi, le quotidien *la Folha de São Paulo* écrit que « le national-populisme des années 30 montre à nouveau son visage, et son refus de toute modernisation de l'économie », alors que le quotidien économique *Gazeta Mercantil* publie un article favorable aux privatisations illustré par le succès de la firme sidérurgique Usiminas.

En l'absence de tout discours officiel de M. Franco depuis sa

prise de fonction le 2 octobre, et malgré les affirmations de son équipe sur la poursuite de la politique de rigueur et d'ouverture, le Brésil s'installe dans une période d'incertitude et d'attente qui touche aussi bien les milieux économiques que politiques. Les investissements sont gelés depuis près de trois mois, et l'Assemblée nationale n'a encore adopté aucune mesure d'urgence concernant la loi fiscale, la propriété intellectuelle ou la modernisation des ports. « C'est de la navigation à vue en plein brouillard », résumait un diplomate alors que l'éditorialiste de la chaîne de télévision Bandeirantes, M. Luis Nassif, affirmait qu'« aujourd'hui le plus grand allié de la spéculation, c'est le président ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ARGENTINE : le Prix Sakharov pour la liberté de la presse de Mai. - Les « Mères de la place de Mai » devaient recevoir, jeudi 17 décembre à Strasbourg, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit décerné depuis 1983 par le Parlement européen pour récompenser des personnalités qui ont lutté contre l'oppression. Ces femmes se battent depuis des années pour connaître la vérité sur le sort des personnes disparues en Argentine.

ÉTATS-UNIS : quatre policiers de Detroit démis de leurs fonctions pour avoir battu à mort un automobiliste. - Quatre policiers de Detroit (Michigan), accusés d'avoir battu à mort un automobiliste noir, ont été démis de leurs fonctions, mercredi 16 décembre. Le chef de la police de Detroit, M. Stanley Knox, a pris cette décision à l'issue d'une enquête administrative, a indiqué un porte-parole du maire de la ville, M. Coleman Young. - (AFP)

Montre ronde pour homme, mouvement automatique à réserve de marche

Montre ovale pour dame

CHAUMET
PARIS

AQVILA
Or jaune 18 carats ou acier

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. (1) 44.77.24.00

M. Rao a dissous les assemblées
des trois Etats contrôlés par le...

POLITIQUE

Le Monde • Vendredi 18 décembre 1992 7

L'affaire du sang contaminé et la Haute Cour

Les socialistes bloquent la mise en accusation de M^{me} Dufoix et de M. Hervé

En ne participant pas au vote sur la proposition de résolution adoptée par la commission ad hoc de l'Assemblée nationale qui tendait à la mise en accusation de M^{me} Dufoix et de M. Hervé devant la Haute Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé, les députés socialistes ont empêché que cette proposition ne recueille la majorité absolue nécessaire à son adoption. Le texte de la commission a obtenu 269 voix alors qu'il lui en aurait fallu 285.

Le débat sur la proposition de résolution s'est ouvert en fin d'après-midi, après la dernière séance de questions d'actualité de la législature, par l'intervention de M. Didier Migaud (PS, Isère), rapporteur de la commission ad hoc.

M. Migaud a tout d'abord examiné la proposition de résolution de mise en accusation soumise aux députés. Son jugement a été sévère. Si le Sénat « a pris la peine de rappeler la présomption d'innocence et de définir strictement le rôle de la commission élue spécialement, le rapport et l'exposé sommaire de la proposition de résolution de la Haute Cour, par l'intervention de M. Didier Migaud (PS, Isère), rapporteur de la commission ad hoc.

M. Migaud a tout d'abord examiné la proposition de résolution de mise en accusation soumise aux députés. Son jugement a été sévère. Si le Sénat « a pris la peine de rappeler la présomption d'innocence et de définir strictement le rôle de la commission élue spécialement, le rapport et l'exposé sommaire de la proposition de résolution de la Haute Cour, par l'intervention de M. Didier Migaud (PS, Isère), rapporteur de la commission ad hoc.

de 1983, que la transfusion était un facteur de risque de contamination, la période d'incertitude quant à l'ampleur réelle du risque et aux réponses à lui opposer s'étend bien au-delà de cette année. » En rappelant la lettre de 1983, a-t-il poursuivi, on donne à entendre que les ministres pouvaient agir dès cette date, ce qui est tendancieux et inadmissible, mais aussi contradictoire avec d'autres passages du rapport établissant que l'incertitude s'est prolongée jusqu'au début de 1984.

Plus grave encore, selon le rapporteur, « l'affirmation selon laquelle la mise en œuvre du dépistage systématique aurait été retardée est également tendancieuse, pour le moins, et, par ce qu'elle a de péremptoire et d'accusateur, contraire à la vérité. Le rapport du Sénat néglige aussi un certain nombre de faits objectifs. Les omissions sont nombreuses, en particulier pour ce qui concerne le traitement de l'hépatite, trop nombreuses pour ne pas être suspectes ».

M. Hervé (PS) :
« Je serai un homme seul »

Ces éléments justifient donc, pour M. Migaud, le dépôt par la commission d'un amendement de substitution réécrivant entièrement le texte de la proposition de résolution. Reste cependant la « contradiction » dans laquelle sont pris les membres socialistes de la commission ad hoc et qu'énonce le rapporteur : « Intimement convaincus que rien ne peut être reproché aux ministres, ils sont amenés à vous proposer un texte autorisant la saisine de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice contre deux amis. » « Si nous agissons ainsi, explique le député de l'Isère, c'est parce qu'il serait grave de laisser croire à l'opinion qu'aucune instruction ne pourrait jamais être ouverte contre des ministres et parce que le vote exprime que les magistrats de la Haute Cour de justice sont capables de justice. » « Ce que nous aurons aujourd'hui est l'ouverture d'une instruction, a conclu M. Migaud, si ce n'est naïf, la conception que je me fais de

la politique m'impose cette naïveté. » Prenant la suite du rapporteur, M. Edmond Hervé a évoqué tout d'abord l'accusation d'empoisonnement contenue dans une proposition de résolution de mise en accusation déposée par l'opposition et jugée irrecevable par le bureau de l'Assemblée nationale le 14 octobre. « Je ne souhaite à aucun d'entre vous, pas même à mon pire adversaire, de subir les accusations que nous subissons. Un tel crime [d'empoisonnement] est caractérisé par l'intention de donner la mort », a-t-il déclaré. « C'est pour la vérité que j'entends me battre », a poursuivi l'ancien ministre.

Comme M. Migaud, M. Hervé s'en est pris tout d'abord au texte du Sénat, où « l'expression présomption d'innocence revient très souvent, mais [où] tout est à charge », avant d'en venir « au cœur du sujet », la vérité de l'époque sur le dépistage et sur le chauffage. Il a rappelé, en s'appuyant sur les déclarations « de plus grands scientifiques de l'époque », que cette maladie était « rare », « marginale », que l'on interprétait mal encore la séropositivité, et que les risques de contamination par transfusion étaient trop sous-estimés.

« A l'époque, la politique française était considérée comme exemplaire », a estimé M. Hervé. Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que cette période a été la lumière des connaissances de l'époque, non de celles d'aujourd'hui. Ne pas respecter ce principe serait s'exposer aux pires erreurs. « La vérité de l'époque sur le dépistage, a-t-il ajouté, est que la décision a été prise rapidement. »

« Quelle est ensuite la vérité sur le chauffage des produits ? », a demandé

ensuite M. Hervé en évoquant l'arrêt du 23 juillet 1985 sur le non-remboursement des produits non chauffés. « Cet arrêt s'appuyait sur l'avis du bureau de l'Association française des hépatites, sur celui du comité de l'hépatite et sur celui de la commission nationale de la transfusion sanguine. (...) Par lettre du 16 septembre, le président de l'Association française des hépatites nous félicitait des décisions prises », a encore rappelé M. Hervé. Le député a indiqué en outre que les ministres n'ont pas freiné l'importation de produits chauffés et qu'ils n'ont pas donné l'ordre d'écarter les stocks. Selon M. Hervé, une enquête de l'OMS publiée en 1987 montre que la situation française « n'était pas exceptionnelle » et qu'à propos de la date d'introduction du chauffage « la France se situait dans la moyenne ».

M. Toubon (RPR) :
« Le doute est infamant »

« Voilà les faits, voilà pour moi la vérité. Elle gouverne tout, la justice et la responsabilité, la solidarité et la démocratie. Mais ce qui hier était estimé bon est aujourd'hui présenté comme défectueux, sinon criminel. Par quel retournement ? Pour quelles raisons ? Par quelle cruauté des hommes et des temps ? », s'est interrogé M. Hervé. « Vous comprendrez que membre de cette Assemblée, je ne veuille être ni juge ni partie, a-t-il ajouté. Je ne ferai jamais obstacle au cours des procédures, mais ne me demandez pas de participer à un processus d'accusation, c'est la raison pour laquelle je ne prendrai pas part au vote. Face aux accusations dont je suis l'objet, a-t-il conclu, je sais que je serai, finalement, un homme seul, un homme seul avec ma conscience. C'est mon recours. »

En début de soirée, la parole est revenue aux orateurs des groupes. Prenant acte de la décision des socialistes, annoncée par M. Jean Auroux, après l'intervention de M. Hervé, de ne pas participer au vote, M. Jacques Toubon (Paris), au nom du RPR, a estimé que « le

débat a changé d'âme ». « Vous avez décidé de vous comporter comme des juges et de trancher vous-mêmes qu'Edmond Hervé n'est pas responsable. Vous avez choisi votre solidarité interne et votre conscience au détriment de la justice. Encore une fois les socialistes se sont auto-amnistiés », a-t-il ajouté en se tournant vers les bancs socialistes. Après avoir souhaité, à la suite de M. Migaud, la réforme de la Haute Cour, M. Toubon a assuré que « si nous voulons saisir la Haute Cour, ce n'est pas pour dire que M^{me} Dufoix et M. Hervé sont coupables, c'est pour qu'un tribunal examine l'affaire, instruisse à charge et à décharge. Nous devons ouvrir la porte non à la condamnation, mais à la justice ».

M. Toubon a ensuite évoqué le « cas Fabius » en déclarant : « Certains d'entre vous ont faussé le débat en se dispensant d'accepter d'y comparer. » « Si la Haute Cour n'est pas saisie, nous serons tous submergés par une marée d'opprobres, comme nous l'avons tous été au moment de l'amnistie. Dans la campagne électorale, les vrais enjeux seront occultés par cette question : pourquoi avez-vous refusé de saisir la Haute Cour ? », a averti le député de Paris. « Si [elle] est saisie, alors nous aurons relevé notre honneur collectif d'hommes politiques et de parlementaires et nous aurons relevé d'abord l'honneur des intéressés. Notre vote doit balayer le doute, parce que le doute est infamant et mortel : infamant pour vous, et mortel pour ceux que vous pensez disculper en usurpant un rôle qui n'est pas le vôtre, a-t-il conclu. »

M. Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), orateur du groupe communiste, a affirmé que, pour l'affaire du sang contaminé, « la Haute Cour n'est pas le meilleur des cadres ». Après avoir critiqué la proposition de résolution du Sénat, M. Lefort a indiqué que « le nouveau projet de résolution présente également un défaut : pour connaître la vérité, la meilleure solution n'est pas de tenir à l'écart le premier ministre de l'époque ». « Cela sera certainement considéré par l'opinion publique comme

une curieuse inconscience », a-t-il ajouté avant d'indiquer que le texte adopté par la commission ad hoc sera voté par son groupe pour ne pas faire obstacle « à la manifestation de la vérité et de la justice qu'attend notre peuple ».

M. Millon (UDF) :
« Je plains M. Fabius »

Au nom des centristes, M. Michel Voisin (Ain) a estimé, lui aussi, que « l'opinion ne comprendrait pas que nous ne menions pas à son terme la procédure ». « La proposition de résolution adoptée après un long débat par les sénateurs est peut-être imparfaite, mais elle a le mérite d'exister », a-t-il ajouté avant de proposer le vote de la proposition du Sénat : « La Loi fondamentale est ce qu'elle est, il faut s'y soumettre. »

Le dernier orateur, M. Charles Millon (Ain), pour l'UDF, constamment interrompu par les socialistes, a assuré que le rôle des députés, c'est de permettre à la Haute Cour de pouvoir instruire l'affaire et de déterminer les responsabilités. « Je le dis de tout mon cœur, lorsque la Haute Cour statuera, elle pourra déclarer innocents les ministres dont on parle, mais je crois qu'actuellement la suspicion est trop lourde, le doute est trop fort, pour laisser perdurer cette situation. Cela vaut autant pour M. Hervé que pour M^{me} Dufoix, que pour M. Fabius, que pour toute la classe politique », a ajouté M. Millon avant de mettre en garde les socialistes. « Il ne me paraît pas possible, dans une affaire de ce type, de se réfugier dans l'abstention. Vous pouvez voter non, vous pouvez voter oui et vous devez le faire en toute conscience, mais l'opinion publique ne comprendra pas que le groupe socialiste s'abstienne », a-t-il encore dit avant de déclarer : « Je plains mon collègue Hervé, je plains M^{me} Dufoix, je plains M. Fabius. »

GILLES PARIS
et JEAN-LOUIS SAUX

Vérité et suspicion

Un homme seul à son banc. Il refile, annoté avec soin les feuillets dactylographiés posés sur son pupitre. Il est 17 h 30. M. Edmond Hervé attend. Dans quelques minutes va s'ouvrir la séance au cours de laquelle ses collègues députés devront décider de son renvoi ou non devant la Haute Cour de justice. Peu à peu, les trèves à gauche de l'hémicycle s'emplissent. Quatre ministres rejoignent les bancs du gouvernement. MM. Louis Marz, Pierre Joxe, Michel Delebarre et Jacques Mellick. A droite, les députés ne sont encore qu'une poignée, lorsque le rapporteur de la proposition de résolution au nom de la commission ad hoc, M. Didier Migaud (PS), monte à la tribune. D'une voix blanche, il évoque en préambule cette séance « pas ordinaire » avant de démonter, point par point, l'argumentation retenue par les sénateurs pour renvoyer M. Hervé et M^{me} Dufoix devant la Haute Cour de justice. Elle ne respecte pas, affirme-t-il, deux exigences essentielles : celle de la « vérité » et celle de la « présomption d'innocence ».

Pons, président du groupe RPR, aucun des dirigeants politiques de l'opposition ne se trouve à cette heure dans l'hémicycle. D'autres préoccupations les retiennent à l'extérieur : au même instant, l'UDF et le RPR débattent des investitures pour les prochaines élections législatives... Ils ne seront pas là non plus lorsque M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, donne la parole à M. Edmond Hervé.

Le groupe socialiste s'apprête à débattre lorsqu'il monte à la tribune. M. Jean Brocard (UDF) s'indigne. M. Alain Calmet (PS) le traite de « calaud ». M. Gérard Gouzes de « coharognard » et les huissiers en queue-de-pie se lèvent, prêts à parer à tout débordement. M. Hervé semble ne rien entendre, ne rien voir. Il est seul. M^{me} Dufoix n'est plus parlementaire, et dans l'esprit de tous, pour d'autres raisons, elle est déjà condamnée. M. Fabius, lui, est bien là, mais c'est en spectateur muet qu'il assiste, de son banc, à cette séance. M. Hervé est seul, avec son texte, et vingt petites minutes pour sa défense. Il est prêt.

« D'être à la santé. A ce qui, hier, était estimé bon est aujourd'hui présenté comme défectueux, sinon criminel. Par quel retournement, pour quelles raisons, par quelle cruauté des hommes et des temps ? », s'est interrogé M. Hervé. « Vous comprendrez que membre de cette Assemblée, je ne veuille être ni juge ni partie, a-t-il ajouté. Je ne ferai jamais obstacle au cours des procédures, mais ne me demandez pas de participer à un processus d'accusation, c'est la raison pour laquelle je ne prendrai pas part au vote. Face aux accusations dont je suis l'objet, a-t-il conclu, je sais que je serai, finalement, un homme seul, un homme seul avec ma conscience. C'est mon recours. »

En début de soirée, la parole est revenue aux orateurs des groupes. Prenant acte de la décision des socialistes, annoncée par M. Jean Auroux, après l'intervention de M. Hervé, de ne pas participer au vote, M. Jacques Toubon (Paris), au nom du RPR, a estimé que « le

Le coup de grâce

La reprise de la séance, en début de soirée, lui donne raison. Le silence et la dignité dans les quels son intervention a été reçue sont maintenant plus qu'un lointain souvenir. A l'attitude hiératique de M. Hervé s'opposent les vociférations et les exclamations de ses collègues du groupe socialiste dès que les orateurs de l'opposition interviennent dans le débat. Déchirés, meurtris, à bout de nerf, les députés PS ne supportent plus rien. Du discours de M. Jacques Toubon (RPR), ils n'entendent que l'accusation de nouvelle « autosamistie ». Des propos de M. Charles Millon, président du groupe UDF, ils ne perçoivent que le ton professoral et moralisateur.

Ces deux orateurs, pourtant, ont trouvé les mots justes pour résister au débat dans son cadre politique et juridique. « Nous devons ouvrir la porte à la justice, nous ne l'ouvrons pas à la condamnation », observe le député RPR. « Le doute est trop fort, le doute est trop lourd, indique M. Millon. Il ne me paraît pas possible, face à une affaire de ce type, de se réfugier dans l'abs-

tention. Pour l'honneur de la classe politique, vous avez pour devoir de voter « oui », de voter « non », mais de participer au vote. »

La coup de grâce sera donné aux socialistes quelques instants plus tard. A l'issue d'une nouvelle suspension de séance, M. Millon et M. Lajoinie (PC) annoncent que, pour ne pas bloquer la procédure de la Haute Cour, leurs groupes respectifs voteront finalement le texte proposé par les socialistes et adopté par la commission spéciale. La président du groupe communiste appuie douloureusement sur les plaies socialistes en appelant les députés à faire « un choix moral ». L'enjeu, dit-il, est de montrer à l'opinion qu'il « existe une voie ouverte pour la justice pour tous ».

Après une ultime réunion des députés socialistes, M. Auroux leur répondra, non pas en termes politiques, mais émotionnels. Epuisé, le président du groupe PS tente de justifier encore une fois la non-participation au scrutin de ses troupes. « Nous nous retrouvons face à notre conscience. Nous n'avons pas à jeter en pâture à une opinion publique ce qu'elle demande avec peut-être un peu trop d'insistance. Moi, je respecte le peuple, mais je me méfie de la foule. » La ton est incontestablement sincère, mais après deux jours de tergiversations et d'explications contradictoires de la part des dirigeants socialistes, il ne passe pas.

Il est minuit et demi. L'amendement de la commission est soumis au vote. Les voix mêlées de l'opposition et du groupe communiste ne suffisent pas à son adoption. Le texte de la proposition de résolution, dans la version initiale issue du Sénat, ne recueille pas davantage la majorité absolue requise. Jeudi matin, à 3 heures et 20 minutes, la procédure de la Haute Cour est bloquée à l'Assemblée nationale. Il ne reste plus sur les bancs socialistes qu'un homme seul qui range ses papiers.

PASCALLE ROBERT-DIARD

L'analyse du scrutin

L'amendement de la commission spéciale visant à renvoyer M^{me} Dufoix et M. Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice pour non-assistance à personne en danger a obtenu 269 voix contre 260, alors que la majorité requise s'établissait à 285.

Ont voté pour :

- 118 RPR sur 125 ;
- 81 UDF sur 88 ;
- 37 UDC sur 40 ;
- 24 PC sur 26 ;
- 9 non-inscrits sur 24 :

M. Jean-Claude Chermann (Bouches-du-Rhône), M. Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Jean-Michel Dubernard (Rhône), Serge Franchis (Yonne), Michel Noir (Rhône), Jean-Pierre de Peretti della Rocca (Bouches-du-Rhône), Maurice Sergheraert (Nord), Christian Spiller (Vosges) et M^{me} Marie-France Stirbois (Eure-et-Loire).

A voté contre :

- 1 PS sur 266 : M. Roland Carruz (Côte-d'Or).

S'est abstenu :

- 1 non-inscrit sur 24 : M. Jean-Marie Daillet (Manche).

N'ont pas pris part au vote :

- Les 18 juges titulaires ou suppléants de la Haute Cour de justice : 8 PS, MM. Jean-Pierre Bouquet, Jean-Christophe Cambadélis, Mary Dolex, M^{me} Marie Jacq, MM. Jean-Pierre Michel, Alain Richard, Robert Savy et Jean-Michel Testu ; 4 RPR, MM. Xavier Deniau, Jacques Limouzy, Pierre Mazaud et Patrick Ollier ; 3 UDF, MM. Pascal Clément, Alain Gnotensy et Georges Mesmin ; 2 UDC, MM. Jean-Jacques Hyst et Henry Jean-Baptiste ; 1 PC, M. Georges Hage ;
- 257 PS sur 266 ;
- 3 RPR sur 125 : MM. Michel Cointat (Ille-et-Vilaine), Pierre Mauger (Vendée) et Maurice Nénon-Pwataho (Nouvelle-Calédonie) ;
- 4 UDF sur 88 : MM. Roland Blum (Bouches-du-Rhône), Willy Diméglio (Hérault), Jacques Farran (Pyrénées-Orientales) et Gilles de Robien (Somme) ;
- 1 UDC sur 40 : M. Jean-Yves Cozan (Finistère) ;
- 1 PC sur 26 : M. Robert Montdargent (Val-d'Oise) ;
- 14 non-inscrits sur 24 : MM. Léon Bertrand (Guyane), Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Marie Cambacérès (Gard), Jean Charbonnel (Corrèze), Jean-Marie Daillet (Manche), Elie Hoarau (la Réunion), Auguste Legros (la Réunion), Alexandre Léontieff (Polynésie française), Claude Miquieu (Hautes-Pyrénées), Alexis Pota (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), André Thien-Ah-Koon (la Réunion), Yves Vidal (Bouches-du-Rhône), Marcel Wachoux (Pas-de-Calais) et Aloyse Warhouver (Moselle).

Claude Miquieu (Hautes-Pyrénées), Alexis Pota (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), André Thien-Ah-Koon (la Réunion), Yves Vidal (Bouches-du-Rhône), Marcel Wachoux (Pas-de-Calais) et Aloyse Warhouver (Moselle).

Le vote sur la résolution

Après le rejet de cet amendement, la proposition de résolution déjà adoptée par le Sénat a recueilli 240 voix contre 260, alors que la majorité requise s'établissait à 285.

Ont voté pour :

- 117 RPR sur 125 ;
- 80 UDF sur 88 ;
- 35 UDC sur 40 ;
- 8 non-inscrits sur 24 :

MM. Martine Daugreilh (Alpes-Maritimes), MM. Jean-Michel Dubernard (Rhône), Serge Franchis (Yonne), Michel Noir (Rhône), Jean-Pierre de Peretti della Rocca (Bouches-du-Rhône), Maurice Sergheraert (Nord), Christian Spiller (Vosges) et M^{me} Marie-France Stirbois (Eure-et-Loire).

S'est abstenu :

- 1 non-inscrit sur 24 : M. Jean-Claude Chermann.

N'ont pas pris part au vote :

- Les 18 juges titulaires ou suppléants de la Haute Cour de justice (voir ci-dessus) ;
- 258 PS sur 266 ;
- 4 RPR sur 125 : MM. Michel Cointat (Ille-et-Vilaine), Olivier Guichard (Loire-Atlantique), Gérard Léonard (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Mauger (Vendée) ;
- 5 UDF sur 88 : MM. Roland Blum (Bouches-du-Rhône), Jacques Farran (Pyrénées-Orientales), François-Michel Gonnott (Gise), Ladislav Poniatowski (Eure) et Gilles de Robien (Somme) ;
- 3 UDC sur 40 : MM. René Couanau (Ille-et-Vilaine), Jean-Yves Cozan (Finistère) et Yves Fréville (Ille-et-Vilaine) ;
- 25 PC sur 26 ;
- 15 non-inscrits sur 24 : MM. Léon Bertrand (Guyane), Jean-Michel Boucheron (Charente), Jean-Marie Cambacérès (Gard), Jean Charbonnel (Corrèze), Jean-Marie Daillet (Manche), Elie Hoarau (la Réunion), Auguste Legros (la Réunion), Alexandre Léontieff (Polynésie française), Claude Miquieu (Hautes-Pyrénées), Alexis Pota (la Réunion), Jean Royer (Indre-et-Loire), André Thien-Ah-Koon (la Réunion), Yves Vidal (Bouches-du-Rhône), Marcel Wachoux (Pas-de-Calais) et Aloyse Warhouver (Moselle).

AMÉRIQUES

l'économie a donné sa

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé et la Haute Cour

Le jour où le groupe socialiste a refusé d'abandonner l'un des siens

L'émotion a tout emporté. Les considérations de stratégie politique, le risque de condamnation par l'opinion publique, le reproche d'une nouvelle « amnistie », le venant de tout cela n'a pu justifier, aux yeux des députés socialistes, le renvoi en Haute Cour de l'un des leurs.

Mardi, la raison politique avait triomphé. Les socialistes semblaient s'être rangés à l'argumentation développée par leur premier secrétaire, M. Laurent Fabius, « innocente » par le Sénat, il avait convaincu le groupe que la Haute Cour permettrait à M. Edmond Hervé et à M. Georges Dufour de faire, à leur tour, laves des accusations portées contre eux. On pensait clos le débat sur les personnes, dont on s'était ainsi détourné au profit de la seule question, moins dérangeante, des incriminations. Or, il n'était que remis.

Il s'est imposé dans toute sa brutalité, mercredi, lorsque les députés socialistes ont pris conscience que c'était bel et bien un bulletin de vote renvoyant les deux anciens ministres devant la Haute Cour que l'on exigeait d'eux. Cette réalité, M. Edmond Hervé est venu la leur rappeler crûment au cours d'une première réunion de groupe, au début de la matinée. Reprenant partiellement les propos qu'il avait tenus la veille, il a résumé en quelques mots l'enjeu du vote : « Quel que vous fussiez, quelle que soit votre solidarité, je suis un homme seul. » Pour les députés présents, c'en était désormais trop. Aucune raison politique ne pouvait tenir face à cet argument-là. « Personne ne pourra m'obliger à faire quelque chose que de tout mon être, je le rejette », s'est écrié M. Denise Cacheret, sans dominer son émotion. « Edmond Hervé a l'attitude que Fabius aurait dû avoir, observe un député. La morale et l'éthique, c'est lui qui les incarne. Il a pris pleinement une place que Fabius avait laissée vacante. »

Dans la matinée, la contestation grandit. Pour les socialistes, l'un

des derniers actes de la législature ne saurait être la mise en accusation de M. Hervé. La critique s'étend à l'attitude de M. Fabius, qui paraît s'être accommodé trop vite de la décision du Sénat de ne pas joindre son nom à celui de ses deux anciens ministres. Elle gagne même certains de ses proches, qui n'hésitent pas à intervenir auprès du premier secrétaire afin qu'il reconsidère la situation. Pour M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, c'est « l'ostentation » avec laquelle M. Fabius s'est appuyé sur le vote du Sénat qui a le plus « choqué » le groupe de l'Assemblée.

Une intervention décisive

L'intervention de M. Hervé, l'après-midi, en séance publique, est décisive. Elle déconstruit définitivement les bonnes résolutions politiques de la veille. C'est un groupe troublé qui rejoint, de nouveau, autour du premier secrétaire, la salle Colbert, où se massent quelque cent quarante députés socialistes et apparentés, soit la moitié de l'effectif. M. Fabius le sait mais il tente, une fois encore, de les convaincre. En renouant à renvoyer eux-mêmes, et aujourd'hui, les deux anciens ministres devant la Haute Cour, explique-t-il, les socialistes prendraient le risque de laisser, demain, cette initiative à une droite devenue majoritaire. L'ancien premier ministre va même jusqu'à proposer à ses collègues de réintroduire son nom dans la mise en accusation devant la Haute Cour, tout en constatant qu'une majorité se dessine, de toute façon, contre le vote de la proposition de résolution.

M. François Massot intervient à son tour et défend la position adoptée mardi par la commission ad hoc, qu'il présidait. Selon lui, prendre l'initiative de bloquer la procédure de la Haute Cour reviendrait à encourir l'accusation d'auto-amnistie. Même cet argument, particulièrement sensible aux

oreilles socialistes, est balayé par M. Umberto Battist : « On ne peut pas nous demander, explique-t-il, de battre nous-mêmes nos camarades, au motif que si nous ne le faisons pas, les autres taperaient encore plus fort. »

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, intervient lui aussi dans le débat. S'il reconnaît que « la construction juridique est cohérente », il déclare, pourtant : « A titre personnel, je ne peux pas voter le renvoi en Haute Cour. » Aux applaudissements qui ponctuent ces interventions, M. Fabius comprend qu'il est battu et annonce qu'il se rangera à l'avis de la majorité. M. Hervé, qui est resté silencieux pendant toute la réunion, propose de sortir de la salle au moment du vote. La précaution est inutile. En revanche, les collaborateurs sont priés de quitter la salle au moment du vote.

Le résultat est sans appel : par 91 voix contre 32, les députés PS se prononcent en faveur du vote « en conscience ». Pour préserver au groupe un semblant de cohésion, son président, M. Jean Auroux, vient annoncer en séance publique que les socialistes ne prendront pas part au scrutin.

Le prix de l'émotion

Politiquement, cette attitude est difficilement défendable. Les socialistes seront donc les seuls à ne pas voter la proposition qu'ils ont eux-mêmes rédigée. Le choix entre la raison et l'émotion, se résume, selon M. Bernard Poignant, à « choisir entre le crime et l'amnistie ». Quant à M. Roland Carraz, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, il reproche à M. Fabius de vouloir « noyer sa défaite individuelle dans une défaite collective ».

Les socialistes ne sont pas encore au bout de leurs peines : l'opposition annonce qu'elle reprend à son compte la proposition de la commission qu'ils viennent d'abandonner. En soumettant cette idée à

leurs collègues, MM. Jacques Toubon (RPR) et Charles Millon, président du groupe UDF, n'ont eu qu'une idée en tête : donner la preuve de la bonne volonté de la droite et rejeter sur les seuls socialistes la responsabilité du blocage de la procédure. L'isolement du PS s'accroît encore lorsque les communistes décident, eux aussi, de voter le texte amendé par la commission spéciale.

Au sein du groupe socialiste, la minorité réagit immédiatement. Une nouvelle suspension de séance est mise à profit pour tenter de faire de nouveau valoir un point de vue politique sur l'émotion qui a submergé le groupe. M. Massot revient à la charge. « Comment allons-nous expliquer que cet amendement que nous avons déposé est voté par tous les groupes de l'Assemblée nationale sauf par le nôtre ? Si, à cause de notre non-participation au vote, cet amendement est repoussé, ce sera intenable politiquement », explique-t-il à ses collègues. Au nom de la logique politique, aussi, M. Fabius fait prévaloir un autre point de vue : il est trop tard pour changer de consigne de vote, le groupe a décidé d'être solidaire de M. Hervé et doit le rester.

Deux députés, MM. Raymond Forni et Yves Durand, font alors une proposition au premier secrétaire du PS : lui seul, affirmant-ils, est à même de lever l'embarras du groupe socialiste en demandant à prendre la parole dans l'hémicycle, pour afficher solennellement sa solidarité avec son ancien secrétaire d'Etat. M. Fabius s'y refuse.

Mourus, les députés PS n'ont plus qu'à rejoindre l'hémicycle, où le vote va commencer. La droite les y attend en tenant déjà prête l'accusation de blocage de la procédure de la Haute Cour. Les socialistes savent qu'ils vont maintenant devoir payer très cher le prix de leur émotion.

G. P. et P. R.-D.

Une procédure en suspens

Est-il vraiment possible de mettre en accusation des membres du gouvernement, ou d'anciens ministres, pour des crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, sous le régime des textes de 1958 ? Ce qui s'est passé, mercredi 16 décembre, à l'Assemblée nationale confirme que c'est pratiquement impossible : la procédure est, à la fois, trop politique et trop accusatoire, avant même que de véritables juges examinent le dossier.

Voilà démontrée la « quasi-impossibilité » dénoncée, depuis longtemps, par M. Jean Foyer, ancien ministre de la justice du général de Gaulle, résultat de la combinaison des extrêmes précautions prises par les constituants de 1958 et de la jurisprudence établie par la Cour de cassation dès 1963 (voir le Monde du 3 novembre dernier). Voilà, aussi, qui donne raison à tous ceux qui veulent réformer la Constitution, au moins sur ce point-là, pour éviter que les citoyens n'aient l'impression désagréable - et justifiée - que leurs élus peuvent se dispenser de rendre des comptes.

Après les élections ?

Formellement, pourtant, la procédure actuelle d'envoi de M. Georges Dufour et de M. Edmond Hervé n'est pas terminée. Après le vote intervenu au Palais-Bourbon, le président de l'Assemblée nationale en a averti, officiellement, son homologue du Sénat. Juridiquement, la « navette » entre les deux Assemblées peut continuer, jusqu'à ce qu'elles parviennent, comme la Constitution l'exige, à un texte identique. C'est dire que la majorité sénatoriale pouvait reprendre, dès jeudi, comme elle l'avait envisagé, et comme elle l'a proposé, M. René Monory sur Europe 1, la discussion de la proposition de résolution. Simplement, celle-ci est actuellement « vide ». Il faudrait donc que le Sénat la « remplisse » par le dépôt d'un amendement qui, soit reprendrait son texte de première lecture, soit proposerait une autre formulation. Si le Sénat,

malgré le « blocage » politique, décidait de procéder ainsi, son nouveau texte serait, lui aussi, transmis à l'Assemblée nationale, qui lui ferait subir, selon toute probabilité, le même sort qu'au premier.

Une autre possibilité existe : les députés UDF et RPR peuvent déposer, eux aussi, une proposition de résolution, en espérant qu'elle aura plus de succès que celle déposée le 7 octobre dernier par le RPR contre M. Fabius, M. Dufour et M. Hervé, et que celle déposée par l'UDF contre les seuls anciens ministres des affaires sociales et secrétaire d'Etat à la santé, qui, toutes deux, avaient été rejetées par le bureau de l'Assemblée le 14 octobre. C'est, d'ailleurs, à la suite de ce rejet, que M. Claude Huriet, sénateur centriste de Meurthe-et-Moselle, avait proposé que le Sénat lance la procédure.

Le calendrier joue, toutefois, en faveur des socialistes. La session parlementaire s'achève, constitutionnellement, le 20 décembre à minuit. Il est techniquement difficile qu'un nouveau vote soit organisé à l'Assemblée nationale d'ici là. Certes, juridiquement, il est toujours possible que, dans un décret du président de la République convoquant le Parlement en session extraordinaire, figure à l'ordre du jour, que lui seul peut fixer : « vote de la proposition de résolution mettant en accusation... ». Politiquement, cela paraît pour le moins délicat.

Les trois anciens ministres socialistes ne peuvent, pourtant, être assurés de n'avoir jamais de comptes à rendre à la justice. Lorsque, après les élections de mars prochain, la droite aura acquis la majorité à l'Assemblée nationale, comme tout le laisse supposer, elle aura la faculté d'entamer une nouvelle procédure, que, cette fois, le PS ne devrait pas avoir les moyens de bloquer. Comme la première, avec l'affaire Nuoli, la seconde collaboration pourrait bien voir planer sur elle l'ombre d'une réunion de la Haute Cour.

THIERRY BRÉHIER

Désastres

Suite de la première page

A l'heure où tant de jugements rendus provoquent protestations, manifestations ou grèves, la justice de ce pays se voit, d'une certaine manière, contestée jusqu'à son plus haut niveau par la représentation nationale. Le rapport du justiciable avec la loi n'en sera pas amélioré.

L'affaire du sang, tragédie humaine - beaucoup de victimes sont mortes et d'autres vont mourir - affecte la plupart des institutions de ce pays. La médecine, dans ses plus prestigieuses représentations, n'a pas trouvé sur ce sujet matière à se glorifier. Les leçons qu'elle a su donner sur tant d'autres questions, touchant pourtant moins à la santé publique. Les grandes voix se sont tues, et se taisent.

L'Etat, celui de naguère comme celui d'aujourd'hui, a multiplié atermoiements, réactions tardives, contretemps, incohérences. Le pouvoir, après avoir nié l'existence d'une dimension administrative-politique de l'affaire, l'avait admise spectaculairement lorsque le président de la République, avait ouvert la voie à la salu-

Le citoyen, salarié ou dirigeant, confronté dans sa vie quotidienne et professionnelle avec la frontière floue entre responsabilité et culpabilité, ne pourra manquer d'éprouver incompréhension et aigreur face à l'absence de conclusion de cette affaire-là. De son côté, la presse, qui « sort » l'affaire au risque d'être accusée de se poser en justicier, se retrouve seule en position d'« instruire ».

On peut prévoir les consé-

quences lourdes et durables pour le Parti socialiste, achevant probablement sur ce pathétique dossier sa longue période de gestion des affaires du pays.

Le trouble qui perdure risque de faire oublier tous les aspects positifs de sa présence aux postes de commandement depuis 1981. Injustice sans doute, mais dont la responsabilité n'est pas à mettre au seul compte de l'opposition.

Ballot indécis

Cette dernière, quant à elle, divisée sur ce dossier, aura laissé certains des siens manoeuvrer sans honneur ni scrupules avec la trop visible intention de prendre une tragédie pour une aubaine. La principale excuse des socialistes et de leurs dirigeants est sans doute dans le ballot indécis auquel on a assisté de ce côté-là. On veut espérer que, désormais, les hommes de cœur et d'honneur qui comptent le droit ne sauront prendre le pas sur les fourbisseurs de colonnnes.

Des personnalités meurtries, à qui n'est pas fournie l'occasion de quitter ce dossier par l'établissement clair de leur rôle, des victimes qui réclameront dans le désert des procédures inabouties la vérité qui leur est due, une classe politique mêlant noirs desseins et fausses dignités, une opinion amère, une médecine blessée, des médias interpellés : de bout en bout, l'affaire du sang contaminé aura répandu sur la France le parfum de l'erreur et le soupçon de la faute.

BRUNO FRAPPAT

Les trois crises du PS

Suite de la première page

La troisième, enfin, préservait son premier secrétaire, mais faisait peser sur M. Dufour et M. Hervé tout le poids de la faute éventuelle.

Bref, quelle que fut la solution retenue, le danger était grand de jeter le trouble dans l'opinion publique, appelée à constater soit la dérobade des suspects, soit l'aveu implicite de leur culpabilité. Mais la pire des méthodes était de tergiverser et de passer, selon les jours, d'une attitude à l'autre. S'ils s'en étaient tenus à une position cohérente, les socialistes auraient pu tenter de se défendre. Ils ont trop longtemps hésité pour que leur refus final de s'associer à la mise en œuvre de la procédure de Haute Cour puisse leur être bénéfique.

Sans doute, comme l'observait dans les couloirs du Palais-Bourbon, mercredi après-midi, un proche de M. Fabius, la « part de la passion » l'a-elle emporté sur la « part de la raison ». Indignés par les attaques de M. Hervé, déconcertés par la volte-face du premier secrétaire du PS, les députés ont choisi de rester solidaires de leurs deux collègues mis en cause au risque de donner l'impression de vou-

loir les soustraire à la justice en pratiquant ce que M. Jacques Toubon a appelé « l'auto-amnistie ».

C'est cette impression qui va vraisemblablement prévaloir dans l'opinion, aggravant ainsi la triple crise de confiance subie par les socialistes : celle qui frappe le PS dans l'esprit des Français, celle qui touche M. Fabius personnellement et celle qui affecte désormais les relations entre le premier secrétaire du PS et ses propres amis. Sans

Les réactions des associations d'hémophiles et de transfusés

« L'Association des polytransfusés : « Le parti de la honte », - « Les socialistes viennent de prouver qu'ils étaient le parti de la honte, estime l'Association des polytransfusés dans un communiqué. Les responsables non coupables de l'affaire du sang contaminé qui ont semé la mort et la désolation ne seront ni innocents ni condamnés. Ils ont été soutenus, depuis le début de cette affaire, par tous ceux qui ont préféré le commerce à la vie des citoyens de ce pays. Les coquins et les copains qui ont soutenu les responsables non coupables viennent de perdre un droit : celui, à l'avenir, de parler du racisme, de la représentation des droits de l'homme, de l'exclusion sous toutes ses formes et de la dignité. Les citoyens de ce pays savent que rien faire et laisser faire justifient les crimes nazis. »

« L'Association française des hémophiles : « Contre la manifestation de la vérité », - « Je déplore profondément les tergiversations politiques qui ont conduit à ce résultat, nous a déclaré M. Francis Gracve, président d'honneur de l'AFH. La mise en cause des ministres devant la Haute Cour de justice les aurait obligés à s'expliquer publiquement sur les dysfonctionnements de l'administration qui les ont conduits soit à être passifs, soit à faire les mauvais choix. Les victimes ne sont ni de droite ni de gauche. Ceux qui vont mourir ne se préoccupent que de la vérité. Ils veulent que leur épreuve et leur souffrance servent à ce que pareille

tragédie ne se renouvelle pas. La non-comparution des ministres devant la Haute Cour de justice et leur silence obstiné s'opposent à la manifestation de la vérité. »

« Edmond-Luc Henry : « Lâcheté », - « Je suis extrêmement déçu, nous a déclaré M. Edmond-Luc Henry, auteur de l'hémophilie en général et du crime en particulier. Je comprends mal que les socialistes aient pu commettre pareille erreur, d'autant plus que le président de la République, puis M. Laurent Fabius, avaient indiqué qu'ils laisseraient cette procédure aller jusqu'à son terme. Quelle lâcheté ! Je vais continuer à me battre pour que cette affaire soit instruite. »

« L'Association de défense des transfusés : « Profond mépris », - « C'est la démonstration de l'inadaptation absolue de cette procédure des lors qu'il s'agit de mettre en cause la responsabilité des hommes politiques, nous a déclaré M. Aline Boyer, cofondatrice de l'Association de défense des transfusés (ADT). J'y vois le signe du profond mépris dans lequel on continue de tenir tous les transfusés contaminés par le virus du sida, qu'ils soient hémophiles ou non. Les larmes des politiques n'étaient que des larmes de crocodile. Tout le corps politique a fait preuve dans cette affaire de lâcheté, fuyant toute responsabilité. C'est maintenant aux électeurs de prononcer les sanctions qui s'imposent. »


faire du sang comme dans celles qui l'ont précédée, les socialistes ont en tout cas confirmé leur impuissance à se sortir sans dommages des scandales en tout genre auxquels ils ont été associés. Réactions à contretemps, sous-évaluation des effets de leur comportement sur l'opinion, erreurs tactiques, atermoiements et faux-fuyants : dans tous les cas, ou presque, le PS a accumulé les maladroites, faute d'avoir pris au bon moment la mesure des problèmes. Ce n'est pas un hasard si M. Toubon a parlé d'« auto-amnistie », ravivant le douloureux souvenir de l'amnistie adoptée en décembre 1989 - même si c'est à tort que celle-ci a été interprétée comme une auto-amnistie. Les conséquences de la décision prise la nuit dernière par l'Assemblée nationale pourraient être aussi dévastatrices que le fut il y a trois ans le vote de cette disposition contestée - « l'un des faits qui ont le plus compté dans [la] démolition publique », aux dires de M. Mitterrand le 15 décembre 1991.

L'erreur des socialistes, et du président de la République lui-même, est d'avoir feint de considérer, à moins qu'ils ne l'aient cru sincèrement, que le développement des « affaires » n'était que le résultat d'une manœuvre politique de leurs adversaires ou, comme l'a dit M. Mitterrand le 13 avril 1992, de leur « très grande férocité ». Que la question du sang contaminé ait donné lieu à une vaste exploitation politique dans l'opposition est incontestable. Qu'il y ait quelque hypocrisie de la part de M. Toubon et de M. Millon à prétendre qu'ils ne préjugent pas la culpabilité des anciens ministres socialistes alors qu'ils ne cessent de les vilipender n'est pas douteux non plus. Qu'il s'agisse d'élections législatives la mise en accusation des politiques ait pris une ampleur et, le mythe de la Haute Cour aidant, une portée démesurées peut également se soutenir.

Il n'en reste pas moins que l'affaire va bien au-delà des règlements de comptes politiques, qu'elle met en cause le fonctionnement de l'Etat et l'idée même de la politique. La droite s'en serait-elle mieux tirée si elle avait été au pouvoir ? Nul ne peut le dire : malheureusement pour elle, c'est la gauche qui était au pouvoir.

THOMAS FERENCZI

POLITIQUES & CHRÉTIENS
VALEURS ET POLITIQUE




ENTRETIEN
AVEC
RENÉ RÉMOND
par
JEAN-DOMINIQUE DURAND
et
REGIS LAUDOU
192 pages 120 FF
BEAUCHESNE
12, rue de Saint-Paul - 75007 PARIS

POL

ne loi de

ari Natter



Tempête
ar la Justice

PLON

POLITIQUE

Avec l'aval du gouvernement

Les sénateurs réintroduisent l'«agence du médicament» dans le projet sur la transfusion sanguine

Le Sénat a adopté, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 décembre, le projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine (*le Monde* du 28 novembre), présenté par M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire. Les sénateurs ont introduit dans ce texte, sous forme d'amendement, le projet de loi créant une «agence du médicament» que le gouvernement avait retiré, en décembre 1991, de l'ordre du jour des travaux du Parlement. Les groupes de la majorité sénatoriale et le PS ont voté pour. Les communistes ont voté contre.

L'affaire avait à l'époque soulevé quelque émoi. Le 16 décembre 1991, le gouvernement de M. Edith Cresson retirait de l'ordre du jour des travaux du Parle-

ment le projet de loi créant une «agence du médicament» alors même qu'un accord avait été conclu en commission mixte paritaire entre sénateurs et députés. Cette agence, dont la mission devait être de contrôler techniquement la mise sur le marché de nouveaux produits, se voyait donc condamnée à sommeiller parmi les dossiers en instance. Mais la disgrâce n'aura duré, jour pour jour, qu'un an. Le Sénat a en effet adopté, mercredi 16 décembre, un amendement de M. Claude Huriet (Un. cent., Meurthe-et-Moselle) insérant dans le projet de M. Kouchner, dont il est le rapporteur au nom de la commission des affaires sociales, un article créant «un établissement public de l'Etat dénommé «agence du médicament». M. Kouchner a donné son aval à cette initiative. «Le premier ministre, a-t-il expliqué, a admis qu'il fallait faire reposer la sécurité sur deux piliers: celui de la transfusion et celui du médica-

ment. Le titre du texte a donc dû être rebaptisé. Il devient «projet de loi relatif à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament». L'autre disposition-clé introduite par le Sénat touche au Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFFB), créé par le projet sous forme d'établissement public. Les sénateurs ont entériné un amendement de M. Huriet permettant à des personnes morales de droit privé — en clair, des entreprises pharmaceutiques — d'être associées au LFFB au côté de l'Agence française du sang, des centres de fractionnement et des centres de transfusion sanguine. Selon M. Huriet, il s'agit de «faire face à une concurrence internationale rigoureuse». La majorité des parts du LFFB seront toutefois détenues par des personnes morales de droit public. M. Kouchner avait précisé qu'il fallait que «l'Etat en garde le contrôle». En outre, les accidents d'exploitation déparés par le LFFB serviront à

alimenter un «fonds d'orientation» géré par l'Agence française du sang et destiné à financer la recherche et la péréquation entre laboratoires.

Soucieux de répondre à un souci récemment exprimé par M. Kouchner (*le Monde* du 16 décembre), les sénateurs ont enfin adopté un amendement invitant les personnes ayant reçu une transfusion de sang ou de produits dérivés du sang entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 1985 à se présenter dans les établissements de santé où a été effectuée la transfusion afin d'y être informés des risques de contamination. Il leur sera alors proposé un test de dépistage. M. Kouchner a toutefois souhaité que les termes de cette disposition législative ne soient pas trop directs, préférant s'en remettre à un décret pour la fixation des modalités d'application de cette démarche.

FREDERIC BOBIN

Une loi de sécurité sanitaire

par Franck Nouchi

SUBREPTICEMMENT, à la faveur d'un amendement créant une Agence du médicament, déposé au Sénat par M. Claude Huriet (Union centriste, Meurthe-et-Moselle), le projet de loi sur la transfusion sanguine s'est transformé en un véritable projet de loi de sécurité sanitaire. Justifiant son initiative — dont il avait pris soin par avance de s'assurer qu'elle avait l'aval du gouvernement et du groupe parlementaire socialiste — M. Huriet a estimé que la création de cette agence «permettra à la France de disposer d'un outil d'homologation performant et préserve ainsi l'avenir de l'industrie pharmaceutique installée sur son territoire». Selon M. Huriet, cette Agence complètera le dispositif relatif à la transfusion sanguine pour mieux garantir la sécurité des médicaments et d'en poursuivre la mise à disposition des usagers.

Ainsi donc, à l'instar de plusieurs pays européens, la France va-t-elle se doter d'un organisme dont l'un des rôles principaux sera de délivrer les autorisations de mise sur le marché des médicaments. Regroupant les activités actuelles de la direction de la

pharmacie et du médicament (DPHM) et du Laboratoire national de la santé (LNS), l'Agence du médicament aura également pour tâche de représenter la France dans les instances communautaires et internationales. Du fait de son statut d'établissement public de l'Etat, elle devrait disposer de davantage de moyens — en particulier en ce qui concerne le contrôle de la sécurité sanitaire — que la DPHM et le LNS.

Souhaitée tant par les professionnels du médicament que par les pouvoirs publics, la création de cette agence ne s'intégrera pas, comme l'avait désiré, il y a un peu plus d'un an, M. Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales et de l'intégration (*le Monde* du 29 août 1991), dans une politique globale du médicament. M. Bianco souhaitait, en effet, lier la création de cette agence à la mise en œuvre de nouvelles mesures de fixation des prix des médicaments. De manière à en finir avec la politique de marchandage qui prévaut actuellement, il désirait promouvoir un système contractuel fixant le prix des médicaments par référence au niveau européen. Lorsque le texte de

M. Bianco était parvenu devant le Parlement, il avait été à ce point amendé par la Commission mixte paritaire que le gouvernement, le jugeant trop libéral, avait préféré purement et simplement le retirer.

Ces dernières semaines, les services de l'Hôtel Matignon avaient indiqué, dans un premier temps, qu'ils s'en tiendraient à la ligne de conduite de M. Bianco, liant la création de l'agence à une politique de prix plus contraignante. Mais, in fine, M. Kouchner a nuancé la position. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, expliquant en substance que, du fait, en

particulier, des échéances européennes (création prochaine d'une Agence européenne du médicament), il valait mieux créer une agence que ne rien faire du tout. Même si l'on ne peut que se féliciter de l'adoption prochaine de la loi Kouchner de sécurité sanitaire, il n'en demeure pas moins que le gouvernement — celui-ci ou le prochain — ne pourra pas faire longtemps l'économie d'une politique globale du médicament. Tant il est vrai que la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé est, elle aussi, un objectif prioritaire.

Reclamant plus de «souplesse» sur le salaire minimum

M. Chirac se prononce pour une nouvelle approche des problèmes sociaux et économiques

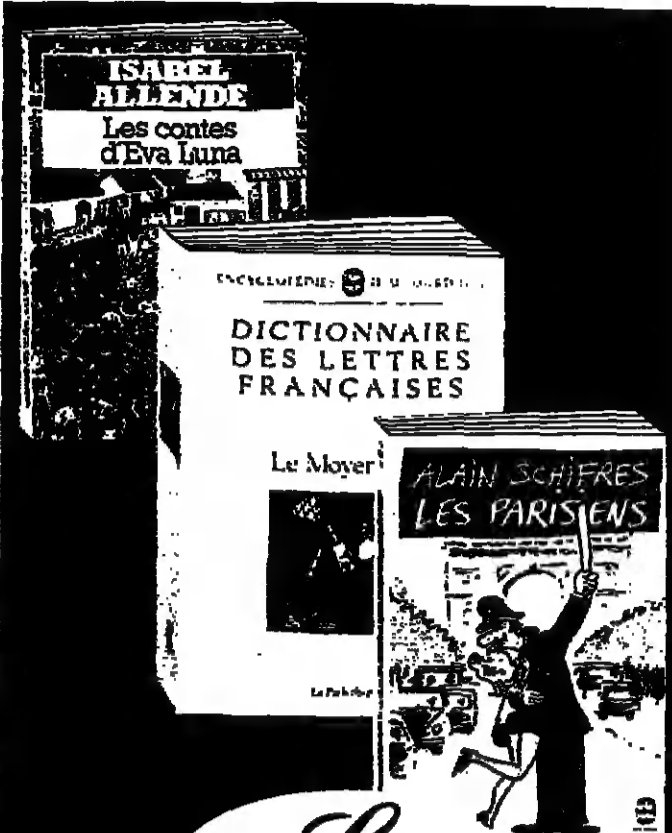
Invité, mercredi 16 décembre, au cours de l'émission «La marche du siècle» sur France 3, à présenter son projet d'alternance, M. Jacques Chirac a confirmé qu'endiguier le chômage et relancer l'économie faisaient partie, à ses yeux, des solutions nécessaires au «déverrouillage» de la société française. Le président du RPR a particulièrement insisté sur l'urgence «d'un changement d'attitude à l'égard de la solidarité». «Il faut, a-t-il expliqué, probablement assouplir certaines règles sociales qui avaient leur justification légitime en période de prospérité et réfléchir, en liaison étroite avec les partenaires sociaux qui doivent aussi faire leur révolution culturelle, à une plus grande souplesse en ce qui concerne notamment le salaire minimum». Concernant le RMI, M. Chirac a réaffirmé qu'il n'était pas question de le remettre en cause mais qu'il fallait que l'Etat «donne beaucoup plus de moyens aux associations de solidarité».

Pour lutter contre le chômage, M. Chirac a proposé «une incitation fiscale légère pour développer le travail à temps partiel», ainsi que des mesures fiscales pour favoriser les emplois de proximité. Il a également préconisé «des relances sectorielles», notamment dans le secteur du bâtiment où la mise en chantier de cent mille logements permettrait la création de cent cinquante mille emplois. «Quand il y a plus de cinq millions d'exclus

dans un pays comme la France, a ajouté le maire de Paris, c'est une nouvelle approche des problèmes sociaux, de la solidarité, des problèmes économiques qui doit être prise», redonnant que «les responsables politiques, économiques et syndicaux persistent dans un langage qui est devenu inadaptable, dans des idées qui ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui». M. Chirac a, par ailleurs, rappelé que le RPR souhaitait une réforme du système éducatif à l'issue d'élections générales dont les conclusions donneraient lieu à une loi-programme soumise au référendum.

Insistant sur sa volonté «de redonner espoir aux Français avec intelligence et avec du cœur», M. Chirac a déclaré qu'il souhaitait beaucoup qu'il y ait en mars prochain un changement de majorité, non pas pour des raisons purement politiques ou partisans mais parce que notre pays a besoin d'un vrai changement, d'une vraie réforme, d'un «redressement». «Des fois, M. Chirac a jugé que «le président de la République serait bien inspiré de tirer les conséquences d'un éventuel échec qu'il y aurait à l'évidence un désaveu personnel». «S'il ne le fait pas, a-t-il conclu, il faudra bien gouverner d'une façon ou d'une autre, mais je crois qu'il faudra le faire conformément aux vœux exprimés par les Français, sinon il n'aura mieux à proposer, c'est-à-dire éventuellement démissionner.»

Le Conseil d'Etat valide les élections régionales dans le Nord-Pas-de-Calais. — Au cours de sa séance du mercredi 16 décembre, le Conseil d'Etat a estimé, contrairement à la requête de M. Jean-Louis Borloo (divers droite), que les élections régionales dans le Nord et le Pas-de-Calais s'étaient déroulées de manière régulière. En revanche, la haute juridiction administrative a donné raison au maire de Valenciennes contre la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui avait rejeté le compte de campagne de M. Borloo, ce qui entraînait l'annulation de son élection.



Le LIVRE de POCHES

Littérature générale	
ISABEL ALLENDE	Les contes d'Eva Luna
FRANÇOIS MAURIAC	Trois récits - Flanquiers
STEFAN ZWEIG	Trois Poètes de leur vie (Stéphane, Casanova, Tolstoï)
PATRICIA HIGHSMITH	Les Sirènes du golfe
PATRICIA HIGHSMITH	Catastrophes
ALAIN SCHIFRES	Les Parisiens
FUGÈRE DESVIGNES	Vent d'ébour
GUY SORMAN	Sortir du socialisme
J. PERRY BRAZELTON & BERNARD CRAMER	Les Premiers Liens
JEAN-PAUL ROUART	Le Voleur de jeunesse
JOHN CARTANO	Le Souffle de Satan
Classiques	
MARIVAUX	L'Ecole des mères (suite de La Mère confidente)
MARCEL PROUST	Sodome et Gomorbe
Lettres gothiques	
CHRÉTIEN DE TROYES	Érec et Enide
Bible/Romans	
J.G. FARRELL	Le Siège de Krishnapur
LEO PERUTZ	Qu'as-tu fait, petite pomme ?
La Pochothèque	
XXX	Dictionnaire des lettres françaises : Le Moyen Âge
Thriller	
PATRICK RAYNAL	Arrêt d'urgence
Policiers	
BILL KEATING	Un cadavre dans la salle de billard
MARY HIGGINS CLARK	Coffret (X exemplaires)
Les langues modernes	
ANTON TCHERKHOV	Aniouta
THOMAS HARDY	A Woman of Imagination (Une femme d'imagination)

Henri Nallet



Tempête sur la Justice

«Henri Nallet conte la saga des «Affaires». Le récit de l'intérieur, vant le dénouement»

SÉLAVINE STUIN - *L'Express*

«Henri Nallet revient sur ses dix-sept mois passés Place Vendôme, ponctués de doutes, de colères et de regrets»

JEAN-ALPHONSE RICHARD - *Le Figaro*

PLON

ISTH.ES

SCIENCES PO PARIS - PROVINCE

- Session administrative complète en janvier à Paris
- Session du 1^{er} au 10 février à Paris
- Stages, mandats de vacances

1^{er} P de Paris : sections pilotes Admission sur Mention au Bac **SUCCÈS CONFIRMÉS**

42 24 10 72 + 45 27 10 15 +

PLUS D'UN INSTITUTEUR, UNE INSTITUTION

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'homme d'affaires lyonnais entendu sur les comptes d'Alpha et Beta Finances

M. Pierre Botton confronté à ses factures

Au cours des deux demi-journées d'audition auxquelles M. Pierre Botton a été soumis, mardi 15 et mercredi 16 décembre, par le juge Philippe Courroye, l'homme d'affaires lyonnais a dû s'expliquer sur un ensemble de factures extrêmes, notamment de la comptabilité des sociétés Alpha et Beta Finances, les deux premiers maillons du système Pharminvest. Ces deux sociétés de capital-risque semblaient avoir essentiellement été utili-

sées comme réservoir pour des « placements » peu productifs, comme, par exemple, le versement de loyers somptuaires à des SCI propriétaires des résidences personnelles de M. Botton, à Lyon ou à Cannes. A la fin de l'exercice 1991, Alpha faisait apparaître une perte de 6,029 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 43 000 francs tandis que, pour ce même volume d'activité, Beta affichait 6,197 millions de francs de perte.

Devant le juge, M. Botton, qui, selon l'un de ses défenseurs, « contient son ardeur de mettre en cause des tiers, à défaut d'avoir réuni suffisamment d'éléments de preuve », aurait rejeté la responsabilité d'un certain nombre de facturations ou d'opérations financières sur plusieurs de ses associés ou collaborateurs, tels que MM. Charles Giscard d'Estaing ou Marc Bathier. Ce dernier devrait pouvoir fournir sa version des faits lors de la première audition sur le fond dont il sera bientôt l'objet.

A la fois financière, médiatique et politique, l'affaire Botton concerne aussi le monde professionnel de la pharmacie. Bien qu'apparemment liées, les pharmacies font preuve d'une grande discrétion et, à en croire les témoignages recueillis par le Monde, ne semblent pas en vouloir à leur ancien bienfaiteur.

L'ami des pharmacies

LYON

de notre bureau régional

Avant de se présenter comme « la Rolls de la pharmacie », la société Vivien SA, rachetée en 1962 par le père de M. Pierre Botton, a longtemps fait office de bonne grosse berline. Lorsqu'en 1984, M. Pierre Botton en devient le PDG (il passera le relais à Marc Bathier en mars 1989, après les élections municipales), l'efficacité et la rentabilité de l'entreprise, spécialisée dans l'agencement des pharmacies, ne se démentent pas. « Boteur, toujours disponible, plein d'idées pour la décoration », le portrait du jeune PDG d'alors qui brosse certains de ses clients est plutôt flatteur. C'est plus tard, autour de 1987, qu'une certaine folie des grandeurs le saisit et qu'il mettra en œuvre une politique commerciale et de relations publiques telle que « l'humain de gamme » qu'elle motive aujourd'hui, partiellement, son inculpation d'abus de biens sociaux.

Pour convaincre ou fidéliser les pharmaciens de sa zone d'activité — auprès desquels il était possible de décrocher des contrats d'aménagement dépassant souvent le million de francs avec des marges « avoisinant 60 % » —, Pierre Botton n'hésitait pas à leur faire partager, ne serait-ce que le temps d'un

repas, l'art de vivre luxueux qu'il affichait. La liste de ses fournisseurs, figurant dans les justificatifs de frais généraux fournis par Vivien à l'administration fiscale lors d'une notification de redressement (le Monde du 16 novembre), est, à cet égard, représentative : Christian Dior boutique y côtoie Must de Cartier, et Chanel, Azeddine Alafia; l'hôtel Claridge voisine avec le Carlton, etc.

Tourbillon magique

Emportés dans ce tourbillon magique, auquel Pierre Botton associait des vedettes du show-biz ou des médias, les pharmaciens concernés en furent tellement reconnaissants à leur hôte qu'ils n'hésitèrent pas à lui fournir a posteriori des « attestations » destinées aux inspecteurs du fisc. Bien que manuscrites, ces documents, au nombre d'une quinzaine, versés au dossier fiscal aujourd'hui joint au dossier pénal, s'inspirent, à l'évidence, de lettres types : « Je soussigné X, pharmacien à Y, reconnait avoir participé à... ». Suivent alors deux sortes de témoignages.

Dans la plupart des cas, les signataires affirment avoir été invités par M. Botton dans une propriété de Saint-Tropez ou de Ramatuelle en compagnie de

Patrick Poivre d'Arvor et/ou de M. Michel Noir, séjour assorti « de promenades en bateau et en hélicoptère ». Dans d'autres cas, le certificat de gratitude ne concerne qu'un voyage en avion privé agrémenté d'un repas au firmament des toques étoilées, chez Chapel, Boucse, Troisgros ou Gagnaire.

Les pharmaciens signataires de ces attestations que le Monde a pu contacter, dont les officines sont situées dans le grand Sud-Est — à Mâcon, Rive-de-Gier, Die, Aubagne, Fréjus, Cannes, Canet-Plage, Marseille, Montpellier, etc. — n'ont pas souhaité s'exprimer sur des rencontres que, cependant, ils ne contestent pas. Mais d'autres, comme M^{me} Hélène Baile, pharmacienne à Trans-en-Provence (Var), les évoquent sans déplaisir : « Mon mari et moi-même ne savions pas que Patrick Poivre d'Arvor se trouvait parmi les invités. D'ailleurs, je ne l'ai pas reconnu immédiatement et lorsqu'un autre couple de pharmaciens de la région, nous lui avons été présentés par M. Botton, ce fut une surprise... ».

Pour cette fidèle mais lucide cliente des établissements Vivien, qui a fait refaire son officine à deux reprises, en 1986 et en 1990, il ne fait aucun doute que cette invitation a été « largement payée par les notes » des travaux, mais elle n'en apprécie pas moins ces

« relations professionnelles personnalisées ». La location par M. Botton, chaque été, d'une propriété à Saint-Tropez ou à Ramatuelle avec un hélicoptère à demeure (le logement du pilote sur place est mentionné pour 9 739 francs) et ce système de table ouverte à de petits groupes de pharmaciens, autour d'un souper de vedettes, voire parfois de son beau-père, paraît ainsi avoir constitué la singularité base « logistique » de la communication-marketing de Vivien SA.

Balade en bateau

Parmi les invités que M. Botton a mentionnés dans sa réponse au fisc figure assez régulièrement M. Robert Cassié, qui, de 1979 à 1986, fut président du Conseil central des pharmaciens d'officine auprès du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, dont il resta membre du bureau national jusqu'en 1991. En août 1986, selon le document de Vivien, un bateau aurait ainsi été loué durant trois jours, pour 24 349 francs, à l'initiative de M. Cassié et de M. Georges Saint-Pastou, copropriétaire d'une officine à Montpellier « où l'on vend le plus de parapharmacie pour le sud de la France » qui a été réaménagée deux fois en quatre ans. Si M. Cassié se souvient cette balade, M. Cassié affirme, lui, n'avoir « jamais fait de bateau ». Le mois précédent, les mêmes passent un week-end au Grand Prix du Castellet pour 42 915 francs. « Ces contacts avec M. Cassié permettaient d'avoir, tous les mois, un état rétrospectif mentionnant les décisions, les licences et les projets refusés », argumente M. Botton auprès du fisc.

Toujours à propos du président du Conseil central des pharmaciens, le document de Vivien souligne qu'il « cautionnait et aidait la société Vivien en toute légalité sur l'ensemble des dossiers de l'entreprise à l'Ordre des pharmaciens ». L'argument est invoqué pour justifier l'achat par Vivien pour 5 000 francs de chocolats offerts aux secrétaires de l'Ordre.

Dans le même esprit, une soirée avec Yves Mourousi, facturée 7 383 francs en 1989, aurait permis, selon M. Botton, de « créer un climat très favorable auprès des journalistes du Monde des pharmaciens, principal support de toutes communications avec les pharmaciens, et d'obtenir ainsi du rédacteur en chef ». Enfin, lors de la création, en juin 1985, de la société Télé Santé qui devait installer 1 490 moniteurs vidéo en leasing dans des officines « afin de diffuser des informations d'éducation sanitaire, que M. Botton espérait, en vain, pouvoir entreprendre de publier », M. Cassié fut largement consulté. L'opération capota pour une affaire de cautionnement et la Banque régionale de l'Ain, admettant être en partie « responsable de l'échec de la réalisation du dossier », devait consentir un abandon de créance de 1,7 million de francs sur un découvert de 3,2 millions.

Président du Conseil national de l'Ordre depuis 1983, M. Jean Brudon n'est « pas choqué » par des relations qui, dans le cadre de Télé Santé, consistaient, à sa connaissance, à « veiller à la compatibilité du projet avec la déontologie professionnelle ». M. Brudon, par ailleurs adjoint au maire de Neuville-sur-Saône (Rhône), connaît M. Botton de très longue date : « une grande-mère était ma cliente », confie cet ancien pharmacien d'officine — mais ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet. « J'ai toujours pensé que ce finit mal », lâche-t-il, en assurant qu'un jour il a « refusé de monter dans la Rolls » de Pierre Botton. Dans ses justificatifs fiscaux, M. Botton fait pourtant état, le 30 septembre 1986, d'un « déplacement avec MM. Cassié et Brudon » qui lui aurait coûté 5 264 francs.

Ces sommes deviennent dérisoires si on les compare aux préjudices financiers que risquent de subir les dizaines de pharmaciens qui ont investi dans les sociétés Alpha et Beta finances, du groupe Botton. Ces deux SA « de capitalisation », dont M. Charles Giscard d'Estaing — aujourd'hui inculpé

d'abus de biens sociaux et de faux et usage, — fut un temps le PDG, ont recueilli les investissements de nombreux pharmaciens par le biais de participations s'élevant à 250 000 francs.

Leurs créations, en 1989 et 1990, devaient être suivies de celles de Delta et Gamma finances pour constituer la « compagnie générale d'investissement » qui aurait été la branche financière de Boisson SA, aménageur de pharmacies. Alpha disposait d'un capital social de 7,6 millions de francs (constitués à 60 % par des pharmaciens) et Beta avait un capital de 2,8 millions de francs (provenant presque exclusivement des officines). Les résultats de l'exercice 1991 pour cette seconde société — plus de 6 millions de francs de pertes pour un chiffre d'affaires de 43 000 francs — disent assez l'ampleur de la banqueroute.

Les investisseurs ont pu être impressionnés par la réputation de prospérité de la branche dialyse du groupe Botton (Regina SA et Regina SARL qui exploitent un centre de traitement des affections rénales et pulmonaires à Hauteville, dans l'Ain). Malgré les dispositions restrictives imposées par la carte sanitaire, ce pôle dialyse restait porteur de perspectives de développement. Ainsi, au cours de 1992, le groupe Botton a-t-il obtenu du ministère de la santé deux autorisations d'ouverture. L'une concernait une implantation dans la région parisienne, l'autre la création d'un centre de dialyse à Figninières (Var). Ces deux autorisations ont été cédées à la Compagnie générale de santé clinique, filiale de la Compagnie générale des eaux, dans le courant du mois d'octobre.

Les pharmaciens actionnaires spoliés seront certainement bientôt entendus par les enquêteurs, dans le cadre de l'instruction menée par M. Philippe Courroye à Lyon. Mais, pour l'heure, aucun d'eux n'a manifesté l'intention de se constituer partie civile.

ROBERT BELLERET



NOS FUTURS LAURÉATS À L'ENTRAÎNEMENT

CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" RÉCOMPENSE 4 ENFANTS DE LETTRES.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les aider, 10 illustrations signées Zoû leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre.

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe"
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

SCIENCES

Autorisée par le ministère de la recherche

L'utilisation d'un fichier d'une banque de sperme par une équipe du CNRS suscite une polémique

A qui appartiennent les fichiers d'une banque de sperme? Peut-on étudier de manière comparative les capacités intellectuelles des enfants nés après IAD (insémination artificielle avec donneur) sans obtenir de manière explicite l'aval de leurs « parents »? L'intérêt de la recherche scientifique prime-t-il sur le respect du secret médical? Telles sont les principales questions que soulève une enquête publiée par l'Express (daté du 17 décembre) qui a amené les responsables du CNRS à organiser en urgence, mercredi 16 décembre, une conférence de presse.

L'équipe concernée est celle que dirige le professeur Pierre Roubertoux (URA 1294, CNRS), constituée de deux chercheurs de renom (M. Michel Duyme et M^{me} Christiane Capron). Elle s'intéresse notamment aux liens pouvant exister entre performances intellectuelles et environnement, cherchant à faire la part dans ce domaine controversé entre l'inné et l'acquis. Après un premier et remarquable travail sur des enfants adoptés (1), ces chercheurs ont souhaité poursuivre leurs études en utilisant, les enfants nés après IAD afin de comparer les performances intellectuelles de ces derniers avec celles des autres enfants de la fratrie. Cette étude offrait également l'opportunité d'étudier les hypothétiques effets de la conservation par congélation des spermatozoïdes sur le devenir des enfants ainsi conçus.

L'équipe du CNRS entra ainsi en contact avec le docteur Sacha Geller (Marseille), créateur en 1973 d'une banque de sperme — le CEFER — contrôlée et n'appartenant pas à la fédération nationale des CECOS et ne partageant pas les mêmes règles éthiques que celle-ci. Le docteur Geller confia aux chercheurs une liste de ses patients ayant eu recours avec succès à l'IAD. « Parallèlement, j'ai écrit à 500 ou 600 de mes patients, pour leur demander un accord de principe quant à leur participation à une étude sur le développement des enfants. J'estime qu'il n'y a pas eu ici violation du secret médical », nous a-t-il expliqué.

« Nous n'avons pas, comme on nous en accuse aujourd'hui, détourné un registre ultra-confidentiel, nous a pour sa part expliqué le professeur Roubertoux. Nous avons par ailleurs obtenu toutes les autorisations nécessaires. Ce travail était financé dans le cadre d'un contrat avec le ministère de la recherche. Nous avons obtenu l'aval du comité d'éthique du CNRS et celui de toutes les autorités de l'éducation nationale. L'anonymat des familles est, je l'affirme, garanti de manière absolue. »

« Il y a à l'évidence rupture du secret professionnel », nous a déclaré le docteur Marie-Odile Alnot, secrétaire générale de la Fédération nationale des CECOS. Pour notre part, nous respectons totalement ce secret, même lorsque

des juges nous demandent, en cas de procédure de divorce, de révéler l'identité du couple ayant eu recours à une IAD. »

L'une des questions soulevées par cette affaire est celle de l'information et du consentement éclairé des familles concernées. Sur ce point, l'équipe du CNRS reconnaît qu'elle n'a pas, notamment pour des raisons méthodologiques, « singularisé » les enfants conçus par IAD. En d'autres termes, les familles concernées (40 couples au total) ne connaissent pas l'objet précis de l'étude qui semblait s'adresser a priori à l'ensemble de la classe où était scolarisé leur enfant. Une autre question est celle de la fonction et du rôle joué dans ce domaine par le Comité national d'éthique. Pourquoi celui-ci n'a-t-il pas été saisi? Toute la question est de savoir si les recherches en psychologie font ou non partie des « sciences de la vie » et si ces travaux s'inscrivent dans le champ de la loi Hurriet sur l'expérimentation chez l'homme.

Ces questions essentielles n'ayant pas pour l'heure obtenu de réponse, l'équipe du CNRS, qui souhaitait réunir un plus grand nombre de familles pour mener à bien son travail pourra-t-elle continuer ses recherches?

JEAN-YVES NAU

(1) Ce travail avait été analysé dans le Monde Sciences-Médecine du 22 août 1989.

Les difficultés de l'application de la législation sur le tabagisme

Le poids financier de la publicité pour les cigarettes dans la presse

Le tabac a longtemps été une des premières industries importantes de la presse écrite, et surtout de la presse périodique. Il est vrai que les autres médias - télévision, affichage, radio - lui sont interdits et que le cinéma ne peut faire que de la publicité « indirecte » (brquets, agences d'annonces, etc.).

L'an dernier, le SETA et Philip Martin se battaient sur cinq quinquèmes et septième rangs. On annonce qu'investissant dans la presse, grâce à la SECOR, « Le Liban » est plus contraignant pour la presse écrite que ne le sera le futur loi Sapin; beaucoup de titres vont disparaître et cela va limiter le rôle de nouveaux journaux, pour la presse écrite et le tabac dispo-

présents, affirme M. Michel Vidal-Subias, directeur de la publicité de *Libération*. Récemment, en fin de paillier ce déficit le venir, le Syndicat de la presse parisienne (SPP) a demandé à l'ancien ministre de la communication, M. André Santini, député UDF des Hauts-de-Seine, d'introduire un amendement à la loi Evvin autorisant la publicité dans la presse pour les tabacs légers (moins de douze milligrammes de goudron). « L'amendement Santini » a été repoussé.



3 NATHAN  **WATERMAN** 

Cheriton, 0011 43-41-12-16.

rubriques :
1 46 62 72 42

Lundi daté mardi ■ mercredi daté jeudi.
Pour louer, vendre ou acheter bureaux,
locaux commerciaux et industriels, usines,
terrains, ■■■■■■
■■■■■ et renseignements ■■■■■■ rubrique :
Paula GRAVELOT - (1) 46-62-73-43

POUR P

L'Europe, Guignol épique

LYON

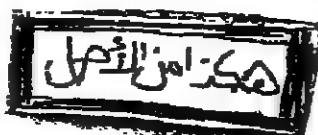
Le séducteur piégé par les femmes

Mr Hughes va a Hollywood

(Russie), — site archéologique de Ban-Chiang (Thaïlande).

Affaire

EXPOSITIONS



Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.L.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. de 10 h à 22 h.
JORGE AMADO, ÉCRIVAIN DE BAHIA. Grand Foyer. Jusqu'au 18 janvier 1993.
L'ART D'AMÉRIQUE LATINE. 1911-1980. Grande galerie. Jusqu'au 11 janvier 1993.
L'ART EN JEUX. Enfants. Jusqu'au 25 mars 1993.
GLEN. Galerie. Jusqu'au 24 janvier 1993.
GERARD COLLIN-THIEBAUT. Contemporaines. Jusqu'au 21 décembre 1992.
COOP HIMMELBLAU. 1^{re} sous-sol. Petite salle. Jusqu'au 12 avril 1993.
PETER FISCHLI ET DAVID WEISS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 11 janvier 1993.
GARY HILL. Galeries contemporaines. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 janvier 1993.
IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Salle. Jusqu'au 18 janvier 1993.
PHOTOGRAPHES D'AMÉRIQUE LATINE. Galerie du forum. Jusqu'au 11 janvier 1993.
REEL-VIRTUEL. 1^{er} sous-sol. Jusqu'au 24 janvier 1993.
CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? Salle d'art graphique. 4^e étage. Jusqu'au 3 janvier 1993.
L'UNIVERS DE BORGES. Amériques latines. Galerie mezzanine nord. Jusqu'au 1^{er} février 1993.

Musée d'Orsay

Place Henry-de-Montherlant, quai Anatole France (45-49-48-14). Mer, ven., sam. dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
HILL ET ADAMSON, LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE. 1640-1648. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
LE PALAIS D'ARGENT. TURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.
LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

Palais du Louvre

Entrée par le 10¹ (45-20-51-51). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 14 janvier 1993.
LE BRUIT DU TEMPS : PARTI PRIS DE PETER ELLSWORTH. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} février 1993.
BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
LES NOCES DE CANA, DE VERONIQUE. Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : accès libre avec le billet d'entrée du musée (31 F). Jusqu'au 29 mars 1993.
PANNINI (1687-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 février 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (40-70-11-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 décembre 1992.
HANS-PETER FIEDMANN. Moins 10. La photo. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
FIGURES DU MODERNE. L'expressionnisme allemand au 20^e siècle. 114. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 mars 1993.
PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLIANCE. Out. quel, où ? Un regard sur l'Allemagne en 1992. Jusqu'au 17 janvier 1993.
Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eiffel.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. 14-13-12-11-10. T.L.J. et mar. de 10 h à 22 h, jeu. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.
PICASSO ET LES CHOCSES. 1945-1946-1947-1948. T.L.J. et mar. de 10 h à 22 h, jeu. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 15 janvier 1993.
NADAR : L'ŒIL LYRIQUE. Moins 10. La photo. Caisse nationale des monuments historiques. Hôtel de Sully. 62, rue Saint-André. 14-13-12-11-10. T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-88-89). T.L.J. et mar. de 12 h à 19 h, jeu. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Raynes T.L.J. 14 h.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 18 DÉCEMBRE

«Le quartier du Sentier» 10 heures. (A. Hervé).
Exposition : «Odon Redon» 11 heures. (M. Mermottan (P.-Y. Jassé)).
«Le Palais : justice en activité» 14 heures. (devant les grilles du palais (M. C. Lantier)).
«Approche de l'art et de la religion orthodoxe à la cathédrale Alexandre-Neuvsky» (limité à 10 personnes). 14 h 30, 12, rue (Monuments historiques).
«La religion du Boudha» au quartier Saint-André-des-Arts» 14 h 30, façade de la fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque) inéolite.
«La religion du Boudha» au quartier Saint-André-des-Arts» 14 h 30, façade de la fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque) inéolite.
Exposition : «Des livres et des rois» à la Bibliothèque nationale, 14 h 30, 68, rue de Richelieu (Exp. expl.).
Exposition : «L'art byzantin au Louvre» dans les collections françaises, 14 h 30, Palais-Royal, tour place Colette (Paris et son histoire).

MARTIAL RAYSSÉ. RÉTROSPECTIVE.

15 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

MUSÉES

LES BLOUX DE TORUN. 1640-1648. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 3 janvier 1993.
CHINE CONNUE ET INCONNUE. Objets d'art et d'architecture. Musée Carnavalet. 7, av. Vellesquez (45-58-50-76). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 février 1993.
CORPS CRUCIFIES. Musée Picasso. Hôtel de Clugny. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.
LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 18 janvier 1993.
EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc. Musée Delacroix. 6, rue de Furstemberg (43-54-04-87). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 18. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

DESIGN : VIGNELLI. Musée des Arts décoratifs. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25 février 1993.
DES LIVRES ET DES ROIS. La bibliothèque de Louis XIV. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
DIGITAL PHOTOGRAPHY. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.
L'ÉCHAPÉE EUROPÉENNE. Pavillon des Arts. 101, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
L'ÉPREUVE NUMÉRIQUE. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.

FRAGONARD ET LE DESSIN FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris. 12, av. de New York (40-70-11-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 décembre 1992.

HÉRAKLES ARCHER. Musée de la Ville de Paris. 12, av. de New York (40-70-11-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 décembre 1992.

IN TRIENNALE DU BIEN CONTEMPORAIN. Musée des Arts décoratifs. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 29 mars 1993.

IMAGES D'UN AUTRE MONDE. La photographie scientifique. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-33-36-53). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 janvier 1993.

INDE : MYTHES ET SPECTACLES. Musée Nivola. 41, rue des Francs-Bourgeois (47-33-36-53). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 janvier 1993.

MAX JACOB, LA PASSION EN PEINTURE. Musée de la Ville de Paris. 12, av. de New York (40-70-11-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 décembre 1992.

MAX JACOB, LA PASSION EN PEINTURE. Musée de la Ville de Paris. 12, av. de New York (40-70-11-10). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 décembre 1992.

JARDIN DES MODÈS 1922-1982 : AFFAIRE DE STYLES. Musée des Arts décoratifs. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 12 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

KALINA. Des Amérindiens de Guyane à Paris en 1992. Musée des Arts et Traditions populaires. 8, av. du Maréchal-Gérard (44-71-60-01). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.

LES MYTHES DE KESA JAPONAIS. Musée national des Arts asiatiques - Guimet. 6, pl. d'Iéna (47-33-61-66). T.L.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 février 1993.

NADAR : L'ŒIL LYRIQUE. Moins 10. La photo. Caisse nationale des monuments historiques. Hôtel de Sully. 62, rue Saint-André. 14-13-12-11-10. T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

NOUVELLES RENCONTRES. Bibliothèque Nationale. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 31 janvier 1993.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Art et Spectacles» de mercredi (daté jeudi).

5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier 1993.
FREDERIC BRECK. 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Du 17 décembre au 3 février 1993.
ANDRÉ WITTEL. 10, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 13 janvier 1993.

PATRICIO CARRERA, JUAN USLE. Galerie d'Art Contemporain, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 5 janvier 1993.
CANETTI. 15, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 24 décembre 1992.
SERGIO CECOTTI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

CHAMBAIS. 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
CORDESSE. 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
WICOLE D'ADAGIO. Galerie d'Art Contemporain, 12, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

CHRISTIAN BOLTAJANS PRÉSENTE JACQUES GAUTIER. Galerie du Forum Saint-Sauveur, 1, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
PAUL-ARMAND GETTE. 38, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

COLLECTION DU MUSÉE CANADIEN DE LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE. Service culturel, ambassade du Canada, 5, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
CARL DE KEYSER. Musée de la photo. Franc Forum des Halles, 4, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

PAUL-ARMAND GETTE. 38, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
ERMAATA, ERANCES DU SACRÉ. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
FISHER, MARJAN RAITZ, DANIEL TREMBLAY. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

JEAN LE BIC. 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
WILLIE. 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GAŚTOROWSKI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

CHRISTIAN GATT. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

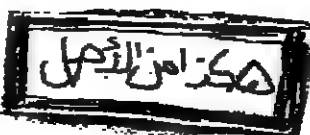
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.

MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
GERARD KUCH. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-09-33). Jusqu'au 31 décembre 1992.
MAURO GIACOMELLI. Galerie d'Art Contemporain, 50, rue de Valenciennes (42-71-



ÉCONOMIE

Les perspectives pour 1993

L'OCDE estime que la croissance restera faible dans la plupart des pays industrialisés

L'image de la plupart des organismes internationaux de conjoncture, le rapport semestriel de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), rendu public mercredi 16 décembre, ne prévoit guère de reprise de l'activité en 1993. Pour l'année prochaine, le rythme de croissance devrait se limiter à 1,9 % dans la plupart des pays de l'OCDE.

« Les perspectives immédiates de croissance pour 1993 de l'OCDE sont relativement sombres », a déclaré le directeur général de l'OCDE, M. Kumi-haru Shigehara, à l'occasion d'une conférence de presse. « Nous vivons dans un monde d'incertitudes », a-t-il précisé. M. Shigehara a souligné que l'activité économique mondiale imposait la « modération ».

Pour l'ensemble de l'OCDE, le rythme de croissance devrait s'établir à 1,9 % en 1993, après 1,5 % en 1992. En revanche, l'activité devrait reprendre l'année suivante : le rapport prévoit un effet de croissance de 2,5 % pour la CEE en 1994 et de 2,9 % pour les États-Unis. Dans l'immédiat, « l'attente d'une baisse du chômage », souligne le document. À la fin 1993, le nombre des demandeurs d'emploi devrait passer à 34 millions de personnes dans l'OCDE, soit 8,3 % de la population active, contre 7,9 % cette année.

Cette proportion devrait grimper dans tous les pays du G7 - les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique - à l'exception des États-Unis, pour le taux de chômage, la CEE à

10,9 % de la population active, contre 10,1 % en 1992. Ces chiffres sont en baisse par rapport à la fin de l'année 1991 que le marché de l'emploi pourrait bénéficier d'une légère amélioration. En outre, on s'attend à ce que l'OCDE connaisse l'année prochaine un taux de chômage supérieur à 10 %, contre seulement 9,8 % en 1992.

Présentant le rapport, l'organisme, le chef du département économique de l'OCDE, M. Kumi-haru Shigehara, a précisé, mercredi 16 décembre, qu'il revoyait certaines des prévisions du rapport, pour l'année 1993, à partir de données chiffrées dont les plus récentes remontent au 10 novembre 1992. « Nous vivons dans un monde d'incertitudes », a-t-il précisé. M. Shigehara a souligné que l'activité économique mondiale imposait la « modération ».

Trois pays ont ainsi l'objet de révisions. Les États-Unis, d'abord, qui devraient finalement connaître, en 1993, un rythme de croissance plus rapide qu'il était prévu. Les indicateurs les plus récents montrent que « l'activité économique de ce pays s'accroît plus vite qu'il y a quelques semaines », a déclaré M. Shigehara. Le produit intérieur brut (PIB) américain pourrait ainsi croître de 3 % l'année prochaine - contre une prévision de 2,5 % - le rapport, après une progression de 1,75 % en 1992.

À l'inverse, les deux « locomotives » économiques que sont le Japon et l'Allemagne devraient finalement évoluer dans un rythme plus lent. Au Japon, le redressement jugé « lent » : en dépit d'excédents commerciaux qui devraient atteindre de 12,4 % au cours des deux prochaines années, la croissance devrait être de 2,3 % en 1993, contre 1,8 % de hausse l'année dernière. Quant à la croissance de l'économie allemande, elle pourrait n'être

que de 0,5 % l'année prochaine - contre 1 % prévu - ce qui « devrait permettre à la conjoncture d'adopter un rythme plus rapidement qu'anticipé », a précisé M. Shigehara. En 1994, la reprise de l'activité économique devrait se poursuivre à un rythme compris entre

3 % et 3,5 %. L'INSEE optimiste, note le rapport, qui pourrait bien être remis en question si les conditions d'investissement des entreprises se dégradent.

O. P.
(1) Perspectives économiques de l'OCDE, N° 52, décembre 1992.

Les prévisions de l'OCDE

	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente		
	1992	1993	1994
PIB en volume			
États-Unis	1,8	2,4	3,1
Japon	1,8	2,3	3,1
Allemagne	1,4	1,2	2,9
OCDE Europe	1,0	1,2	2,5
Total OCDE	1,5	1,9	2,9
Inflation			
États-Unis	2,7	2,3	1,9
Japon	1,9	1,7	1,7
Allemagne	5,6	4,8	3,3
OCDE Europe	5,3	4,8	4,2
Total OCDE	3,5	3,2	2,8
Commerce mondial	4,7	4,9	6,1
Chômage (en pourcentage de la population active)			
États-Unis	7,4	7,3	8,9
Japon	2,2	2,3	2,4
Allemagne	7,6	8,3	8,1
OCDE Europe	9,9	10,8	10,6
Total OCDE	7,9	8,2	8,1
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars)			
États-Unis	-56	-65	-75
Japon	119	132	138
Allemagne	-28	-25	-25
OCDE Europe	-61	-60	-44
Total OCDE	-32	-17	-16

sinistère. La Fédération du bâtiment ne compte pas se laisser entraîner par les mises en chantier de logements neufs retrouvant, avec 250 000, le niveau inférieur à la très mauvaise année 1991. Avec la clef 50 000 permis d'emploi supplémentaires, la construction craint une « explosion » du chômage en 1993, le seul des 3 milliards de demandeurs d'emploi qui ne soit pas couvert par les entreprises. Or, d'après les données de la lutte contre la contée du chômage que le gouvernement a jugé en mai bien plus que sur la bonne tenue des grands équilibres économiques.

Ce climat de plus en plus pessimiste, qui risque d'être renforcé par les inquiétudes des entreprises - la psychologie jouant un grand rôle dans le comportement - renforce le déclin de la politique économique de l'après-1992. De nouveau, la politique du franc fort, ou la « désinflation compétitive », est en cause. Les investisseurs sur les marchés de changes semblent anticiper un décalage du franc par rapport au mark, ce qui pourrait entraîner une dévaluation du franc. La question de la monnaie française pour la tenir dans le cadre de la zone monétaire est donc toujours d'actualité.

avant mai, alors qu'il joue toujours le couple monétaire franco-allemand, ou si celui qui lui succédera après les élections législatives sera contraint de recourir à cette solution afin de provoquer une véritable détente des taux d'intérêt.

Alors que certains dirigeants d'entreprises sont favorables à cette mise en liberté du franc - au point que le CNPF a déjà monté un créneau pour défendre la politique du franc fort et s'opposer à toute dévaluation - ces interrogations visent l'opposition. Ce force est de constater qu'il y a, là aussi, plusieurs écoles. Dans un entretien au *Nouvel Observateur* du 17 décembre, M. Philippe Séguin, tête de file des opposants au traité de Maastricht au sein du RPR, affirme que « le SME est en crise, compte tenu de l'endettement de l'Allemagne à l'égard de la France ». Concluant de son vœux une baisse des taux d'intérêt pour relancer l'activité : « Il faut décrocher du mark, et vite ». Une position qui va à l'encontre de celle de M. Edouard Balladur et qui contraint la direction du RPR et l'ensemble des partis qui préparent l'alternance à clarifier leurs intentions. L'attentisme risque en effet de peser lourdement sur une situation économique déjà très dégradée.

MICHEL NOBLECOURT

L'INSEE ne prévoit pas de reprise avant l'été prochain

L'INSEE ne prévoit pas de reprise avant l'été prochain. Dans un note de conjoncture, publiée mercredi 16 décembre, l'institut de la statistique estime qu'au premier semestre 1993 la croissance économique ne sera que de 0,8 % en rythme annuel. Cette année s'expliquerait essentiellement par la poursuite de la baisse des investissements ainsi que par une moindre progression des exportations.

« Il apparaît difficile d'envisager pour l'économie française un rythme de croissance substantiel avant la mi-1993 », estime l'INSEE. Depuis le deuxième trimestre 1992, l'activité française s'est assouplie (...). Le premier semestre 1993 s'inscrit dans la tendance du second semestre 1992 : la croissance n'atteint pas 1 % en rythme annuel.

L'analyse de l'INSEE est sombre. Elle se fonde sur le pessimisme profond manifesté par les chefs d'entreprise depuis la rentrée, pessimisme qui s'étend au début de l'année prochaine, et se prolonge jusqu'à l'été. Dans l'industrie automobile, branche la plus dynamique en 1992, les perspectives se sont un peu détériorées. La production devrait être modérée au début de 1993. Dans tous les autres secteurs, c'est à grisaille pour les prochains mois : stagnation à la production des biens de consommation et des biens intermédiaires, faiblesse de l'activité pour les biens d'équipement jusqu'à l'été prochain, baisse des mises en chantier de logements, travaux d'entretien se maintenant après avoir augmenté l'année dernière. L'activité des travaux publics a également en baisse depuis la fin du premier semestre.

Grâce aux services qui ont continué de croître l'année dernière, en 1991, mais à un rythme un peu ralenti depuis l'été dernier, la production nationale explose en termes de PIB marchand (produit intérieur brut) : elle a augmenté de 2 % en 1992 après + 0,9 % l'année précédente. L'INSEE prévoit une stagnation au premier trimestre 1993 suivie d'une faible reprise au second (+ 0,4 % par rapport au premier). Ce qui donnerait une croissance de 0,8 % en rythme annuel sur le premier semestre. Même si l'INSEE ne le dit pas, le rythme de croissance de 2,6 % du PIB, prévu pour l'année prochaine dans les comptes du gouvernement, apparaît à peu près bien atteint.

Les raisons de ce ralentissement tiennent à l'investissement et à la conjoncture en Europe. Les dépenses d'équipement des entreprises ont cessé de se réduire depuis le début de 1991. Le rythme de l'investissement privé dans l'industrie aura été de 11 % en volume cette année. Cette baisse devrait se poursuivre l'année prochaine, quoique plus lentement. On retrouve la même tendance dans

les services et le bâtiment. Les importantes capacités de production inemployées (20 %) sont la principale explication de ce mouvement, loin devant les taux d'intérêt ou l'endettement des entreprises. L'INSEE estime que la demande intérieure et extérieure qui explique la faiblesse de l'investissement, si le marché financier des entreprises reste sain, une certaine dégradation des comptes des sociétés à partir de l'été, les entreprises ayant freiné leurs investissements de prix pour pouvoir vendre.

Pas d'investissement de l'emploi

Après l'investissement, l'autre secteur de l'économie est la faiblesse de l'activité dans le monde, particulièrement en Europe, depuis la chute des exportations de cette année. Les exportations, surtout importantes de la croissance l'année dernière (+ 5,7 % en volume par rapport à 1991), augmenteraient à un rythme moindre l'année prochaine. Les importations, elles, augmenteraient à un rythme plus vif (+ 1,8 % par rapport à 1991) : soit au rythme annuel de 3,6 %, soit au rythme annuel de 3,6 %.

La progression de la consommation des ménages serait de 1 % en rythme annuel au premier semestre après + 2,6 % au deuxième semestre 1992. Ce freinage s'expliquerait par une légère accélération des prix à la fin de l'année 1992, soit au rythme annuel de 2,1 ou 2,2 % de 1992, la plus faible depuis vingt-cinq ans.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, qui tient compte des cotisations sociales, progresserait à un rythme moindre l'année prochaine : + 1,4 % en rythme annuel après + 2,6 % au premier semestre de cette année. Ce freinage aurait d'autant plus d'effet sur la consommation que le taux d'épargne ne baisserait pas et qu'il se produirait une progression du pouvoir d'achat du revenu disponible déjà moins rapide en 1992 (+ 2 %) qu'en 1991 (+ 2,5 %).

Au total, donc, la dynamique des ménages ne sera pas dynamique pour compenser la faiblesse de l'investissement et la faiblesse de la demande mondiale. L'emploi ne s'améliorerait donc pas. La baisse des effectifs serait de l'ordre de 0,2 % au premier semestre 1993, ce qui représenterait environ 100 000 emplois perdus. Les effectifs se réduiraient particulièrement dans l'industrie et le bâtiment-travaux publics. Le taux de chômage augmenterait d'un demi-point à la fin de cette année et à la fin du premier semestre 1993.

A. V.

Le franc fort sur la sellette

Suite de la première page

Aujourd'hui, le relèvement de base s'inscrit à contre-courant de la politique de gouvernement - qu'en Allemagne la pression pour diminuer le taux de l'argent. Surtout, il pénalise les entreprises. Non seulement elles paieront plus cher leur découvert bancaire, mais n'auront pas le ballon d'oxygène si nécessaire pour repartir l'investissement. Le 15 décembre, le CNPF parlait d'une situation économique « catastrophique », ce qui pouvait paraître excessif.

Même si les « fondations » économiques (comme l'inflation et le chômage) sont bons et la croissance économique positive, les perspectives pour 1993 sont sombres. L'INSEE prévoit une croissance du produit intérieur brut de 1,9 % en rythme annuel au premier semestre 1993, ce qui est insuffisant pour l'année l'objectif de 2,6 % du gouvernement. De son côté, l'OCDE, qui a des prévisions à la fois plus pessimistes

pour les États-Unis mais à la fois plus optimistes pour la France en 1993.

Le gouvernement de M. Bérégovoy, et surtout celui qui lui succédera, sait que la croissance en 1993 ne pourra plus être tirée par les exportations, compte tenu du ralentissement économique en Allemagne et plus globalement en Europe. Les investissements devraient continuer à baisser, plus modérément, mais déjà, la Société Générale, le Crédit Lyonnais et la Caisse d'Allocations Familiales ont pris pour la PME l'engagement de « s'ouvrir à l'extérieur ». Les perspectives de débouchés, les signes de reprise semblent se multiplier aux États-Unis, la semaine dernière d'une manière qui a fait dire à un économiste français : « L'INSEE n'incite guère à l'optimisme, annonçant une moindre progression de la croissance des ménages au premier semestre 1993, en dépit d'un ralentissement du pouvoir d'achat. Mais que les plans de la fiscalité monétaire se succèdent à un rythme soutenu dans les entreprises, la crise s'aggrave dans le bâtiment, déjà

Le prix Pierre-Lazareff à Agathe Logeart

Nous vous présentons Agathe Logeart, une jeune journaliste, lauréate du prix Pierre-Lazareff, qui lui a été remis par Philippe Labro, président du jury, lors de la cérémonie de la FNEP.

Créé en 1988 - à l'initiative de Marcel Desvaux, directeur de l'Agence France Presse - le prix Pierre-Lazareff a pour but de récompenser un journaliste de la presse écrite pour un travail de qualité. Le jury est composé d'une vingtaine de journalistes qui ont pour tâche de sélectionner le meilleur travail de l'année.

Le prix Pierre-Lazareff est remis à l'auteur du meilleur travail de l'année. Le jury est composé d'une vingtaine de journalistes qui ont pour tâche de sélectionner le meilleur travail de l'année.

Le prix Pierre-Lazareff est remis à l'auteur du meilleur travail de l'année. Le jury est composé d'une vingtaine de journalistes qui ont pour tâche de sélectionner le meilleur travail de l'année.

Le prix Pierre-Lazareff est remis à l'auteur du meilleur travail de l'année. Le jury est composé d'une vingtaine de journalistes qui ont pour tâche de sélectionner le meilleur travail de l'année.

COMMUNICATION

Londres bloque le plan de soutien à la télévision haute définition européenne

Le plan de soutien à la télévision haute définition européenne (TVHD), doté de 3,5 milliards d'euros (environ 3,5 milliards de francs), qui n'a pu être adopté mardi 15 décembre à Bruxelles (le Monde du 17 décembre) à la suite de l'opposition britannique, devrait figurer au menu du Conseil européen du 21 décembre, a indiqué le ministre de l'Industrie français, M. Dominique Strauss-Kahn. En parallèle à la démarche politique, les pays qui s'accordent sur le plan devraient essayer de faire adopter les crédits nécessaires pour sa première année : le budget 1993 de la Communauté.

Pour justifier leur blocage, les Britanniques - dont l'industrie électronique grand public n'est guère concernée par l'enjeu - ont mis en avant l'arrivée prochaine de la télévision numérique. Cette perspective, qui peut prendre des formes diverses, ne doit conduire à masquer l'enjeu politique, a estimé mardi M. Raymond Forni, député UDF, coauteur d'un

rapport sur la télévision numérique (le Monde du 12 décembre). Partisan d'une collaboration avec les Américains, M. Forni affirme que l'Europe doit négocier en position de force, dépasser les divisions et les intérêts « à court terme » de certaines sociétés.

M. C. I.

Les députés européens ont adopté, mardi 15 décembre, le budget 1993 de la Communauté. Le budget 1993 de la Communauté est de 100 milliards d'euros. Le budget 1993 de la Communauté est de 100 milliards d'euros.

250 000 mises en chantier prévues en 1993

Le bâtiment s'enfonce dans la crise

Le bâtiment s'enfonce dans la crise : la construction de logements neufs devrait tomber en 1993 à 250 000, soit son point le plus bas depuis quarante ans. L'année noire de 1954 (269 429), selon les prévisions de la Fédération nationale du bâtiment (FNB).

L'administration du ministère de l'équipement est un peu plus optimiste, avec 275 000 mises en chantier prévues pour l'année prochaine. Mais, l'année dernière à la même époque, elle avait prévu par exemple d'optimisme en prévoyant que l'on construirait 300 000 logements en 1992. Dans la réalité, elle est maintenant d'accord avec la FNB pour réviser ce chiffre en baisse à 275 000. Les autres secteurs du bâtiment sont touchés par la crise, notamment ceux qui concernent les bureaux, secteur complet de déconfiture compte tenu de l'importance des stocks dus aux erreurs du passé. Et l'entretien, avec une croissance zéro pour la FNB et de 1,8 % selon l'administration, ne jouera pas un rôle de locomotive.

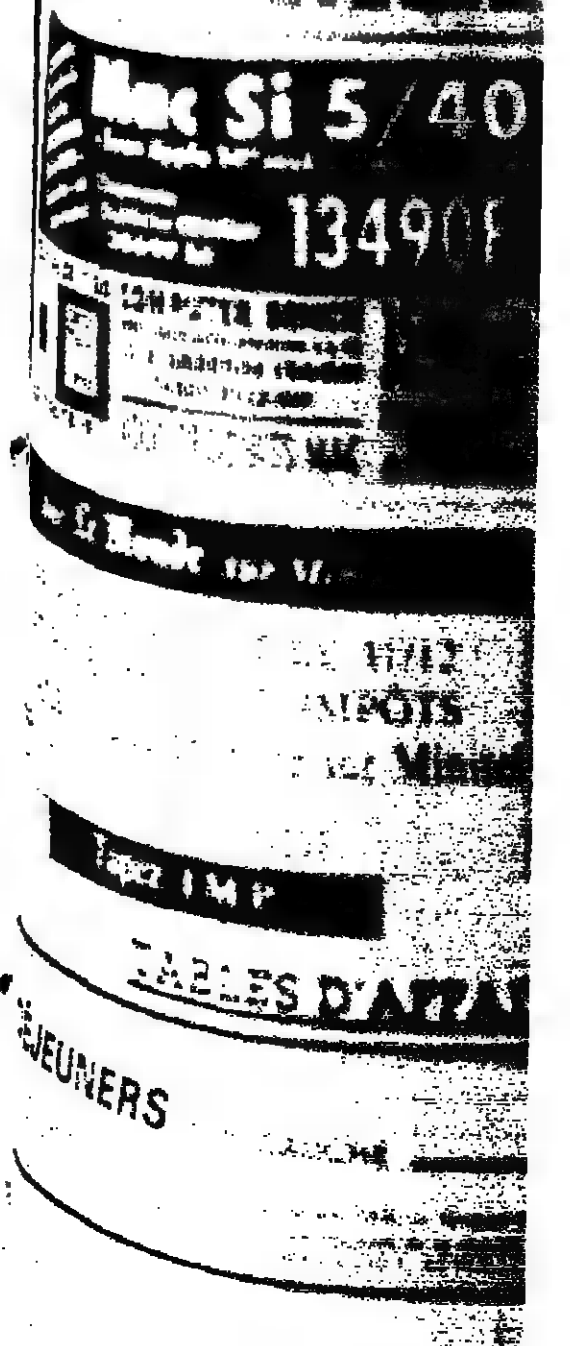
Ces prévisions se traduiront par une baisse de l'activité du bâtiment à - 1,9 % selon l'administration et - 4,8 % selon la FNB. Selon cette

dernière, 50 000 emplois supplémentaires devraient donc disparaître après les 30 000 perdus en 1992. La profession a les yeux tournés vers les pouvoirs publics, auxquels on prête l'intention d'annoncer incessamment des mesures en faveur du secteur.

F. V.

TRANSPORTS

Un pas de plus vers la fusion Air France-UTA. Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 16 décembre, un accord préliminaire entre les compagnies Air France et UTA. Une compagnie unique, dénommée Compagnie nationale Air France, sera créée. Cette entreprise publique prendra la forme d'une société anonyme à participation ouverte. Ce décret intervient avant les assemblées générales extraordinaires d'Air France et d'UTA qui doivent donner un point final à l'opération de fusion. Le comité d'entreprise d'UTA, qui a assigné en 1992 la fusion, qui évite la disparition de la compagnie UTA, a privé les salariés d'indemnités, par un à 700 millions de francs.



ÉCONOMIE

L'Argentine sans l'hyperinflation

Les prix valaient à un rythme annuel de 20 000 % en février 1990. En novembre 1992, ils augmentaient de 6 % seulement. Mais la lutte n'est pas finie

BUENOS-AIRES

■ envoyé spécial

« Il n'est pas question de dévaluer. » A chacune de ses interventions publiques, M. Domingo Cavallo, ministre argentin de l'économie, est obligé - lui aussi - de confirmer sa détermination à maintenir la stabilité du taux de change entre la monnaie nationale, le peso, et celle de son partenaire nord-américain, le dollar. Cette parité stable, fixée en avril 1991 à 1 peso pour 1 dollar, est en fait l'ancrage de la révolution économique engagée depuis presque deux ans maintenant par MM. Carlos Menem et Domingo Cavallo. Lâcher cette parité, c'est l'Argentine repartir à la dérive.

L'hyperinflation est mortelle. Le leçon vaut pour les pays atteints aujourd'hui de ce terrible mal, comme la Russie ou le Brésil. A Buenos-Aires, les prix avaient connu des vitesses de pointe de 20 000 % en février 1990. La révolution libérale engagée par le président péroniste, M. Menem, et son grand argentier, M. Cavallo, ont mis fin à cette valse endiablée des étiquettes. En novembre 1992, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,5 % par rapport au mois précédent. Sur les trois dernières années, alors que l'activité connaît une nette reprise, la déflation a ainsi été spectaculaire. Pour 1992, les prix n'ont finalement augmenté que de 24 % environ. L'indice officiel avait bondi de 881 % en 1989, de 1 344 % en 1990 et de 171 % encore en 1991.

Les fermiers généraux de retour

A l'origine de ce résultat ? A l'instar de la France, l'Argentine a, en 1991, adopté une stratégie de « désinflation compétitive ». En mars 1993, après avoir imposé une discipline économique en réduisant le déficit du secteur public, la contrainte monétaire a été l'élément de la vertu. Dans des conditions bien différentes, Buenos-Aires a suivi un chemin identique. En avril 1991, l'Argentine a choisi d'ancrer sa monnaie nationale (l'austral devenu depuis le peso) au dollar américain. Contribuant à la création d'une « économie bi-monnaire » (deux monnaies y ont valeur légale), cette décision a permis l'amorce d'un profond assainissement, dont le port de l'hyperinflation n'est qu'un signe. Cet arrangement à la devise américaine était accompagné d'un plan global et cohérent visant à la reconstruction d'une véritable économie de marché.

Premier pilier et pilier central de ce plan : la monnaie. Une réforme radicale a été mise en œuvre. Dès 1990, la banque centrale avait acquis son indépendance. Les conditions de son action sont précisément définies. Interdiction lui est faite de financer l'Etat par la planche à billets. Elle ne peut émettre de la monnaie qu'en proportion des réserves en dollars du pays. Alors, la liberté des changes est instaurée, la loi de convertibilité d'avril 1991 fixe par exemple (1 dollar pour 10 000 australs, devenu 1 peso en 1991).

La politique monétaire, très restrictive, est accompagnée d'une politique budgétaire rigoureuse. Le retour à l'équilibre du budget est une priorité. « Il doit à terme dégager des excédents », déclare M. Cavallo. Le déficit fiscal, qui représentait 21,8 % du PNB (produit national brut) en 1989, a aujourd'hui pratiquement disparu (2,1 % du PNB en 1991 et autour de 0,4 % en 1992). Des réformes parfois radicales ont contribué à ce rééquilibrage. Les autorités soulignent, à ce sujet, l'importance des privatisations et de la lutte contre la fraude fiscale.

Sur le front des privatisations, M. Menem a engagé le programme le plus gigantesque et le plus rapide jamais réalisé au monde. L'argentier M. Thatcher. Plus de quatre cent cinquante sociétés qui ont été privatisées. L'objectif est simple : « Il ne doit plus y avoir une entreprise publique en 1993 en Argentine », indique le ministre de l'économie. Tout est privatisable, la compagnie pétrolière YPF comme les trois quarts des entreprises provinciales de la capitale. D'ailleurs, la collectivité des opérateurs privés a collecté des impôts locaux : les recettes tirées des ventes permettent ensuite d'alléger la dette.

Autre bataille menée avec succès : celle de la lutte contre la fraude fiscale. Malgré le régime d'austérité imposé à l'administration, la fraude fiscale a obtenu un renforcement considérable de ses moyens : des effectifs supplémentaires, une informatique développée, des sanctions désormais sévères et réelles pour les fraudeurs. « En dix-huit mois, nous avons multiplié par deux la collecte des impôts collectés », raconte avec quelque fierté le ministre de l'économie. « Le taux de fraude a été ramené de 60 % à 20 % », affirme-t-on aujourd'hui au ministère.

Complétée par un ensemble de réformes structurelles d'inspiration libérale, la politique du couple Menem-Cavallo provoque une réaction de plus en plus négative dans

l'opinion, notamment parmi les retraités. Elle se heurte aussi aujourd'hui à une difficulté qui exprime son expression dans la brutale dégradation de la balance commerciale du pays. Alors que l'Argentine dégageait encore un surplus de 8,7 milliards de dollars en 1991, elle pourrait en 1992 en perdre de près de 2 milliards. La dégradation est particulièrement sensible pour le secteur des biens de consommation, membre du Mercosur. Ce renversement est inquiétant pour le pays qui reste très dépendant.

Les milieux industriels pour la dévaluation

Depuis plusieurs semaines, les milieux industriels plaident en faveur d'une dévaluation. Pour eux, la dégradation de la balance commerciale est due à une surévaluation du peso. Malgré la chute de l'inflation, les prix ont été vite ici qu'aux Etats-Unis. L'Argentine est devenue l'un des pays les plus chers du monde. Les importations ont explosé, alors que les exportations deviennent plus difficiles. Les investisseurs étrangers qui avaient parié sur l'Argentine comme base d'exportation pour la région jugent « difficilement supportable » ce peso fort.

Pour l'instant, le couple Menem-Cavallo résiste aux pressions. « Une dévaluation », permettrait-elle d'améliorer la balance commerciale, mais rétrograderait le cercle vicieux de l'hyperinflation », avertit M. Cavallo. Plutôt que de dévaluer, il demande aux entreprises d'améliorer leur productivité et d'accepter de les aider. « Les coûts de production en Argentine sont trop élevés, le peso fort doit inciter les entreprises à réaliser des gains de productivité », explique-t-il. Les entreprises ont, il est vrai, des marges. D'ores et déjà, les prix de gros augmentent moins vite que les prix de détail. Le gouvernement a en outre pris des mesures, notamment fiscales, pour encourager l'activité des exportateurs. « Nous ne dévaluerons pas, commente le ministre, mais nous prendrons des dispositions de diverses natures (fiscale, financière et sociale) qui se traduiront pour nos exportateurs par une baisse du taux de change effectif du peso de l'ordre de 15 % à 20 % », conclut M. Cavallo. Il évoque les réformes en préparation de la sécurité sociale et de l'organisation du travail.

Buenos-Aires pourra-t-il résister encore longtemps ? Pour un pays dont le premier partenaire commercial est la CEE, la hausse du dollar - et donc du peso - risque d'accroître les pressions en faveur d'une dévaluation. L'Argentine a pourtant aujourd'hui des gros atouts. Tout d'abord, après le Chili et le Mexique, elle dispose désormais du meilleur taux de la croissance financière internationale. Après un accord avec ses créanciers publics au début de l'année, Buenos-Aires vient d'obtenir une réduction de dette dans le cadre du plan Brady. Les capitaux continuent à affluer. Avec le couple Menem-Cavallo, le pays bénéficie ensuite d'une équipe de direction déterminée et efficace. Très différents, les deux hommes sont néanmoins complémentaires. « Le premier a fait applaudir les réformes », dit le second dans les assemblées du Fonds monétaire international. « Le second a fait entendre la voix de la raison », raconte avec ironie et persévérance un banquier français installé sur place.

Enfin, et surtout, la société argentine ne se laisse plus d'un retour à l'hyperinflation. Les observateurs voient un profond désir de stabilité économique, même chez les syndicalistes. En vingt ans, le pays a connu quatre changements de signes monétaires et la suppression de quatorze zéros ! « Comme les Allemands dans les années 20, les Argentins ont été vaccinés contre l'hyperinflation », affirme M. Frédéric Dard, patron de l'UAP-Argentine. Le vaccin a-t-il été efficace ? Dans le hall de la banque de Buenos-Aires, un livre reste bien en évidence derrière la vitrine de verre. Les livres des capitaux et l'inflation. Négligence ou prudence ?

ERIK IZRAELEWICZ



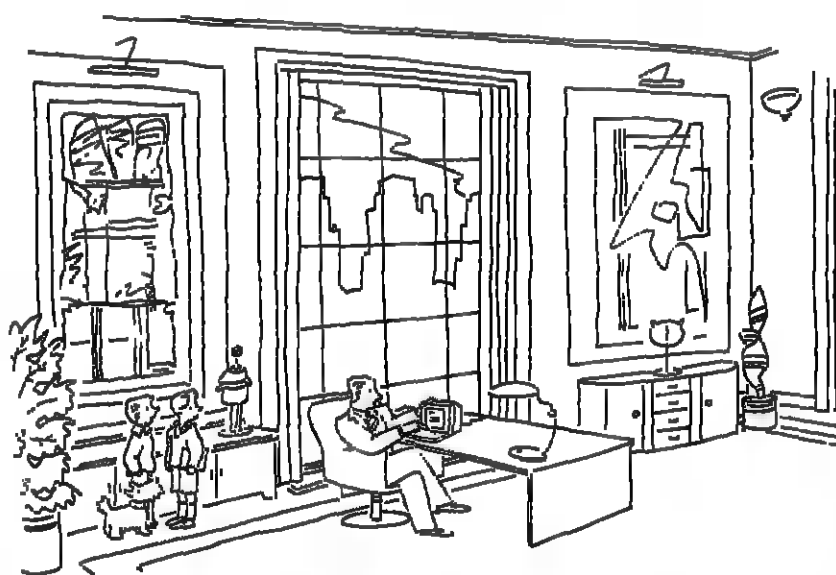
CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" RÉUNIT 4 HISTOIRES QUI FONT UN GRAND LIVRE. CLÔTURE LE 31 DÉCEMBRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 1981. Il rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zou leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour faire vivre aux enfants une belle aventure...

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie ou papeterie chez Nathan, 3615 code Nathan. Clôture le 31 Décembre 92.

"Plume en herbe" LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 11-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2



DANS UN MONDE OÙ TOUT EST COMPLIQUÉ, NOUS SIMPLIFIONS.

Le Réseau Eurisys réunit des experts, des généralistes et des spécialistes qui apportent leurs solutions innovantes, opérationnelles et compétitives. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation et information, essais et assistance technique.

EURISYS

INGÉNIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes uniques.

14-15, PLACE GEORGES-POMPIDOU, MONTIGNY-LE-BRETONNEUX 78187 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES TEL. 01 66 61 11 11

Mac Si 5/40
+ écran Apple 14" coul. + clavier étendu
L'imprimante DeskWriter COULEUR 13490F
disquettes 360F hi
3869F hi

TEL (1) 49 54 11 00 COMPUTER BENCH 1500m²
13, R. ANNEHESE CROIZAT D'EXPOSITION
4900 VILLEJUIF
4000 PRODUITS MAC
PARKING CLIENTS & VISITEURS

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS.
Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel
36.15 LE MONDE

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

PAVILLON MONTISOURIS 45-55-38-52
20, rue Gazan, 14° T.L.J. Parking
Sous sa verrière 1900, en bordure du parc, avec sa cheminée au feu de bois, venez goûter les joies de la cuisine hivernale. NOUVEAU MENU A 185 F, sa carte-menu à 255 F. REVEILLON 630 F. Salons de 12 à 40 personnes.

VIE DES ENTREPRISES

Malgré de bons résultats en Europe

Citroën table sur la Xantia pour doper ses ventes en France

Officiellement, M. Jacques Calvet fait contre mauvaise fortune bon cœur. En 1992, les performances Citroën ont été « très inférieures » à ce que le spécialiste a reconnu le PDG de Peugeot Citroën, mercredi 16 décembre, lors d'une conférence de presse. Mais, dans le détail, les ventes ont progressé de 11,4 % en 1992, par rapport à 1991, et de 1,4 % en 1992, par rapport à 1991.

Il y a une contrepartie : la taille de la France. Avec 291 immatriculations, le constructeur a vu son taux de vente global tomber à moins de 12 %.

so part de marché, même descendu à 11 % (contre 11,8 % l'année dernière), loin, très loin, des 14 % que M. Calvet lui avait assignés. Le taux de pénétration de la marque Citroën, qui se situe à 13,5 % de la production nationale, est désormais inférieur à celui qu'elle réalisait en Espagne (11,3 %). Ce déclin, ininterrompu depuis 11 ans, s'était déjà traduit par 11 millions de francs de perte en 1991, par 11 millions de francs de perte en 1992.

Pour expliquer cette contre-performance, le PDG de Peugeot Citroën a reconnu avoir fixé des objectifs tellement ambitieux qu'ils pouvaient être décevants.

Il a aussi refusé la politique de rabais pratiquée par nombre de concurrents. Un refus qui devrait guère s'adoucir puisqu'en 1993, à poursuivre M. Calvet : « Nous arriverons à financer la

lité de nos investissements, mais pas à financer un endettement que je n'ai, pourtant, pas l'intention de laisser à la charge de l'entreprise jusqu'à la fin des temps ».

Néanmoins, le PDG de Peugeot Citroën a annoncé que la Xantia, pour laquelle Citroën a investi 6,5 milliards de francs, ne s'achève pas pour le moment en France. Grâce au développement de la Xantia, Citroën sera dotée d'un coupé, et grâce à la nouvelle Xantia, commercialisée en mars pour remplacer la Xantia (le Monde du 19 novembre). Tout est mis en œuvre, a assuré le PDG, pour le lancement de la Xantia, pour laquelle Citroën a investi 6,5 milliards de francs.

La Xantia, qui a été développée en France, ne s'achève pas pour le moment en France. Grâce au développement de la Xantia, Citroën sera dotée d'un coupé, et grâce à la nouvelle Xantia, commercialisée en mars pour remplacer la Xantia (le Monde du 19 novembre). Tout est mis en œuvre, a assuré le PDG, pour le lancement de la Xantia, pour laquelle Citroën a investi 6,5 milliards de francs.

PIERRE-ANGEL

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RAPPROCHEMENTS

British Airways a obtenu l'accord des autorités françaises pour prendre une participation dans TAT. British Airways a obtenu mardi 15 décembre l'autorisation des autorités françaises pour prendre une participation de 49,9 % dans la compagnie aérienne régionale française TAT European Airlines, a indiqué la compagnie aérienne britannique. La Commission européenne avait autorisé le 27 novembre la prise de contrôle de la compagnie française TAT. British Airways sous réserve d'une série de concessions de la part de la société britannique.

Thomas Cook et Owners Abroad s'allient. Le tour-opérateur britannique Owners Abroad et le voyagiste Thomas Cook, filiale du groupe allemand LUT, ont annoncé mercredi 16 décembre la conclusion d'un accord stratégique reposant sur des prises de participation croisées. Cette alliance repose principalement sur un important programme de coopération commerciale et financière. Thomas Cook a participation à 10,3 % dans le capital d'Owners Abroad.

Croisières Paquet a rapprochement en Italie. La compagnie Paquet a obtenu l'approbation des autorités italiennes pour prendre une participation dans la compagnie italienne Costa Crociere.

NOMINATION. M. Jacques-Henri David, quarante-neuf ans, président de la Banque Pallas Stier, a été nommé directeur général de la Compagnie générale des assurances, où il veillera tout particulièrement au secteur de la construction et de l'immobilier. Il rejoindra la Compagnie générale des assurances le 1er janvier 1993. M. Guy Dejouany, cinquante ans, président de la Compagnie générale des assurances, a été nommé directeur général de la Compagnie générale des assurances, où il veillera tout particulièrement au secteur de la construction et de l'immobilier. Il rejoindra la Compagnie générale des assurances le 1er janvier 1993.

PLAN SOCIAL. Le conseil d'administration de la Compagnie industrielle (Comipar), a adopté un plan social de 135 emplois, dont 115 seront supprimés. Le plan social a été adopté par le conseil d'administration de la Compagnie industrielle (Comipar), a adopté un plan social de 135 emplois, dont 115 seront supprimés.

Le conseil d'administration de la Compagnie industrielle (Comipar), a adopté un plan social de 135 emplois, dont 115 seront supprimés. Le plan social a été adopté par le conseil d'administration de la Compagnie industrielle (Comipar), a adopté un plan social de 135 emplois, dont 115 seront supprimés.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 décembre

Recal

Toujours sous le coup de l'annonce d'une baisse des taux, le marché a été calme, le Bourse de Paris a ouvert le mardi 17 décembre dans le calme après l'effacement des gains de la veille en fin de journée. En clôture, le CAC 40 a perdu 1,48 % à 1711,06 points.

Les valeurs financières ont été déçues par la décision des banques de relever d'un demi-point leur taux de base bancaire pour le porter à 10 %. Une hausse qui est due essentiellement à la dégradation de la situation des banques, notamment les banques étrangères.

Les prévisions de l'INSEE et de l'OCDE pour la croissance en France en 1993, en baisse par rapport à 1992, ne suffisent pas à rassurer les investisseurs qui ont effectué de multiples reprises des ventes en baisse de leurs perspectives de rendements pour 1993.

Selon l'Agence de France Presse, les investisseurs ont effectué de multiples reprises des ventes en baisse de leurs perspectives de rendements pour 1993. Selon l'Agence de France Presse, les investisseurs ont effectué de multiples reprises des ventes en baisse de leurs perspectives de rendements pour 1993.

NEW-YORK, 16 décembre

Nouveaux repères

Wall Street s'est replié mercredi 16 décembre, après une séance de hausse de la veille. Le S&P 500 a perdu 1,5 % à 2 258,19 points, en baisse de 29,18 points, soit un repli de 0,99 %. Le volume des transactions a été très élevé avec quelque 241 millions de parts échangées, dont près de 40 millions dans la dernière heure. Le nombre de valeurs en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse : 1 041 contre 736, alors que 619 actions sont restées inchangées.

Le titre IBM a poursuivi sa glorieuse ascension, passant de 114 dollars pour tomber à 117,78, soit son plus haut niveau depuis plus de dix ans. Le géant informatique avait annoncé la veille 25 000 suppressions d'emplois et la constitution d'une provision de 6 milliards de dollars contre ses réserves du quatrième trimestre, ce qui a fait ressortir la possibilité d'une baisse des dividendes.

LONDRES, 16 décembre

Progression

Les valeurs ont suivi le marché à terme à la hausse mercredi 16 décembre au Stock Exchange, accentuant leurs gains en fin d'après-midi après la position d'indicateurs économiques encourageants.

L'annonce d'une progression de 1,5 % des mises en chantier de logements résidentiels et de 0,4 % de la production industrielle en novembre a renforcé les espoirs d'une reprise économique mondiale dans le sillage des États-Unis.

TOKYO, 17 décembre

Hausse

Deuxième séance consecutive de hausse jeudi 17 décembre à la Bourse de Tokyo après une journée de nouveau dominée par les opérations à terme sur indice et les échanges de institutions. En clôture, l'indice Nikkei a adjoint 189,20 points, soit 0,98 %, à 17 437,91 points, avec un volume de 220 millions d'actions contre 250 millions mercredi.

Dans un marché tenu par les professionnels et notamment les organismes de retraite, la hausse a été surtout liée à l'espoir de voir le gouvernement réviser l'impôt sur le revenu.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

46-62-72-67

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	420	420	Imco	134 50	134 50
B.P.A.	23 70	23 70	Imco	36	36
Banque Paribas	400	400	Imco	128 10	128 10
Banque Paribas	220	220	Imco	305	305
C.A.I. de F. (C.A.I.)	700	700	Imco	133 60	133 60
Calsonic	221	221	Imco	700	700
Cass	704	704	Imco	283 10	283 10
CESEF	100	100	Imco	317	317
C.F.P.	345	345	Imco	80	80
C.N.I.M.	440	440	Imco	136	136
Colson	261	261	Imco	315 10	315 10
Condom	91	91	Imco	395 50	395 50
Crois	105	105	Imco	315	315
Daples	970	970	Imco	225	225
Danab	305	305	Imco	115	115
Danab	956	956	Imco	470 50	470 50
Danab	70	70	Imco	473	473
Danab	160 50	160 50	Imco		
Danab	150	150	Imco		
Danab	155	155	Imco		
Danab	120	120	Imco		
Danab	48	48	Imco		
Danab	420	420	Imco		
Danab	131	131	Imco		
Danab	720	720	Imco		
Danab	174 50	174 50	Imco		
Danab	10 50	10 50	Imco		
Danab	100	100	Imco		

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage 16 décembre 1992

Nombre de valeurs cotées : 61

COURS

ÉCHÉANCES

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 17 017

COURS

Dernier

Précédent

CHANGES

Dollar : 5,2820 F

Le dollar a baissé en légère

hausse à 5,2820 francs, jeudi

17 décembre, lors des pre-

miers échanges entre ban-

ques à Paris, contre

5,3090 francs à la clôture des

échanges interbancaires de

mercredi. Le dollar ouvrirait

à 1,5450 DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

Le franc a baissé à 1,5450

DM à la clôture.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FONSICAV

SICAV MONÉTAIRE D'INVESTISSEMENT

GESTION CDC TRESOR

FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Avec une performance de 9,93 % réalisée en 31 décembre 1991 et le 31 novembre 1992, FONSICAV a progressé de 9,93 % par rapport à la moyenne de la catégorie (9,38 %).

Sur un an glissant, fin novembre 1991 et fin novembre 1992, la performance de FONSICAV s'élève à 10,45 % (contre 10,28 % pour la moyenne de la catégorie).

Notée AAA par Standard and Poor's - ADEF

RESEAUX PLACERS :

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

TRÉSOR PUBLIC

Le Monde

par le Dr. Le Monde

Jacques Lasserre, directeur

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

de la rédaction

Cours relevés à 13 h 30

36-153

16/12

CHANGES

PAGE 01 OF 15

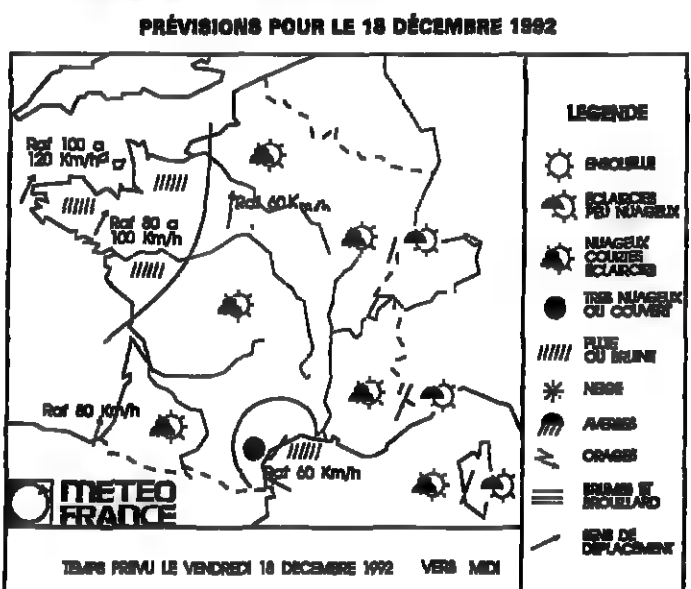
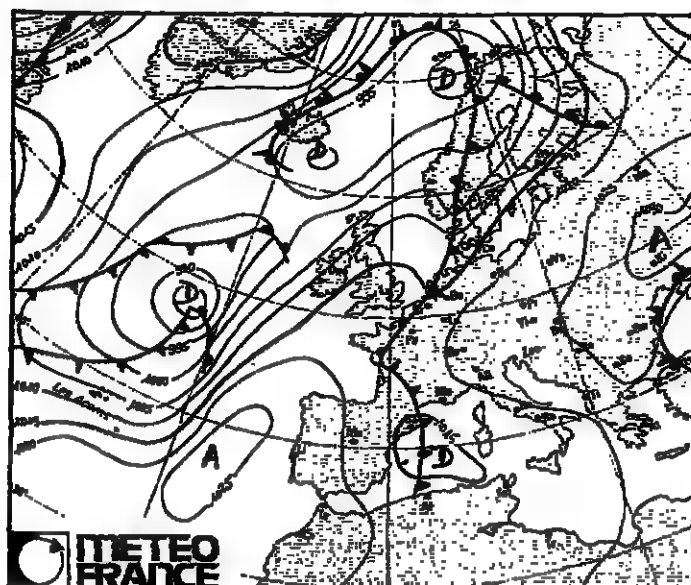
FINANCIÈRE

46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 DÉCEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



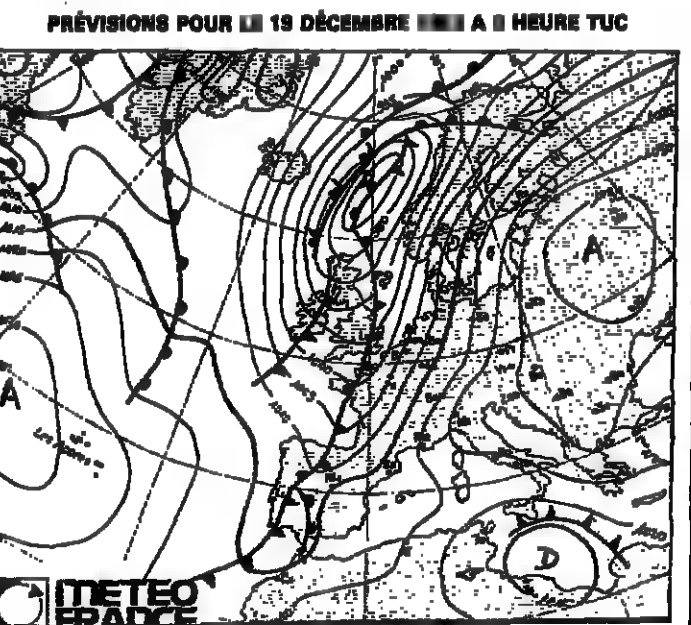
pluie et vent sur l'extrême Ouest. Assez beau ailleurs. Sur la Bretagne, la journée sera très médiane, avec de la pluie et un vent de sud violent, qui atteindra 100 à 120 km/h sur les côtes, 80 à 90 km/h dans l'intérieur.

Sur les pays de l'ouest, la pluie et le vent arriveront en fin de matinée, avec des rafales qui atteindront 70 à 80 km/h.

Sur le Poitou-Charentes, le Bassin Parisien et le Nord, après des éclaircies matinales, les nuages deviendront de plus en plus abondants; la pluie arrive dans la nuit.

Sur le Languedoc-Roussillon, la sera également médiane, avec un ciel gris, de la pluie et un vent de sud-est soufflant à 80 km/h.

Les températures maximales dans la région de la saison: de 10 à 15°C dans le Nord, de 15 à 20°C dans le Centre-Est, entre 20 et 25°C dans l'intérieur, et entre 25 et 30°C dans les régions littorales. Quant aux maximales, elles seront douces pour la saison: de 8 à 10 degrés du nord-est vers le sud, jusqu'à 15 degrés dans les régions littorales.



TEMPÉRATURES maximales - minimales - temps observé			Valeurs extrêmes relevées entre le 16-12-1992 à 6 heures TUC et le 17-12-1992 à 6 heures TUC			17-12-92		
FRANCE	STRASBOURG	1	2	3	LUXEMBOURG	1	2	3
ALGER	17	11	10	10	MADRID	18	10	8
BARCELONE	16	10	9	9	MARRAKECH	16	7	5
BORDAUX	15	9	8	8	MEXICO	15	11	8
BREIST	13	7	6	6	MILAN	8	3	3
CAEN	9	7	6	6	MONTREAL	8	2	2
CHERBOURG	9	7	6	6	MOSCOW	23	13	8
CLERMONT-FR.	14	8	7	7	NEW DELHI	23	8	3
DIJON	9	7	6	6	NEW YORK	7	2	2
GRANVILLE	9	7	6	6	PALMA DE MAJ	16	6	6
LILLE	10	8	7	7	PARIS	13	4	4
LIMOGES	12	7	6	6	REIMS	15	5	5
LYON	14	8	7	7	ROUEN	15	5	5
MARSEILLE	15	9	8	8	SEVILLE	15	5	5
NANCY	11	7	6	6	SINGAPOUR	30	23	17
NANTES	12	7	6	6	STOCKHOLM	6	3	3
NICE	16	9	8	8	STONBY	20	17	17
PARIS-MONT	11	7	6	6	TOKYO	10	3	3
PAU	10	7	6	6	TUNIS	19	4	4
PERPIGNAN	16	10	9	9	VARSOVIE	6	2	2
PORTO-PRINCE	20	22	20	20	VIENNE	6	5	5
RENNES	11	8	7	7	LOS ANGELES	13	8	8
ST-ETIENNE	13	8	7	7				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Vertiges

Ce jour-là, le Berry républicain tirait sur Hollywood en France 3, nous fasse partager quelques heures de l'ordinaire local de Jean-Michel Berdou. Parce que pour la suite, la soirée nous avait apporté davantage de questions que de réponses. Certains soirs, on aimerait s'organiser un petit « 7 sur 7 » en projection privée. On solliciterait son arbitrage sur tous les verbes sans réponse qui nous assaillent soit après soir. Ça pathétique revirement des députés à propos de la Haute Cour, par exemple. Les députés socialistes fonctionnent comme tout le monde: à l'aveugle. La vue

On était heureux que « Décryptages », le magazine des médias de France 3, nous fasse partager quelques heures de l'ordinaire local de Jean-Michel Berdou. Parce que pour la suite, la soirée nous avait apporté davantage de questions que de réponses. Certains soirs, on aimerait s'organiser un petit « 7 sur 7 » en projection privée. On solliciterait son arbitrage sur tous les verbes sans réponse qui nous assaillent soit après soir. Ça pathétique revirement des députés à propos de la Haute Cour, par exemple. Les députés socialistes fonctionnent comme tout le monde: à l'aveugle. La vue

d'Edmond Hervé leur jetant sa solitude du haut de la tribune leur a été insoutenable, comme à d'autres l'image des enfants somaliens. Honorable sursaut. Mais on imagine trop bien comment il sera accueilli. Et la Bosnie? Y faire la guerre, ou pas? Ils ne sont pas beaux à voir, les visages de l'impuissance phraséologique, les visages d'Elisabeth Guigou et Jean-François Deniau au « Point sur la table » d'Anne Sinclair, mais aussi nos visages à tous. Ils ne sont pas réjouissants, nos courages cacophoniques, nos aller et retour de girouettes écartelées entre l'élan et le raisonnement, nos « peut-être », nos « si faut voir », nos « si ne faut pas perdre de vue que... » Mais nous sommes incapables de mieux. Même Romy Brumman, président de Médecins sans frontières, invité-surprise d'Anne Sinclair, ne se posa pas en va-t-en-guerre. Il raconte seulement une histoire. Il subside, miraculeusement, dans les gravats de Sarajevo, un journal multiconfessionnel, multi-ethnique, honnête. Ce journal va fermer, faute de papier. Or 35 tonnes de papier attendent à Split, d'où partent les convois. Mais ceux qui chargent les convois jugent le papier moins urgent que les vivres et les médicaments. Ce se discute. Encore une question, en tout cas, que l'on n'a pu poser à Jean-Michel Berdou.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: « » signalé dans « Le Monde radio-télévision »; « o » Film à éviter; « n » On peut voir; « m » Ne pas manquer; « m » Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 17 décembre

- TF 1**
- 20.45 Série: Les Aventures de... Mémoires d'outre-mer, de Didier Albert.
 - 22.25 Magazine: Le Libris. A chacun sa... Invités: Pierre Lunel et Amour toujours, d'Helène Amberg; Norman Mailer (Héritier et son fondement); André Frossard (Le Péri de Dieu); Pierre Dubois (La Grande Encyclopédie des luttes); Coup de cœur: Le Gardien des ruines, de François Nourissier.
 - 23.35 Divertissement: Le Bébête Show.
 - 23.40 Journal, Météo et Bourse.
 - 23.50 Série: Chapeau melon et bottes de cuir.
- FRANCE 2**
- 20.45 Magazine: Envoyé spécial. Les enfants du monde: Roumely abandonnés, de Jean-Jacques Bessac et Jean-Michel Le Querler; Le Muséum des hommes (Ethiopie), de Frédéric Mitterrand et Paul Albertin; Les amis de la Régie Wagner et Philippe Luzzi.
 - 22.50 Cinéma: Vent de sable. Film de Mohamed Lakhdar-Hannou.
 - 0.30 Journal, Météo et Visages d'Europe.
 - 0.50 Magazine: Le Cerveau de minuit.
- FRANCE 3**
- 20.45 Cinéma: Bras de fer. Film français de Gérard Vergez (1988).

- 22.40 Journal Météo.
 - 23.05 Cinéma: Le Samourai. Film français de Jean-Pierre Melville (1967).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma: Les Arcadiens. Film français de Manuel Sanchez (1991).
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.10 Cinéma: Coups pour coups. Film américain de D. Serfati (1990) (v.o.).
 - 23.35 Cinéma: Tutti Frutti. Film américain de Michael Dinner (1988).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique: Espagne (a) permanente (a). Soirée conçue par Jay Morganstein et présentée par Carmen Maurs.
 - 20.41 Cinéma: L'Esprit de la ruche. Film espagnol de Victor Erice (1973) (v.o.).
 - 22.20 Documentaire: On ne vit qu'une fois. Abécédnaire de la mort 1978-1988, de T. Calé et Diego Mas Treles.
 - 23.20 Documentaire: Sierra de Ancorés. De Jose Maria Samiolo.
 - 0.00 Musique: Musique de la Galla. Concert donné au Théâtre Vico.
- M 6**
- 21.11 Cinéma: Le Terreur des gladiateurs. Film italo-français de Giorgio Ferroni (1983).

- 22.30 Cinéma: Celles qu'on n'a pas eues. Film français de Pascal Thomas (1989).
 - 0.25 Informations: Six minutes première heure.
 - 0.30 Magazine: Fréquentier.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique: L'ombre mendicante. Film français de Jean-Pierre Melville (1989).
 - 21.30 Profils perdus: Jean Nohain.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La Bessie, cité faubourg (1).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Chantal Gagnon et Mohamed Kadiri (Nécessaire du désert).
 - 0.50 Musique: Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 30 novembre au Châtelet): Concert pour quatre cors et orchestre en la majeur op. 88, Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, Symphonie n° 2 en ut majeur op. 81, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski; sol.: Paul Hecq, Jean-Paul Gantier, Jean-Yves Bernier, Isabelle Leroy, cornes; Heinrich Schiff, violoncelle.
 - 23.09 Aïna la nuit. Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 581, de Mozart; Ariane à Naxos, Sonate pour piano et harpe.
 - 0.33 L'Heure bleue.

Vendredi 18 décembre

- TF 1**
- 16.20 Série: Hawell, police.
 - 16.10 Club Dorothée.
 - 17.25 Jeu: Une famille en or.
 - 17.55 Série: Hélène et les garçons.
 - 18.25 Feuilleton: Santa Barbara.
 - 18.55 Magazine: Coucou, c'est nous! Invité: Fabrice Lucchini.
 - 19.15 Divertissement: Le Bébête Show (et à 0.40).
 - 20.00 Journal, Météo et Trafic infos.
- Jusqu'au 24 DÉCEMBRE.
- 20 % sur des milliers de cadeaux DANS TOUT LE MAGASIN.
 - 30 % sur une sélection DE GRANDES MARQUES DE MODE.
- ouvert dimanche 20 décembre.
- SAMARITAINE**

- 22.25 Sport: Boxe. Championnat d'Europe des poids plumes: Fabrice Bédichou contre Maurizio Stecca, en direct de Clermont-Ferrand.
 - 23.45 Journal des courses, Journal, Météo et Visages d'Europe.
 - 0.05 Cinéma: Made in USA. Film français de Jean-Luc Godard (1966).
- FRANCE 3**
- 18.35 Série: La croisière s'arrête.
 - 16.25 Magazine: Zapper n'est pas jouer.
 - 17.55 Magazine: Une pêche d'enfer.
 - 18.25 Jeu: Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. Le Petit Garçon, de Philippe Labro.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.30, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu: Hugoball (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement: La Classe.
 - 20.45 Magazine: Thalassa. Manhattan Parade.
 - 21.50 Magazine: Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Trois cart quatre-vingt-dix livres plus tard: kaléidoscope des meilleurs moments de « Caractères ».
 - 22.55 Journal et Météo.
 - 23.15 Traverses. L'Enfer du samouraï ou le Delfin japonais, de Jean-Claude Burger, d'après le livre de Dominique Nora. 2. L'Occident sous influence.
 - 0.10 L'Eurojournal: l'info en v.o.

- 18.20 Documentaire: Muséum des hommes, Arthur Honegger. De Georges Rouquier (rediff.).
 - 19.00 Documentaire: Je suis fou, je suis sot, le suis méchant. Autoportrait de James Enser, de Luc de Heusch.
 - 19.55 Série: KY TV.
 - 20.30 1/2 Journal.
 - 20.40 Magazine: Transit. Les petits et grands événements de la semaine commentés par une famille allemande et une famille française.
 - 22.10 Téléfilm: Les Enfants du dragon. De Peter Smith (1^{re} partie).
 - 23.45 Documentaire: Lueur d'étoile. Monique Loubère, de Dominique Delouche.
- M 6**
- 14.15 Magazine: Destination musique.
 - 17.00 Variétés: Multitop.
 - 17.30 Série: Les Aventures de Tintin. L'île noire (2^e partie).
 - 18.00 Série: Equalizer.
 - 19.00 Les Routes du paradis.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série: Cosby Show.
 - 20.35 Magazine: Capital (et à 0.55).
 - 20.45 Téléfilm: Marmagasin sous haute protection. De Neil Israel.
 - 22.30 Série: Mission impossible. Vingt ans après.
 - 23.30 Magazine: Emotions.
 - 0.00 Magazine: Culture rock. Le sage de Neil Young.
 - 0.25 Informations: Six minutes première heure.
 - 0.30 Magazine: Rapline. Shinedown, Waiting Souls, Audio 2.

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Marie Noë (2).
 - 21.30 Musique: Black and Blue. Telling that Talk. Avec Jean-Paul Loret.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La Bessie, cité faubourg (2).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Michel Chailou.
 - 0.50 Musique: Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Dolmas. En direct du Jazz Club Lionel-Hamilton à Paris: Les Bosses-Philips avec The All Star Jazz Band et Mariette Phillips.
 - 1.05 Papillons de nuit. Par David Jesse.

هكمان النحل

Le Monde DES LIVRES

Le jardin de Goethe

Il a vécu comme il a écrit, de tout son esprit, de tous ses sens, de toute son imagination
mais dans une perpétuelle exigence de la forme et de l'harmonie

GOETHE
de Pietro Citati
Traduit de l'italien par Brigitte F. M.
Gallimard, 540 p., 145 F.

DANS UN JARDIN DU MONDE
L'Europe selon Goethe
Textes de Goethe choisis par Claude Rolin
Maren Sell-Calmann-Lévy, 100 p., 82 F.

POÉSIE ET VÉRITÉ
Souvenirs de ma vie
de Goethe
Traduit de l'allemand
de Pierre du Colombier
Aubier, 510 p., 149 F.

HOMMAGE À GOETHE
N° 1 du numéro 112 (mars 1992)
de la « Nouvelle Revue Française »
Gallimard, 308 p., 65 F.



Goethe : classique, romantique et moderne.

Dans la première partie de *Poésie et vérité*, l'autobiographie de sa jeunesse que compose Goethe hexagénnaire, l'écrivain raconte son apprentissage des langues, notamment celui de l'anglais. La scène se passe en 1762, il a alors treize ans. « Mon père se donna un nouveau souci, celui d'incorporer convenablement l'anglais à la série de nos autres études linguistiques. Or j'avoue que j'étais de plus en plus réticent à tirer le sujet de mon travail, tant de moi-même que de l'auteur, et d'écarter ainsi, avec les heures, l'intérêt que je prenais aux choses. Il me vint donc à l'esprit de m'acquiescer de tout à la fois, et j'imaginai un roman où six ou sept frères et sœurs, éloignés les uns des autres et dispersés dans le monde, se communiquent mutuellement leurs affaires et leurs impressions. »

L'un écrit en bon allemand, une autre dans un style spécifiquement féminin, un troisième en latin, « avec quelques-uns un petit post-scriptum grec », un autre en anglais, un cinquième en français, un frère musicien en italien, et le plus jeune un yiddish, un qui « mettait les autres au désespoir par son effroyable jargon ». Pour mieux se glisser dans la peau de ses multiples personnages, Goethe étudie la géographie, les pays où résident ses héros et ajoute « sortes d'événements humains imaginaires, ayant quelque affinité avec le caractère des personnages et leurs occupations. De cette façon, mes cahiers d'exercice devinrent de plus en plus volumineux ; mon père fut content, c'est plutôt moi qui m'aperçus un jour que je manquais en richesses personnelles et en talent. Mais ces choses, une fois en

train, n'ont ni fin ni borne ». Et le jeune Goethe cherchant à assimiler le yiddish et à écrire aussi bien qu'il savait le lire se rend compte qu'il n'y parviendra ni manière ni méthode qu'en étudiant l'hébreu. Ce qu'il fait immédiatement.

On pourrait s'en qu'une anecdote édifiante et merveilleuse dans le récit de l'enfance d'un génie précoce. Goethe, qui ne doute pas un seul instant d'être un élu parmi les élus, pense lui-même à ces petites histoires où se manifestent, comme naturellement, la supériorité et le

talent, l'emprise de sa personnalité et l'ampleur inégalable de son imagination. Et ses contemporains, la foule des admirateurs qui l'accompagnaient tout au long de sa longue vie, n'ont pas manqué d'ajouter à ces récits d'innocentes guirlandes de souvenirs ébahis, transformant une vie d'exception en légende d'adulte.

Mais l'histoire du roman en sept langues et de la découverte de l'hébreu peut se lire comme une métaphore de Goethe tout entier. D'abord, en effet, de la certitude qui l'habite, la fois humble et aristocratique,

d'avoir reçu une grâce du destin - Goethe parle de « mérite inné ». Ce fils de bourgeois francfort se sent noble par essence, incapable métaphysiquement d'être autrement. Ce qu'on pourrait parfois prendre chez lui pour de la suffisance ou de la vanité est la simple reconnaissance de la grâce que sa vie et son œuvre peuvent en déchoir.

L'épisode, ensuite, indique que chez Goethe la création littéraire ne se sépare jamais de la vie. Ce qui rend l'entreprise biographique particulièrement difficile. Les deux marchent en même train, sur les hauteurs et le malin au cours de sa jeunesse, dans le divin ensoleillement de la mi-temps de l'homme mûr et chez le vieillard. On sait jamais ce qui compte le plus pour lui, d'avoir une belle vie ou d'écrire une belle œuvre. Ce plutôt, il sait très vite que sa grandeur tient précisément dans cette fusion des deux principes - l'art, la vie - qui existent et souvent de manière antagoniste chez les artistes. Lui, veut faire de sa vie une œuvre d'art et sait qu'il n'y parviendra qu'en se voulant écrivain.

Il vit comme il écrit, de tout son esprit, de tous ses sens, de toute son imagination, de tout son insatiable appétit, mais dans une perpétuelle exigence de la forme et de l'harmonie. Son amour de la vie est infini, comme est infini son besoin de beauté, de forme en forme harmonieuse. Il accueille tout, toutes les langues, toutes les civilisations, toutes les sciences, toutes les sensations. Il est poète et homme politique, naturaliste et dramaturge, diplomate et zoologue, philosophe et minéralogiste, historien et linguiste. Il sait parler avec les rois et avec les boutiquiers, il aime les femmes et les bêtes, la nature et les dieux. Il voudrait dilater son être jusqu'à être le monde lui-même ; et le plus beau, c'est que souvent il y parvient.

Dans l'hommage à Goethe publié en 1991 par la NRF, Thomas Mann écrit : « On le disait un possédé, à qui il n'était pas permis d'agir avec arbitraire. Sa dépendance tellurienne se manifestait par une telle sensibilité à l'égard du monde qu'il était à lui-même : « Je suis décidément un baromètre », et qu'il n'y a pas lieu de croire que d'être ainsi lié - ce qui implique qu'il était aussi relié - lui ait jamais paru comme une servitude dégradante pour sa personne, qu'il ait jamais mis sa volonté à lui faire résister. La volonté ne paraît d'ailleurs pas pour grand-chose dans la construction de cette vie et de cette œuvre qui paraissent mues par une force venue d'ailleurs, par l'acceptation d'un ordre des choses dont on aurait dû se débattre le reste. »

Pierre Lepape
Lire la suite page 33

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le capitaine Théophile

De Sainte-Beuve à Goncourt, les contemporains n'ont pas cessé de parler avec Théophile Gaudier, Les deux frères lui trouvaient « une lassitude d'hippopotame ». Mais Baudelaire voyait en lui « un poète impeccable », et Morand « un styliste exquise ».

Page 20

Pascal : Pensées ou Discours ?

Pascal était-il un maître de l'écriture fragmentaire, comme on le soutient depuis le romantisme ? Ou bien ces fragments étaient-ils destinés à être rassemblés sous forme de discours ? C'est la thèse contestée - d'Emmanuel Martineau qui publie les *Pensées* sous le titre de *Discours sur la religion*. Réunis autour de Michel Contat, quatre spécialistes (Jean Mesnard, Pol Veyrier, Philippe Sellier, Vincent Carraud) en débattent avec Emmanuel Martineau.

Page 29

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un cauchemar américain

Une superproduction de plus de mille pages signée Norman Mailer, avec Kennedy, Fidel Castro, Marilyn Monroe, Edgar Hoover, etc. Méditation sur la présence de la CIA dans la vie des États-Unis, Harriet et son fantôme est un roman d'éducation chez les espions.

Page 33

Lipovetsky, sociologue postmoderne

Une description savoureuse de la morale néo-individualiste

LE CRÉPUSCULE DU DEVOIR
de Gilles Lipovetsky
Gallimard, 292 p., 120 F.

Il y a au moins trois bonnes raisons de lire Gilles Lipovetsky. La première tient au plaisir que procure une écriture toujours claire et une pensée jamais péremptoire. On pourra contester la valeur de son auteur, pas son honnêteté. La deuxième raison est liée à l'opiniâtreté avec laquelle Gilles Lipovetsky, depuis l'Ere du vide et l'Empire de l'éphémère, tente de comprendre les mutations intervenues dans les codes sociaux et moraux des sociétés postmodernes.

La troisième enfin, plus futile en apparence, mais en apparence seulement, est qu'on brillera facilement sur les campus ou dans les salons pour peu qu'on y grappille quelques idées sur la famille, le sexe, le sport, la charité ou le management. Après tout, un livre est fait pour ça - et celui-ci est étonnamment en phase avec son temps.

Ce que nous annonce Lipovetsky, c'est une bonne nouvelle : la culture sacrificielle du devoir est morte. Et elle est

morte sans entraîner les catastrophes que redoutaient Nietzsche ou Freud. La morale laïque enfin émancipée des dogmes religieux nous sommes enfin insensiblement, depuis les années 50, dans l'ère de l'après-devoir, en abandonnant allégrement les notions comme celle de dette infinie ou de devoir absolu.

A ceux qui appelleraient de leur vœu ou redouteraient un retour de la « bonne vieille morale », Lipovetsky dit clairement qu'ils se trompent de combat et d'époque. Désormais, dans notre culture individualiste et hétéroclite, les brevétaires religieux, idéologiques et politiques n'ont plus cours, et la voix de l'idéal est atone.

Minimalisme éthique

Mais laissons l'auteur décrire ce qu'il entend par société postmoderniste : « Elle désigne l'époque où le devoir est édulcoré et anéanti, où l'acte de sacrifice du moi socialement délégitimé, où la morale n'exige plus de se dévouer pour une fin supérieure à soi-même, où les leçons de morale sont recouvertes par les spots du milieu-vivre, le soleil des vacances, le divertissement

médiatique. Les esprits chagrins déploreront ce minimalisme éthique, les politiques feront une croix sur leurs utopies, les intellectuels se reconverteront au pragmatisme qui commande l'organisation de nos plaisirs. »

Le néo-individualisme est aussi allergique aux impératifs sublimes de la morale qu'il leurs transgressions. « Plus d'excès ! » pourrait être son mot d'ordre.

Rien à voir donc avec le nihilisme ou le flottement intégral des valeurs. L'intérêt est compris de chacun implique un esprit de tolérance, la vertu cardinale si l'on en croit les statistiques dont Lipovetsky s'appuie son essai, tolérance souvent synonyme d'indifférence.

On pourrait objecter à Gilles Lipovetsky que le processus de pacification des comportements individuels qu'il décrit correspond en tous points au style de vie de la bourgeoisie installée dans ses privilèges et dans son confort (la société postmoderniste avec ses shows télévisés et caritatifs apaisant en douceur les reliquats de mauvaise conscience), mais peut-être un peu moins à ceux que guettent le chômage, le racisme, la délinquance, la marginalisation sociale. Il n'accorde pas

regimber, précisant même : « Partout, l'individualisme gagne en prenant aux visages des antagonistes : intégré et maîtrisé, gestionnaire et mobile pour la grande majorité ; « paumé », éternuellement, pour les minorités. » Il faut penser, nous dit-il, l'âge postmoderne comme un « chaos organisationnel ».

Un peu trop chaotique pour les uns, un peu trop organisé pour les autres, serions-nous donc du répondre. Et sans doute est-ce là la principale faiblesse de l'essai de Lipovetsky : affirmer qu'il n'y a point de tâche plus cruciale que de faire progresser l'individualisme responsable, mais ne pas se donner les moyens théoriques d'aller au-delà de ces mêmes paroles. On pourrait enfin se demander si une théorie minimale ne correspond pas à une pensée minimale si une pensée à électrocardiogramme plat et à haute tension narcissique n'induit pas une pure culture de la pulsion au mort. Mais on serait outrepasser les limites d'un essai pour séduire.

Roland Jaccard

Ingmar Bergman

LES MEILLEURES INTENTIONS

ROMAN

TRADUIT DE SUÉDOIS
PAR C.G. BIERSTROM ET LUCIE ALBERTINI

Tiré du livre,
le film
de Bille August
a obtenu
la Palme d'Or
au festival de Cannes
1992.

GALLIMARD

LE MONDE DES LIVRES

POÉSIE

Etat critique

Pour Jean-Marie Gleize, la poésie vit de « son état de crise ». Il voit même là sa « seule définition possible aujourd'hui »

A NOIR
Poésie et littérature
de Jean-Marie Gleize.
Seuil, 1992, 230 p., 140 F.

**UNE AUTRE ANTHOLOGIE
DES POÈTES
EN VAL-DE-MARNE**
présentée par Henri Deluy.
Fourbis, 1992, 180 F.

La poésie et ses limites. La poésie et sa négation, son impossibilité, son empêchement. La poésie comme état de crise, interrogation permanente, affrontement, contradiction. La poésie « métier d'ignorance ». En reprenant la belle formule de Claude Royet-Journoud, Jean-Marie Gleize situe la question de la poésie en un point aveugle : celui où elle peut aujourd'hui sinon recevoir une réponse en forme de méditation positive du moins prendre un sens et s'inscrire dans une histoire.

Aujourd'hui, c'est-à-dire dans cette « crise », la poésie a été inaugurée (notamment) par Rimbaud : au commencement du noir, lettre initiale du poème, premier mot du geste poétique, source obscure à partir de laquelle la poésie scode, ou non, la libellé.

« La poésie » n'existe pas, écrit Jean-Marie Gleize, n'existe plus. Ce qui ne signifie pas, bien sûr, le tarissement de la pratique poétique mais simplement que la poésie vit son état de crise, sans doute de son état de crise, un état critique et autocritique permanent, qui est certainement sa seule définition possible aujourd'hui. L'intérêt et l'intelligence de cet essai, qui poursuit une réflexion commencée il y a une dizaine d'années (1), est d'envisager la question de la poésie de l'intérieur.

Il ne s'agit donc pas pour Gleize de se livrer à quelque vague considération sociologique sur la désaffection dont souffrirait un genre littéraire menacé, fragile, de calculer sa place minimale dans l'improbable échelle des « pratiques culturelles ». De la poésie s'écrit (trop sans doute), se publie (beaucoup, suffisamment), se donne à lire (rencontrant, comme il se doit, une audience restreinte). Seul son traitement critique et médiatique demeure problématique. Souhaitant la survie culturelle de la poésie et le prestige d'un peu moins d'élites, Gleize, en marge de son propos, avance cette explication :



Jean-Marie Gleize : « Les Français non lecteurs de poésie sont croyants, mais pas pratiquants. »

« Les Français non lecteurs de poésie sont croyants, mais pas pratiquants. »

La modernité n'est pas une notion nouvelle. Avant de briser un vaste panorama critique de la poésie contemporaine, l'auteur convoque, pour analyser son anachronisme, Lamartine, Verlaine et aussi Stendhal. Le premier, qui avait de la poésie une conception positive, ouverte sur ses lecteurs, qui voulait faire d'elle une « raison chantée », dessinait, à l'inverse, dans *Raphaël* (publié en 1849, après donc les grands poèmes *Malin*, *Recueils*), la silhouette d'un poète « sans lyre », cherchant « à donner une voix à l'impossible ». A propos de Verlaine, Gleize remarque la « logique du déplacement » la « science de la maladresse » à l'œuvre dans les *Œuvres complètes* et jusque dans l'agencement du recueil.

Contre les néo-lyriques et les antidémocratiques

Quant à Stendhal, il est salué comme « anti-poète », menant sur le vers et la prose une opération critique dans laquelle le mouvement de l'écriture recuse, par ruptures, l'artifice d'une continuité narrative et lyrique. Cette déstabilisation, cette mise en crise, s'affirme également dans le « travail du trouble » de Germain Nouveau, le « vacarme funèbre » de Tristan Tzara et, enfin, dans le message du *Manifeste* à l'invisible (« D'ailleurs, il n'y a rien à voir là-dans »), puis au « phrasé », au

« mots-visibles » des *Illuminations* de Rimbaud.

« Ce qui importe, c'est le retour à la critique, le non à la poésie qui porte toujours la poésie en elle-même, vers ce qu'elle ne peut pas dire. » Ignorance donc, refus, haine (Georges Bataille), travail négatif du négatif, même non-existence de la poésie (affirmée par Denis Roche en 1972 dans son *Mépris*) : tel serait donc le prix à acquitter, le noir à tracer pour séparer la « vraie » poésie — celle qui aux yeux de l'auteur importe — de l'illusion continuée et répétée par les poètes de cette sombre vision.

Qui sont ces « ennemis » ? Les « néo-lyriques », qui n'ont rien entendu de la leçon des avant-gardes, qui réduisent ce « refus » ou, du moins, son a priori, à *Antidémocratiques* qui affirment, au lieu de cette autocontestation ou destruction, les pouvoirs et les vertus positives de la parole poétique, qui, au lieu de cette « haine », éprouvent son contraire, le sentiment en pratique l'éloge, la célébration, la méditation, dans le sentiment lyrique d'une présence au monde, d'une « poésie » à l'autre. Pourquoi ce sentiment devrait-il être naïf et mièvre, réactionnaire ? En quoi serait-il celui de la décadence, de l'absence et de la mort, même si le type de poésie (encore à définir) incriminée n'obéit pas à l'impératif catégorique du négatif, tel que le formalise Gleize ?

Toute poétologie est réductrice.

La logique de l'affrontement tend à réduire, à moquer, l'adversaire ou à le désigner comme un objet d'ignorance, on peut faire profession, sincère, d'ignorance, mais on devient alors docte, inquisiteur. Jean-Marie Gleize, lui-même, ne se refuse pas à ce travers. Sa réflexion est, par ailleurs, stimulante, riche, parfaitement informée. Qu'il en dise, c'est encore et toujours sur le possible de la poésie qu'elle ouvre. Possible multiforme, mais jamais moins que Ponge, Reverdy ou Anne-Marie Albiach ou Joseph Grigolletti, du Bouchet que Pierre Oster, Michel Deguy, Jean-Pierre Lemaire, Jacques Réda ou Emmanuel Hocquard témoignent.

Il ne s'agit nullement de prôner une démission ou caricature reconfortante, mais simplement d'appeler au respect de la parole, qui est toujours celle de l'autre, celle de l'interlocuteur possible. C'est dans cet échange et de cette attention que le poème, frappé par sa propre stérilité, meurt.

De ce témoignage multiforme, l'anthologie publiée par Henri Deluy, à la suite de la première Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne, qui s'est tenue en novembre 1991, offre la trace. Une cinquantaine de poètes français et étrangers connus (Eliot, Deguy, Roubaud, Zanzotto...) ou non, par le poème, acte de présence. Il y a aussi des absents : ceux, peut-être, tout à l'heure désignés comme les « ennemis ».

Quel enseignement tirer de cette lecture ? Dans son livre, Jean-Marie Gleize parle de « photographie décourageante » de la poésie, « anthologies éclectiques », « chaos de pratiques individuelles ». Mais n'est-ce pas précisément l'intérêt de ce genre d'entreprise ? et un « chaos », fait d'inégalité, de solides masses et de quelques aberrations, n'est-ce pas finalement la preuve que la poésie, à chaque fois singulière et réinventant ses fondements, traverse de questions, de contradictions et de négations, n'a pas encore fini de parler ?

Patrick Kéchichian

(1) Voir *Poésie et Figurement*, Seuil, 1983.

★ Signalons également le livre d'Alain Fournier sur la Poésie, approche des formes, des contenus et des idées de ce genre littéraire (Gallimard, coll. « Poésie », 366 p., 110 F.).

Le poème et l'écart

André du Bouchet poursuit sa marche solitaire vers « cette émotion appelée poésie »

AXIALES
d'André du Bouchet.
Morgana, France, 132 p., 100 F.

MATÈRE DE L'INTERLOCUTEUR
d'André du Bouchet.
Morgana, 110 p., 100 F.

André du Bouchet a la volonté de se tenir à l'écart. La parole vive, exigeante, que ses poèmes font entendre, qu'ils construisent et distribuent sur la page, ne laisse rien à l'expérience séparée du langage, au jeu ou au vertige combinatoire des mots. Elle n'est que plus, cette parole, posée dans l'intimité du moi pour être convoquée à son épanchement ou à sa plainte.

Mais cette distance prise, affirmée depuis quarante ans — peu d'œuvres apparaissent davantage autour d'une exigence première, — est d'abord, précisément, le geste d'une proximité. Le paradoxe n'est qu'apparent. Proche, du Bouchet fait de son « chaos universel » un monde de terre : « un monde la parole / où l'un de nous, alors, n'a pas à respirer. » ; « terre non divulguée comme, / informe, elle a rejoint les yeux. / terre / sera le nom limpide, / aussi tôt. » En rendre présent le « chaos », par la langue qui se « déchaîne » le nom limpide, « secret », «

assurément se maintenir dans l'écart, le protéger.

Pour lire les poèmes d'André du Bouchet, pour découvrir et s'emouvoir de leur littérale simplicité, il faut sans doute se dépêcher de l'idée d'une poésie qui serait, qui est ailleurs, courtoise, pensée, récit, histoire, parole d'éloge ou de révolte. Ce qui se dessine ici, c'est le chemin de ce monde proche, « si loin de l'esprit et du monde de l'homme qu'il ne peut même pas le penser » (Pierre Reverdy, cité par du Bouchet), c'est l'espace, vers la fois improbable et tangible, qu'il se promet.

Engagement total

On savait la place importante que l'œuvre de Pierre Reverdy occupe dans l'univers mental du Bouchet. Deux textes consacrés à l'auteur de *Matière de l'interlocuteur*, livre qui accompagne le recueil publié en 1988 (*Axiom*), — inscrivant dans la marge du poème, non pas son contexte mais sa glose, mais la constante réflexion sur les moyens, la méditation continuée jusqu'à la fin (1).

A propos de Reverdy donc, du Bouchet écrit en 1951 : « Le désir d'arriver à l'appréhension, et le monde littéral, l'écriture. » Une poésie ira par ces ruptures. »

« L'œuvre réalisée roulera entre la dureté et elle se ressaisit en une dispersion à peine plus tangible que l'air. » « Poésie naturellement tragique — toujours en flèche d'un vide — associée de la plénitude dont elle demeure en deçà tous les jours, sans l'exigence est impuissante. » Et plus tard : « On prend fin ce que nous sommes capables d'imaginer, subitement se dessine la réalité, le monde — jamais résolu — que Reverdy, comme nul autre, aura su localiser — « si loin », mais en la pensée à tout instant pour l'absolu. »

Si Pierre Reverdy est le fondateur d'une poésie, plus précisément d'une conception de la poésie — jamais résolu — faite de rupture, d'écart et d'exigence, d'engagement total de soi — dont André du Bouchet se réclame, ce n'est pas au titre du maître invitait au mimétisme ou à l'imitation : la dette ne peut s'acquitter à ce prix. Ce qu'enseigne Reverdy, c'est précisément cette attitude irréductible, une singularité anecdotique, affirmée et vécue en vue de « cette émotion appelée poésie ».

« Par un mot qui se déchaîne, je suis entré dans la langue. » La poésie d'André du Bouchet est dans l'acte d'un mot qui, soudain « détaché », libère la langue d'elle-même, des contraintes discursives et des règles du discours. Le mot « hors

du sens », « le mot qui a trouvé son poids ira glissant sur la machine indifférente avérée... » Il sera libéré pour nommer l'espace et le monde qui le sollicitent. Les liens menagés et préservés sur la page ne sont pas destinés à figurer des silences ; ils montrent, pour ainsi dire, ce qu'il y a derrière les silences, de matière et d'air, — exposent la parole qui s'écrit au dehors, c'est-à-dire au monde.

« Perte de soi désaltère. » C'est au prix d'un dessaisissement, d'un écart, la parole peut-être libérée, mais elle ne choisit. L'absence, ici, n'est pas sacrifice. Dans les « purs débris de la terre sèche et sans lustre » se présente le motif d'une joie vierge, d'un accord entre possible avec le monde. Paul Celan, lui-même proche du Bouchet, concevait la poésie comme dialogue, « dialogue éperdu », « rencontres, chemin d'une voix vers un toi vigilant ». Que serait le poème qui tente de le dire, dans l'horizon où le « toi » de « l'interlocuteur » se profile ?

P. K.

(1) Voir *Le Bouchet* (1971) d'André du Bouchet, édité et présenté par Michel Collot (1990), « Le Monde des Livres » du 20 avril 1990, constituant le premier moment de cette réflexion.

GILLES PERRAULT

Perrault nous offre un véritable monument de son art et de son talent.
Edwy Plenel, *Le Monde*



Gilles Perrault nous raconte, dans une langue merveilleusement claire, la naissance des premiers secrets du monde, sous Louis XV... Plongée en piqué, dans le XVIII^e siècle, ses personnages bouillonnent au galop sur des chemins sinueux, ses dialogues enlevés, ses histoires d'alcôves. Eh bien, on marche. On ne peut plus lâcher cet enchevêtrement d'aventures mettant en scène des rois et des princesses... Un livre jubilatoire.

Dominique Louise Pellegri, *Télérama*

Tout le livre est passionnant, tellement sidérant... Le siècle est là, qui se décompose en beau travail écrit de main de maître.

Journal du Dimanche

l'Histoire

chez FAYARD

LE MONDE DES LIVRES
HISTOIRE LITTÉRAIRE

Pascal : Pensées ou Discours ?

L'édition donnée par Emmanuel Martineau est-elle conforme à un premier état des « Pensées » de Blaise Pascal ?
Les meilleurs spécialistes actuels en débattent

DISCOURS SUR LA BELLE-ÂGE
et sur quelques autres sujets
de Blaise Pascal, restitués et publiés
par Emmanuel Martineau.
Fayard/Armand Colin, 280 p., 280 F.

Depuis leur première édition, dite de Port-Royal (1670), les papiers posthumes de Pascal (1623-1662) qui devaient former son « Apologie de la religion chrétienne » ont été publiés sous le titre de *Pensées de M. Pascal sur la religion et quelques autres sujets*, puis simplement sous *Pensées*, devenu classique. Les grands tourments de l'édition de ces papiers sont marqués par les noms de Faugère (1844), Brunschvicg (1897), Lafuma (1951), Emmanuel Martineau, jeune chercheur indépendant.

Accompagnée d'un important appareil critique, elle révolutionne l'idée, datant du romantisme, de l'« écrivain génie » (Ch-



teaubriand) qui aurait inventé, en plein siècle classique, l'écriture discontinuée, la forme fragments. Cette édition entend, en effet, restituer les discours originaux dans lesquels Pascal aurait découpé des fragments pour les réunir en un tout, avec des titres, en vue d'une nouvelle rédaction, que la maladie, la mort ou des obstacles du genre ont empêché d'entreprendre.

Nous avons donc à quatre des spéculations de Pascal les plus réputées aujourd'hui, MM. Jean Mesnard, professeur émérite à la Sorbonne, éditeur des *Œuvres complètes de Pascal* chez Laffont (le tome 6, qui comprendra les *Pensées*, va paraître en 1993), Pol Ernst, professeur émérite à l'université de Louvain, auteur d'une *Introduction à la philosophie et à la théologie de Pascal*, Philippe Sellier, professeur à la Sorbonne, éditeur des *Pensées* dans les « Classiques Garnier » (1976, Bordes, 1991), Vincent Carraud, maître de conférences à l'université de Caen, qui vient de publier aux PUF *Pascal et la philosophie* (1), de débattre avec Emmanuel Martineau de son édition.

« Vous affirmez que votre édition des papiers de Pascal est « la seule édition objective possible ». Est-ce bien prudent ?

E. Martineau. — Un peu provocante, mais ne veut pas dénigrer. Il s'agit, bien entendu, de l'objectivité du principe que je propose et non pas de son application concrète, qui pourra, voire devra, être améliorée par d'autres utilisateurs. Ce que j'appelle l'objectif, ce n'est donc pas les discours que je reconstruis, c'est l'hypothèse même selon laquelle Pascal se serait exprimé, comme tout le monde à son époque, dans une forme que l'on appelle le discours.

J. Mesnard. — La donnée de départ, c'est que nous passons de la forme pensée, de la forme fragments à la forme discours. Ce problème n'est pas absolument nouveau, puisque la tendance à réunir les grands fragments, les grands morceaux, dans une *Disproportion de l'homme* comme « l'imagination », l'ensemble des pensées plus brèves, s'est imposée à partir du XVIII^e siècle. Ce qui est nouveau, c'est l'idée que Martineau, c'est que la notion de discours n'est pas la totalité des *Pensées*, considérées comme des fragments d'un discours découpé.

Je dirais qu'il y a un cas, et un seul, où l'on peut dire que Pascal a fait deux discours avec un seul texte, c'est le fragment A.P.R. (sigle généralement traduit par « A Port-Royal »), numéroté 149 par Lafuma dans l'édition qui fait encore autorité, l'*Œuvre de Pascal*. C'est ce qui reste des notes de Pascal pour une conférence dans laquelle il aurait exposé le dessein de l'Apologie.

Cette conférence, connue par le témoignage tardif d'Etienne Fériet, le neveu de Pascal, est très importante dans l'argumentation d'Emmanuel Martineau, puisqu'elle était forcément un discours. Là, en effet, Pascal a détaché de ce fragment une partie qu'il a transportée ailleurs. C'est la situation typique à partir de laquelle Martineau affirme que Pascal a fait des fragments avec des discours. Mais ce qui

semble probant pour sa thèse, pose en fait plus de problèmes qu'il n'en résout, on peut dire qu'à l'intérieur de ce fragment « A.P.R. », il y a des fragments. On a donc la preuve que Pascal commence par le fragment et ensuite développe de fragments à former le discours.

E. Martineau. — Il ne dirait pas qu'à l'intérieur d'« A.P.R. », il y a des fragments, mais des notes cursives. Il ne faut pas confondre, notes cursives, comme nous en avons beaucoup, et notes de travail, que je appelle les fragments de fait, non de droit.

Le papier ou le sens

Le discours, tel que Pascal l'écrit, selon nous, est constitué dans son esprit de fragments, mais il le note d'une façon discontinue sur des supports différents. La thèse de Pol Ernst, qui veut de fragments de textes continus, matériellement continus, en partant des caractéristiques du papier et des graphies, devrait venir confirmer la réalité matérielle de vos « discours ». Or il se trouve que Pol Ernst et vous êtes en contradiction sur la constitution de ces fragments parce que les feuilles elles-mêmes présentent une écriture discontinue. Il semble que vous ayez tous les deux la même idée, mais vous utilisez des méthodes tout à fait opposées. Pol Ernst part de ce principe : le papier d'abord, Emmanuel Martineau part de l'idée.

E. Martineau. — Il y a une objection, pas à l'entreprise de M. Ernst, mais à l'idée selon laquelle l'entreprise se concentrerait sur l'affectation spéciale. Pour moi — et je peux le prouver ou tout au moins le soutenir sur pièces — il y a des textes autographes de Pascal qui sont recopiés. Cette distinction entre textes de premier jet et textes recopiés par Pascal lui-même, je ne l'ai trouvée dans aucun travail philologique classique, y compris celui de J. Mesnard et celui de M. Sellier.

J'ai été amené à privilégier cette distinction en partant du fait que les autographes de Pascal, beaucoup de fois, sont indéchiffrables ou quasi indéchiffrables de toute nature, c'est-à-dire sans l'évidence du recopiage. J'en conclus provisoirement que le Pascal de premier jet est toujours un grand toucheur, un homme de reprises, de remords, de nombreux. Lorsqu'il n'y a pratiquement pas de reprises — citons, par exemple, « Le Mystère de Jésus » — nous sommes devant un texte recopié. A cet égard, je crains que M. Ernst ne reconstruise souvent que des grandes feuilles de recopiage, mais cela n'a pas pour moi de conséquence sur ce que j'appelle le discours pascalien, qui est d'abord une méthode philosophique et doctrinale.

P. Ernst. — Pour moi, c'est d'abord une entité matérielle. Le support matériel qui correspond m'oblige à considérer que ce sont d'abord des fragments et que tous ou presque tous ces fragments ont été découverts par Pascal lui-même.

E. Martineau. — Mais mépriser la philologie matérielle, je crois que celle-ci n'est tout simplement pas habilitée à trancher les questions les plus délicates qu'il faut prendre.

Souvenons-nous d'accord du point de vue formel : si l'écriture fragmentaire il y a chez Pascal, elle est sans modèle et sans précédent dans la littérature française.

Ph. Sellier. — Il est difficile de le savoir parce que nous avons, en fait, l'atelier de Pascal, ce que nous n'avons pas aucun écrivain de son époque. De façon générale, jusqu'à vous, M. Martineau, toute la philologie pascalienne soutenait le contraire, c'est-à-dire que Pascal jetait d'abord des notes fragmentaires ou recueillait des fragments (des Pères, etc.), et ensuite mettait tout cela en forme. Là où vous avez raison, c'est que l'écriture de Pascal est certainement une écriture de rédaction fragmentaire. Les textes devaient devenir des discours. Il n'y a pas de tout chez lui l'idée romantique selon laquelle le fragment vaudrait mieux que toute une forme.

E. Martineau. — Pascal, tout le monde, faisait des brouillons et ensuite mettait au propre. La qualité que j'évoque, ce n'est pas celle du brouillon et du propre, c'est celle du fragment et du discours. Et il me semble que, dans l'écriture de Pascal, il y avait des brouillons de Pascal, mais qu'on n'en avait d'aucun autre classique, on a pris ce qui était de simples brouillons pour des fragments. Ce qu'on appelle les *Pensées*, ce ne sont que des brouillons !

P. Ernst. — Ce sont exactement ce que l'on appelle des « avant-textes », mais le néologisme utilisé par l'Institut des Textes et Manuscrits.

Mais cette notion suppose qu'il y ait un texte. Et, dans le cas de Pascal, il n'y a pas.

P. Ernst. — C'est-à-dire que nous n'avons pas le texte complet, achevé, publié par l'auteur.

E. Martineau. — Un brouillon de grand écrivain est du texte.

V. Carraud. — D'une part, Pascal prend des notes, en effet, et il faudrait bien distinguer les notes des fragments. D'autre part, on voit comment, en partant souvent d'un pré-texte, d'un texte extérieur au sien (Montaigne, Augustin, Descartes), Pascal travaille d'une manière qui ne peut être irréductible à la simple notion de fragment et qui est beaucoup plus que la simple de travail : il transforme sa pensée en partant d'un autre texte qui l'entraîne à une réflexion, laquelle est sa propre.

Ph. Sellier. — Pourquoi ne pas dire simplement que nous avons à la fois des fragments relativement élaborés, des grands fragments et des fragments de simples notes et des petits textes de Pascal regroupés par thématiques ?

Ph. Sellier. — Je reprendrais, je crois, les éloges de M. Jean Mesnard, c'est-à-dire : « édition extrêmement brillante, stimulante », mais j'ajouterais quand même : souvent fragile.

Le livre que j'ai choisi pour cette édition, le luxe de l'appareil de justifications, les ligatures, ne font-ils pas que l'ouvrage n'est pas un public très restreint ? C'est que vous envisagez de donner un format de poche le texte de ces discours ? Ne serait-ce pas trahir l'évolution de la pensée de Pascal en la ramenant à un stade primitif, faire de Pascal un homme à la recherche du *Logos* ? Hélas, que la tradition, interprétative, bien qu'esthétique, de Pascal le voit comme un précurseur de Nietzsche ou de Valéry ?

E. Martineau. — Je reviens à la première réponse : j'avais commencé : extraire de cette édition le texte sans ses justifications, ce serait dogmatique, ce serait justement faire de l'illusionnisme, faire oublier ce texte, c'est moi qui le propose, une personne d'autre. Si nous faisons une édition de poche — c'est d'ores et déjà prévu — on mettra certainement, sur une page de gauche, le texte et, sur une page de droite, les diverses justifications.

Débat animé par Michel Contat

(1) *Pascal et la Philosophie*, PUF, coll. « Epiméthée », 471 p., 280 F.

Clottès

LE VOYAGE A VENISE

Le voyage à Venise ne relève pas d'un prévisible enchantement mais mieux : d'une délectable découverte.

Frédéric Vitoux, Le Nouvel Observateur

Clottès

Le très bel ouvrage de Jean-Claude Simenon réunit les écrivains et les peintres qui firent le voyage en Terre sainte entre la fin des Lumières et les débuts de notre siècle. C'est somptueux.

François Bort, Le Monde

278 p. 498 F.

Clottès

LE VOYAGE EN TERRE SAINTE

sempé

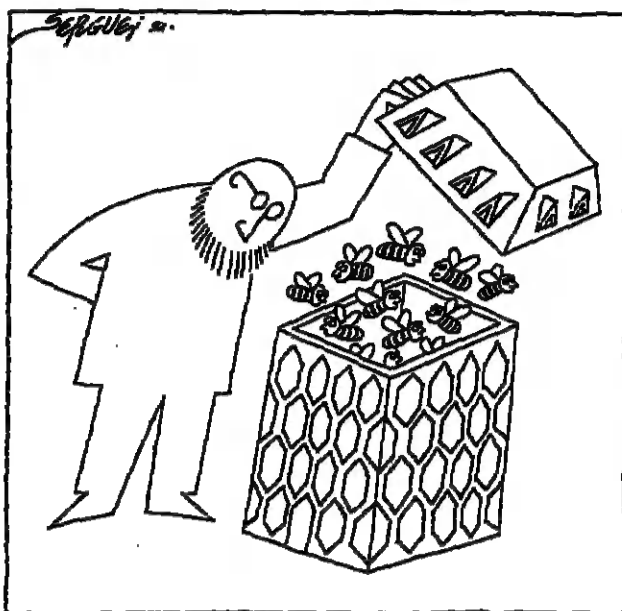
Dessins originaux
Estampes

GALERIE
MARTINI GOSSIEUX

59, rue de l'Université 75007 P.
Tél. 47 43 48 52

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



Le XIX^e siècle sans Marx

Le XIX^e siècle est le maître mot qui surgit encore d'un lot d'études bien renouvelées portant sur certains groupes sociaux qu'on croyait autrement consensés. Les artisans scrutés par Jean-Michel Gourdieu, dans un livre clair, sans clichés et fort bien illustré, montrent qu'on a eu grand tort de projeter l'ombre du prolétariat selon Marx sur ce peuple de l'atelier. Les très petites entreprises qu'il hante sont, à vrai dire, incroyables et utiles parce qu'elles sont malléables, qu'elles résistent aux crises comme aux concentrations sauvages, mettent à l'abri de chômage quand il le faut et cultivent de précieuses sociabilités qui évitent de désespérer. Bref, c'est en bonne part

grâce à ces conservatoires du métier que la lutte des classes restera longtemps « en deçà et au-delà des représentations politiques » qui mobilisent les militants, bien isolés, du « mouvement ouvrier ». On peut dès à présent redessiner aussi, avec la même fermeté, le monde patronal de l'entreprise moderne née de la révolution industrielle, qui sut si vite se différencier par l'orgueil et la hardiesse dans cette société à pâte molle. Jean Lambert-Dansette, lui-même descendant d'une solide dynastie du Nord, s'est fait depuis de nombreuses années l'historien de ces futurs « bourgeois », très souvent sortis du peuple de l'atelier ou de la glèbe, qui se lancèrent à corps perdu dans la création et l'exploitation de mécaniques, de fabriques et d'entrepôts.

Sa description à ras du sol, pleine de méandres, bourrée de détails piquants, traque des centaines de jeunes capitaines d'industrie du berceau à la mort, en famille et au bureau, elle les suit ahanant, ruinés ou conquérants, sensibles aux honneurs, tyranniques au besoin et pourtant si fragiles. Elle dit, avec une précision élégante de vrai stendhalien, leur jouissance à créer, leurs motivations polymorphes au sein desquelles l'argent ne fut pas le premier vrai bonheur.

Le romanisme de 1830 prend la figure — qui n'est point si triviale — d'ambitieux chemins qui tracent des torrents de vapeur, de marais bientôt noyés résonnant du halètement des premiers moteurs.

Le plus piquant peut-être dans ce vagabondage au fil du XIX^e siècle est qu'on pourrait retrouver, en forçant à peine le trait, presque autant d'entrainement chez les « savoureux racheurs » qui fascinaient Odine : les congeries. Ces descendants des Suisses barrant l'accès aux hôtels huppés avant la Révolution, devenus les êtres étranges qui veillaient aux frontières des intimités dans les immeubles du commun, ont très précocement échauffé les sangs et

l'imagination de leurs locataires et surtout, parmi eux, des plumitifs et des artistes aussi prompts à démentir à la cloche de bois qu'à ciseler la satire.

Jean-Louis Deaucourt consacre en effet à ces cerbères pleins d'humour, tour à tour bête noire et providence de leurs ouailles, un petit livre ébouriffant, nerveux, joliment écrit et parfaitement informé. Il aurait pu se contenter de relire en diagonale Balzac ou Eugène Sue et de feuilleter Daumier. Il a eu le réflexe d'aller piocher dans des archives vierges pour mieux enchaîner la pipelote des deux sexes à cette évolution impitoyable qui fit de nos grandes villes un océan d'immenses où l'on vivait dans la gouaille et la gêne un mélange détonnant d'enfermement et de liberté, de surveillance étroite et de franchise entraide. Son travail est aussi plaisant que « la concierge revient de suite ». Il est si riche et si euphorisant qu'on s'essuie les pieds avec respect sur son paillason.

NOUS voici très loin, on le voit, des redoutables leçons du professeur Marx sur la lutte implacable des classes et la configuration précoce du prolétariat et du bourgeois. Tous les auteurs de cette jeune histoire sociale qui montre si fièrement le bout de son nez ont plutôt eu quelque jour en tête Michelet et Foucault.

Ce Michelet du Peuple qui est au cœur de deux livres de juteuse mythologie sociale, si nets et si probes qu'on a honte de les mentionner en deux lignes (2). Foucault, qui stimula la réflexion, entre autres, d'un de nos très grands historiens, trop méconnu et trop tôt disparu, Jacques Léonard, dont les amis viennent de rassembler une gerbe des articles les plus incisifs qui touchent à son domaine de prédilection : le monde mouvant et attachant des officiers de santé et des médecins au temps de Bénédict et de Madame Bovary. L'un de ces textes, « L'historien et le philosophe », est à mon sens ce qu'on a jamais écrit de meilleur sur les bons usages en sciences humaines des trouvailles de l'auteur de *Surveiller et punir* (3).

(1) Ils se confondront à la lecture du précis bien-venu de Pierre Guillaume, *Initiation à l'histoire sociale contemporaine*, Nathan, 126 p., 49 F.
(2) Alain Pénin, *Le Mythe du peuple et la Société française du XIX^e siècle*, PUF, 280 p., 148 F., et Michel Lenoir, *Le Mythe du peuple, de Béranger à Michelet*, PUF, 468 p., 245 F.
(3) Il faut signaler aussi Véronique Leroux-Hugon, *Des saintes laïques. Les infirmières à l'aube de la III^e République*, Sciences en situation, 225 p., 120 F., et *La Révolution française*, Casterman, 427 p., 190 F., publié par la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle; enfin, en belle amorce d'un parallèle qui nous touche particulièrement au milieu des « affaires » et des scandales, les *Elites fins de siècles (XIX^e-XX^e siècles)*, textes réunis par Sylvie Guillemet, Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 224 p., 170 F.

TRA — et donc 3000 familles en puissance, — soigneusement ventilées par région géographique, dont est reconstituée en chiffres et graphes l'humaine saga domestique. Il a fallu tenir compte des nobles, soupeser la disparition du nom des descendants des jeunes TRA nubiels qui convoaient, enregistrer les nouveaux venus par naturalisation.

Au point d'arrivée — provisoire, car d'autres livres vont suivre et bientôt notre XX^e siècle va être révisé, — le résultat est impressionnant. Principal enseignement de ce marathon ? « La société française du XIX^e siècle, dit Jacques Dupâquier, apparaît comme beaucoup plus mobile qu'on ne l'imagine généralement. » Certes, l'énorme masse paysanne a toujours ses pesanteurs. Mais, quand les propriétaires du sol se font plus discrets et que les artisans et les ouvriers agricoles commencent à battre les taillis, c'est bien elle — et non pas la concentration du travail industriel — qui est à l'origine de « la grande fracture, celle qui devient si visible en ville, dans l'affrontement des bourgeois et des prolétaires ». Ce sont nos campagnes surprises, incapables de supporter tout nouvel accident humain, qui ont lancé la mobilité sociale en déversant vers la ville leurs garçons et leurs filles. En milieu urbain, la flexibilité professionnelle était restée assez forte depuis que la Révolution, en abolissant les corporations, avait ouvert d'anciens métiers fermés; l'énorme surmortalité et la faible fécondité des vides avaient créé déjà de vifs courants d'appel.

Ce fut assez pour que les campagnards débarrasés puissent eux aussi prendre goût à la mobilité. Cette dernière, il est vrai, fut surtout un bienfait pour les mâles. Car l'enquête sur les 3 000 familles confirme ce que nous savions déjà : les femmes ont alors été défavorisées, dans l'activité professionnelle comme dans les rapports au sein du couple. Elles n'ont guère pu que se faire épouser le plus tôt possible, pour

entrer plus vite dans l'effrénée économie de la dévalorisation féminine qui marque le XIX^e siècle. Cette mobilité est le maître mot qui surgit encore d'un lot d'études bien renouvelées portant sur certains groupes sociaux qu'on croyait autrement consensés. Les artisans scrutés par Jean-Michel Gourdieu, dans un livre clair, sans clichés et fort bien illustré, montrent qu'on a eu grand tort de projeter l'ombre du prolétariat selon Marx sur ce peuple de l'atelier. Les très petites entreprises qu'il hante sont, à vrai dire, incroyables et utiles parce qu'elles sont malléables, qu'elles résistent aux crises comme aux concentrations sauvages, mettent à l'abri de chômage quand il le faut et cultivent de précieuses sociabilités qui évitent de désespérer. Bref, c'est en bonne part

ROMANS POLICIERS

Le mal des vampires

LES MORSURES DE L'AUBE
de Tomino Benacquista.
Rivages-Noir, 216 p., 49 F.
REVUE « GULLIVER »
Un monde très noir
N° 9, 281 p., 120 F.

« UN fond de désillusion sociale, un doigt de culture, un zeste de flemme, une mesure de cynisme et une bonne dose de rêves juvéniles » : secouez le tout, en y ajoutant de l'aveu même de l'intéressé, « un soupçon de revanche », et vous aurez le portrait d'Antoine, le héros du dernier roman de Tomino Benacquista. Sans doute, aussi, un peu du portrait de l'auteur, qui consigne tranquillement une œuvre marquée par l'expérience vécue, dans la diversité et les marges de la vie. On l'avait connu incolable sur le monde des *waitmen* — la *Madame des sleepings* — familier des milieux de l'art et du jeu de billard — « Trois carrés rouges sur fond noir » — « rituel » nostalgique, champion de la cuisson optimale du spaghetti — la *Commedia des rats* (1). Le voici, par héros interposé, en prince fauché des nuits parisiennes.

Les *Morsures de l'aube*, c'est un joli titre. Et un titre juste. Car Antoine ne craint rien tant que les premières heures du jour, celles qui signifient la fin des joissances et le retour à de prosaïques occupations diurnes : enser de bar en bar, chercher un toit de rencontre pour abriter sa fatigue, et attendre. Attendre le retour du crépuscule et recommencer le grand jeu : traquer la bonne information, celle qui vous lancera sur la piste flabie d'une fête ou d'un cocktail — ambassades, centres culturels, boîtes, résidences privées, tout est bon — tromper la vigilance des cerbères de service, éteindre les entrées secondaires et s'adapter, tel un caméléon, au milieu investi.

Antoine est un aventurier du quotidien, moins préoccupé du

grand soir que des petits matins, qui a fait du parasitisme son mode de vie. Un fantôme furtif et pacifique qui se coule dans l'ombre des autres, s'immisce dans « les paroles grasses du système ». Les *Morsures de l'aube* pourraient ainsi se lire comme un précis de survie dans la jungle citadine à l'usage de qui ne se veut « ni truand, ni dealer, ni clochard, ni rien, juste un petit profiteur qui jour le jour, et rarement le jour ».

Mais, dans cet entre-deux nocturne, il arrive aux fantômes de croquer des vampires. Car il est des heures de la nuit où les repères se brouillent, où les limites entre réalité et fiction se déplacent insensiblement. C'est dans cet espace-temps que Benacquista a installé son roman. Et rendu, du coup, crédible, vraisemblable, l'introuvable : l'apparition de Violaine et Jordan, jumeaux pervers, couple déséquilibré qui partage le lourd secret d'une enfance saccagée et n'hésite pas à mordre — au sens propre — quand le monde extérieur l'agresse. A leurs trousses, un couple de tueurs maîtres et un riche et ambigu psychiatre. Entre les deux, Antoine. Et le conte voltairien — ironique et philosophique — bascule dans une fable cruelle, aux frontières du fantastique.

Avec ce *Nosferatu* revisité par Freud et Freud, Benacquista a pris tous les risques. Tout au long des deux cents pages, il évolue aux limites de l'improbable avec la grâce inquiète du funambule. Mais sa fougue et sa sincérité l'emportent. Jusqu'au bout, l'artiste reste droit sur son fil à Chapeau !

« Pour affirmer, s'il en était besoin, que la littérature n'est jamais aussi vivante que lorsqu'elle s'attaque ainsi à dire le monde », l'éditorial du dernier numéro de la revue *Gulliver*, consacré au roman noir, chaque comme un drapeau et donne tout son sens à une entreprise qui veut réhabiliter les « raconteurs d'histoire ». Pour vérifier son postulat, *Gulliver* a rassemblé un « plateau » somptueux : Hil-

lerman, Dreninck, Charry, Prudon, Biermann, Pory, Crumley, Paco Ignacio Taibo II, Lebrun, et Matas, Jim Nisbet, etc., tous auteurs de textes inédits. On y évoque la géographie criminelle de Berlin comme la terrifiante prison San-Pedro de La Paz, les enfants de Puteaux comme les fous des rues new-yorkaises, la rencontre d'un étrange auto-stoppeur un soir d'hiver en Caroline du Nord comme l'osmose entre les Navajos et leur terre. Toute la palette en somme d'un genre universel, d'un genre protégé, plus que jamais témoin, par-delà les frontières et les cultures, des convulsions d'un monde qui se cherche.

Dans le texte d'ouverture, Patrick Raynal raconte drôlement sa découverte de Missoula, Montana — au nord-ouest des États-Unis — « la ville de James Crumley et d'une cinquantaine (le chiffre varie selon le degré d'ébriété de l'interlocuteur) d'autres écrivains ». Traverse ainsi son récit Robert Sims Reid, un flic, un vrai, *chief detective* de Missoula, mais aussi « un type passionné par l'écriture ». Reid, précise Raynal, n'est pas un écrivain ordinaire. *J'ai lu ses livres et ils sont tous publiés dans la Série noire*. Aujourd'hui, c'est déjà chose faite pour au moins l'un d'entre eux.

Paru au début de l'automne, *Un trop plein de ciel* est centré sur l'amitié de deux flics ordinaires, l'un bavard et raisonneur, l'autre silencieux, instinctif, hanté par ses souvenirs du Vietnam. Une amitié qui ne se relèvera jamais tout à fait du meurtre d'un clochard que le second a commis en croyant défendre le premier. Roman sur le malaise de la culpabilité, chronique sensible de la vie d'une petite bourgade du Montana, *Un trop plein de ciel* est d'une rare épaisseur humaine (2).

On englobera, dans cet éloge, deux autres parutions récentes de la « Série noire » : *Arizona Kiss*, de Ray Ring (3), que Philippe Garnier a remanié pour *Gulliver*, un polar

figon années 50, physique, à l'estomac, avec femme fatale et journaliste solitaire, victime de sa passion; et les *Rues de feu*, de Thomas H. Cook (4), qui évoque, avec finesse, l'époque des grandes luttes pour les droits civiques dans le sud des États-Unis et vient de recevoir le prix Calibre 38 du meilleur roman policier.

Pour terminer, comment ne pas signaler le travail de Claude Mesplède, déjà coauteur de *Voyage au bout de la nuit*, et qui propose, chez Encrage, le cadeau de Noël idéal pour les amateurs : le roman, sous une luxueuse présentation, des cinq cents premières titres de la « Série noire », avec, pour chacun d'entre eux, un résumé et un commentaire, voire la mention de certaines curiosités, le tout agrémenté d'une histoire de la collection entre 1945 et 1959 et de petits échos — souvent savoureux — des « pionniers » (5). D'autres volumes suivront. Mais nous serons en 1993.

Bertrand Audusse

(1) Tous trois à la « Série noire ». Un premier roman, *Épingle* comme une plume dans un placard de GI, avait paru en Fleuve noir.
(2) N° 2303, traduit par Freddy Michelski.
(3) N° 2298, traduit par Frank Reichen et Philippe Garnier.
(4) N° 2299, traduit par Tom Nieuwenhuis.
(5) Les *Années « Série noire »*, volume I 1945-1959, 315 p., Encrage édition, BP 0541, 80004 Amiens Cedex, 250 F.

* Signalez également la parution d'un dossier « Polar », dans la *Revue nouvelle*, avec des articles de Michel Amelin, Robert Delenche et Gérard Deltell et un entretien avec Jacques Dubois, auteur, aux éditions Nathan, du *Roman policier et sa modernité* (n° 10, 60 F., Arlet, place Baudouin-1^{er}, 2B 5004 Namur).

* Le prix Quai-des-Orfèvres 1992 a été attribué à Gérard Deltell pour *Pièces détachées* (Fayard).

Clotés

MARCO KOSKAS

Albert Schweitzer

ou le démon du bien

Roman humanitaire

375 p., 130 F.

Marco Koskas

ALBERT SCHWEITZER

ou le démon du bien

Caustique et informé des grandeurs et faiblesses d'un alsacien exemplaire.

Eric Deschodt, *Figaro magazine*

Un récit minutieux, une écriture alerte.

Danièle Brison, *Dernières Nouvelles d'Alsace*

Marco Koskas raconte tout : lisez cette biographie.

Annette Colin-Simard, *Journal du Dimanche*

La biographie de Marco Koskas taillade les idées reçues et est efficace comme un bistouri.

Christine Arnothy, *Le Parisien*

Le peintre et son biographe

LE PAYSAGE ABSOLU
de Takis Théodoropoulos.
Traduit du grec
par Gilles Decover.
Actes Sud, 250 p., 120 F.

Le Paysage absolu est le quatrième roman – le premier traduit en français – de Takis Théodoropoulos, né en 1954, et considéré comme l'un des grands talents de la nouvelle génération. Le narrateur – un journaliste – enquête sur un peintre, Georges Galanos, qui vient de mourir, oublié de tous. D'abord réticent à l'égard de cet artiste qui s'est fortement compromis avec le régime des colonels, il se prend au jeu et tente d'élucider la personnalité complexe de celui que l'on nomme « le peintre du Péloponnèse ».

Georges Galanos a été toute sa vie hanté par une seule idée : peindre le « paysage absolu » qui résume à la fois l'essence du paysage grec, dominé par la lumière, et celle de l'hellénisme. Cette obsession, alliée à une grande exigence intellectuelle et à un caractère hautain, l'a isolé du reste du monde : elle l'a aussi amené à se compromettre avec la justice militaire, dont il a cru pouvoir se servir pour réaliser son idéal. Le journaliste dispose du témoignage de ceux qui ont bien connu Galanos, en particulier Théodora, sa compagne, et Panos Theriste, son ami, ainsi que des Notes autobiographiques, sorte de journal artistique du peintre.

Mais il s'aperçoit vite du caractère trompeur de ces éléments : Panos Theriste, une faune grimaçant, défend bec et ongles

une certaine image de son ami, sans doute pour se protéger lui-même, et Théodora se révèle un personnage ambigu, à la fois figure de la fidélité et d'essence primitive de la féminité, au silence impénétrable. Quant aux Notes autobiographiques, elles disent beaucoup mais n'expliquent rien, leur prolixité ne faisant que souligner la distance irréductible qui existe entre le discours sur la peinture et la peinture elle-même. La remarque pourrait s'appliquer au roman lui-même – comment donner à voir la peinture, comment en parler ? – si l'on ne s'agissait manifestement de tout autre chose. Le narrateur, en effet, s'identifie peu à peu à l'objet de sa recherche, et, sous la question « Comment peindre l'inconcevable ? », s'inscrit en filigrane cette autre interrogation : « Qu'est-ce qu'écrire, sinon rendre compte de l'indéscriptible ? »

Le Paysage absolu est une réflexion sur la création, mais aussi sur le sens de l'hellénisme et ses dérivés politiques. L'auteur y fait preuve d'une grande maîtrise formelle, jouant avec subtilité de tons très divers : le lyrisme échoué de certaines citations s'oppose à la vulgarité volontaire d'un Panos Theriste et à la froideur objective de la narration. Dans cette œuvre très représentative de la nouvelle génération littéraire, Takis Théodoropoulos porte un regard différent sur l'histoire récente de la Grèce et les rapports ambigus que cette dernière entretient avec son passé.

L. Fa.

Paradis perdu

Le livre-fétiche de la jeunesse des années 40

EROTICA

de Kosmas Politis.
Traduit du grec par Henri Tonnet.
Ed. du Griot, 304 p., 138 F.

Erotica, paru en 1938, a été le livre-fétiche d'une génération. La jeunesse grecque des années 40 s'est reconnue dans cette description idéalisée et pessimiste à la fois de l'adolescence. Il faut dire qu'à l'époque, dans les années qui ont suivi la catastrophe d'Asie mineure, le mythe du paradis perdu était lourd de sens. Bien que Kosmas Politis se garde de toute allusion historique ou géographique, on ne peut s'empêcher de lire, en filigrane des aventures des jeunes héros, le regret du pays perdu et du bonheur envolé. Il y a d'autres exemples dans la littérature grecque de cette association entre l'évocation de l'Asie mineure, comme terre d'élection désormais inaccessible, et le récit idéalisé de l'enfance – le plus célèbre est sans doute Terre solennelle d'Ilias Venetis (1).

L'originalité du roman de Kosmas Politis – qui est né à Athènes mais a vécu jusqu'à l'âge de trente-quatre ans à Smyrne – est de taire l'un des deux éléments. Rien ne permet de situer la petite ville qui sert de cadre à l'histoire. Seuls demeurent, comme métaphore d'un autre âge d'or et d'une autre perte, l'évocation de l'enfance heureuse et le récit des événements tragiques qui précipitent soudain les jeunes héros dans le monde imparfait et décevant de l'âge adulte.

Ces jeunes garçons, âgés de quatorze ou quinze ans, se livrent à des jeux dangereux et s'efforcent de se montrer dignes des héros homériques. Leur chef, Loizos, exerce une forte influence sur eux, grâce à son

audace et au mystère qui entoure sa vie familiale. Tout à coup, l'amour et la mort font irruption au milieu de leurs jeux guerriers et de leurs rêves d'héroïsme : l'un des leurs, Andréas, meurt des suites d'une blessure, tandis que deux des garçons de la bande, Alékos et Loizos, font la connaissance de la fille du consul d'Italie, Monica. Celle-ci tombe éperdument amoureuse de Loizos, qui la dédaigne, tandis qu'Alékos et son cousin, Panos, s'efforcent d'être héros, s'efforçant d'être sans espoir.

On songe au Grand Meaulnes : même oscillation entre le monde des enfants et celui des adultes, même intimité avec le mystère jumeau de l'amour et de la mort, même caractère symbolique du roman. Erotica s'en distingue cependant par la double dimension héroïque et musicale à laquelle le titre fait allusion. Loizos, c'est Achille. Il en a la force, la beauté et l'irascibilité. A la mort d'Andréas, son ami, nouveau Patrocle, il organise des jeux funéraires auxquels il assiste en déplorant à haute voix la perte de l'ami cher.

Mais l'aspect le plus original de l'œuvre est sans doute la structure musicale. Au début du roman, les deux thèmes majeurs, l'amour et la mort, sont exposés, puis développés, ensemble ou séparément, avec des variations, pour culminer dans la scène finale où Alékos meurt, juste après avoir fait l'amour, pour la première fois, avec Monica, à l'endroit même où il l'avait rencontrée quelques mois plus tôt. Ainsi le livre se clôt-il sur la réunion des deux thèmes initiaux, annonce d'ailleurs au cours de l'histoire par diverses images et réminiscences.

C'est à ce caractère musical, peut-être, qu'il faut attribuer l'aspect très elliptique de la narration. Les liens entre les événements ne sont pas toujours explicites, la chronologie est souvent bousculée et les personnages gardent jusqu'au bout leur mystère. Erotica est une œuvre déroutante, où l'auteur se plaît à égarer le lecteur en le lançant sur de fausses pistes et en se jouant des exigences traditionnelles de cohérence et de continuité dans la narration. C'est là que réside sa modernité, dans la place accordée au silence, à l'ellipse, et dans ce détachement à l'égard de l'illusion narrative.

L. Fa.

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
17, Bd ARAGO - B.P. 21
91321 WISSOUS - CEDEX
☎ 60.13.54.41
Code Minitel : 3615 MDL

(1) Gallimard, 1947.

Le diable et le Bon Dieu

La cocasserie d'Hadziaryris et l'hymne au courage de Fakinos

LE PEINTRE ET LE PIRATE
de Costas Hadziaryris.
Traduit du grec par Sophie Goldet
et Michel Volkovitch.
Ed. du Griot, 175 p., 105 F.

LA CITADELLE DE LA MÉMOIRE
d'Aris Fakinos.
Traduit du grec par Roselyne
Majesté-Larrouy.
Fayard, 341 p., 120 F.

C'est une chance, les éditeurs nous proposent cet automne plusieurs textes traduits du grec. Parmi ceux-ci, le plus original est sans doute l'œuvre d'un écrivain resté quasiment inconnu dans son propre pays, Costas Hadziaryris, mort en 1953 à l'âge de cinquante ans. Le Peintre et le Pirate est un livre étonnant. L'auteur malmène le lecteur, il lui fait gober mille invraisemblances, tout en lui recommandant de ne pas trop croire à ce qu'on lui raconte : « Et pour tout dire, avoue-t-il vers la fin, nous n'avons jamais eu de sources, mais de vagues rumeurs qui ne valaient pas bien cher. Nous nous sommes fies à notre imagination, mais la malheureuse, elle aussi, est maintenant soumise à rude épreuve. » Par ses interventions désinvoltes, il sabote la narration, interrompant brusquement le récit pour reprendre l'action ailleurs et avec d'autres personnages, bref, il fait tout pour nous désorienter, et pourtant on a l'impression d'être en train de lire un roman classique.

Le récit nous entraîne à un rythme endiablé dans ladite « légende de Costandis » (c'est le titre original), où l'on voit de terribles pirates se faire doux comme des agneaux et mille autres merveilles : un corsaire, terreur des



Aris Fakinos : l'écrivain doit préserver les citadelles de la mémoire.

mers et incorrigible coupeur de têtes, qui découvre le mystère de l'amour de Dieu et ne rêve plus que robe de bure et mortification, un peintre qui s'évanouit devant les scènes d'abandon et de massacre qu'on lui demande de peindre, un docteur français rendu impotent et incontinent par la frousse, trébuchant dans une caisse par deux barbaresques. Le tout est d'une cocasserie irrésistible, comme cette scène où les pirates repartis entonnent un psaume sur l'air d'un chant guerrier.

On rit beaucoup à la lecture de ce roman, et pourtant ce n'est pas une simple farce. Le livre semble se transformer sous nos yeux, prendre sans cesse un nouvel aspect. Cela commence comme un roman d'aventures mais on s'aperçoit vite que l'on se trouve plutôt sur la scène d'un théâtre d'ombres à la Karagheuz, revisité par Alfred Jarry. Il y a quelque chose d'ubuesque dans ces personnages outrés jusqu'à n'être plus que des marionnettes, de simples silhouettes grotesques animées de mouvements frénétiques et saccadés. Les gestes et les sentiments sont excessifs, on tue, on tombe à genoux, on s'évanouit de terreur et l'on pleure d'émotion avec le même emportement et le même dédain de la nuance.

Comme au théâtre, on quitte un décor pour un autre et on se retrouve tout à coup en Angleterre. « Ou ailleurs », précise le romancier qui n'y tient pas plus que ça. On finit dans un petit village grec où ont atterri nos héros. C'est là qu'apparaît la troisième facette du roman. Costas Hadziaryris donne alors libre cours à une verve satirique

que aussi grinçante que réjouissante. Les villageois, qui ressemblent à des paysans de Molière, seront bien sûr les dindons de la farce car le diable – ou le Bon Dieu – tire les ficelles et tout se termine très mal, dans une accélération folle de l'histoire.

Ce livre, qui n'a eu aucun succès dans son pays, est paru en 1951, alors que la Grèce sortait tout juste du cauchemar de la guerre civile pour entrer dans celui de la réaction. On peut n'y voir qu'une façon de fuir une situation insupportable par la création d'un univers fantaisiste, mais c'est surtout une satire plus lucide qu'il n'y paraît d'un monde régi par la violence et la ruse où la peur, cette trouille verte que connaissent à un moment ou à un autre presque tous les personnages, apparaît comme le principal ressort des actions humaines.

C'est au contraire comme un hymne au courage que se présente le dernier livre d'Aris Fakinos, La Citadelle de la mémoire, monument littéraire dressé en l'honneur de la Grèce. Dans cette somme imposante où des pans entiers de l'histoire tourmentée de ce pays sont évoqués, l'auteur veut rendre justice à tous les anonymes qui se sont battus, à diverses époques, pour l'honneur et la liberté de leur patrie. La construction en est très travaillée : trois fils narratifs s'entrecroisent dans le roman, correspondant à des époques ou à des points de vue différents.

Le premier nous fait vivre le siège conduit vers 1790 par l'armée ottomane contre une petite cité d'Épire, Paliokastro, et la résistance héroïque de ses habitants,

menés par leur valeureux chef, le capitaine Costa Békas, jusqu'à la défaite inévitable. Le second nous ramène à l'époque contemporaine : un Grec d'aujourd'hui, dont nous comprenons qu'il est l'écrivain, séjourne dans le monastère du prophète Elie, voisin de Paliokastro, afin d'y consulter des témoignages anciens sur l'histoire de la ville, et en particulier une chronique écrite dans les marges d'un vieux Évangile par le moine Isidore, qui a assisté au siège. La retranscription de fragments de cette chronique constitue le troisième fil narratif en même temps qu'un autre regard porté sur les événements racontés dans le récit principal.

Dès les premières pages du roman, on s'émotionne à l'arrivée de la gigantesque armée ottomane et son installation dans la plaine, on songe au roman d'Ismail Kadaré, Les Tambours de la pluie, qui raconte lui aussi le long siège d'une cité par les Turcs, en Albanie cette fois-ci, au quinzième siècle. Mais Fakinos ne cherche pas tant à nous faire frissonner d'horreur au vu de l'inegalité du combat qu'à nous rendre sensible la continuité de la lutte des Grecs pour la liberté. Le capitaine Costa Békas, c'est l'empereur Constantin sur les remparts de Byzance ou l'ignominieuse Gabriel au monastère d'Arcaïdia.

Le scribe et les photographes

C'est pourquoi chaque personnage est à lui seul une « citadelle de la mémoire », qu'il s'agisse de Békas, de son ami l'instituteur Photis, du moine Isidore ou encore, à l'époque contemporaine, du vieux Méliès, le bibliothécaire du monastère. C'est le souvenir des luttes et des souffrances passées qui nourrit le courage des vivants et donne un sens à leurs actes, depuis la résistance du peuple à l'envahisseur ottoman jusqu'à l'action de ce vieux communiste qui regrette les temps héroïques de la clandestinité.

L'équipe du patrimoine qui envahit durant quelques jours le monastère pour répertorier les trésors qu'il contient représente au contraire les dangers de l'amnésie culturelle et historique. Ce que ces gens photographient n'a plus de sens pour eux, ils ne voient dans les icônes saintes « que » des œuvres d'art dotées d'une certaine valeur marchande, des objets morts. A côté d'eux, mais dans un autre monde, l'écrivain, penché sur ses vieux grimoires, se prépare à donner vie, pour la dernière fois peut-être, à ceux que la mémoire collective a déjà oubliés.

Lucile Farnoux

DISTRIBUTION **disquette** S, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

LES PARADIS PERDUS V
LES GRANDES FÊTES D'AÔUT (1938)



JACQUES DARCANGES
Les Éditions de l'Europe

En ny Proust? Un roman d'aujourd'hui
Extraordinaire "Saga"...
Un écrivain comme on
n'en fait plus...
Pierre Lomce - "L'Ère Nouvelle".

Jacques Darcanges
Contre le chômage :
l'écologie au pouvoir

L'alternative :
Redéploiement mondial
d'Industries nouvelles et
d'Agricultures propres
Les Éditions de l'Europe

"Une vision planétaire pessimiste mais
constructive : Réconcilier Hommes,
Économie et Environnement"

"Mondes et Cultures"

A. MARTIN-SIEGFRIED
de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

LE MONDE DES LIVRES

HARLOT ET SON FANTÔME
de Norman Mailer.
Traduit de l'américain par
Jean Rosenkhal.
Robert Laffont, 1 044 p., 189 F.

D'AUTRES MONDES
par Nicole Zand

Un cauchemar américain

QUELLE distribution ! Quelle richesse de situations dramatiques ! Coppola avait pris une option pour le film... Au générique, des présidents, des directeurs de la CIA, des gangsters, des politiciens, des espions. Les Kennedy, Allen Dulles, Edgar Hoover, Fidel Castro, Frank Sinatra, Sam Giancana, Marilyn Monroe et Judith Campbell Exner, entre autres. De la guerre froide à la mort de Kennedy, en passant par la baie des Cochons et l'affaire des missiles de Cuba. Les années où Norman Mailer, le libéral, le démocrate, s'engageait dans la politique. Où même il s'était présenté à la présidence des États-Unis ! Plus de deux cents personnages, historiques ou moins historiques, avec l'impressionnante liste de leurs noms de code répertoriés à la fin des mille et quelques pages de ce roman épique (à la typographie si serrée qu'il est, paradoxalement, plus épais en anglais qu'en français).

Non pas un roman d'espionnage à la manière de Le Carré. Mais un « bildungsroman », un roman d'éducation chez les espions (« Je portais à mon père un amour démesuré et j'ai donc une enfance pleine de frayeur, d'inquiétudes, de tensions et de froid intérieur. La plupart du temps, je n'étais pas loin de le détester parce que je le décevais »).

L'adolescence dans les meilleurs collèges, puis les dix premières années de la vie d'un jeune homme à la CIA, évoquées trente ans plus tard avec une sorte de nostalgie sarcastique pour une CIA d'un autre âge, issue du maccarthysme, qui savait où était le bon combat et qui se livrait, dans le monde entier, à la chasse aux sorcières. Une compagnie d'aventuriers, WASP (white anglo-saxon protestant) et mafia mêlées, en lutte contre le Mal. Tout cela, dans un monumental feuilleton, avec la vigueur, la verve, l'énergie, la santé, le débordement d'un auteur dont on sait qu'il ne fait ni dans le lapidaire ni dans le psychologique. Le sujet ? La guerre secrète pour la conquête du monde. Tout simplement. Mais l'essentiel est ailleurs.

« Par un soir de fin d'hiver, en 1983, alors que je roulais dans le brouillard le long de la côte du Maine, des souvenirs de vieux feux de camp commencèrent à défiler dans la

brume et je pensai aux Indiens Abnakis de la tribu des Algonquins, qui vicièrent mille ans vivants près de Bangor... » Ce début à la Mark Twain, à travers la nature sauvage de l'île de Mount-Desert, n'est qu'un hors-d'œuvre à une narration planétaire. Dans la tentative de toute son existence d'écrire « le grand roman de l'Amérique », depuis *Les Nuits et les Jours* (1948), puis avec *Un rêve américain*, les *Armées de la nuit*, et même le *Chant du bourreau*, l'homme de gauche qu'il est resté, a « médité sur la présence ambiguë et fascinante de l'Agence dans la vie de (son) pays au cours des quatre dernières décennies ».

Il ne faut pas forcément prendre au sérieux la vision de la CIA qui finit par le fasciner. Un Etat dans l'Etat, auquel l'initie patiemment le parrain de Harry, Harlot, qui l'a recruté dès le collège : « Les gens qui comptent, ce sont les cent, deux cents, tout au plus cinq cents qui constituent la moelle épinière de la Compagnie. Tous ces milliers d'autres ne sont que l'isolant dont nous avons besoin. Ils forment notre corps de bureaucrates qui sont là pour nous protéger des autres bureaucraties de Washington. Mais quand on est au centre de l'organisation, ce peut être magnifique ».

Qu'importe si le modèle de Harlot a été le mystérieux James Jesus Angleton, mort en 1987 (dont une biographie (1) a paru l'an dernier), le chef du contre-espionnage américain, fou d'anticommunisme, au point d'espionner les membres de l'Agence au risque de détruire ses propres services, qui fut révoqué en 1974 pour son zèle intempestif. Aurait-il pu être aussi fou que Harlot, qui voit dans l'univers « un système de désinformation superbement conçu pour nous faire croire à l'évolution et donc nous



Norman Mailer : un roman d'éducation chez les espions.

déjouer de Dieu » et qui, faisant confiance à sa propre création, affirme avoir pris la précaution de s'inventer une couverture pour cacher qu'il se prend pour Dieu ?

Le livre commence par la fin, vingt ans après les faits, et, puisque nous savons l'avenir, nous allons suivre les complications de l'intrigue à travers trois personnages principaux qui sont le sang bleu des services secrets : Hugh Tremont Montague, qui s'est choisi le pseudonyme de Harlot (ce qui signifie en anglais « la pute ») ; sa jeune femme, la belle Hadley Kittredge

Gardiner, ancienne et brillante élève des bons collèges de Nouvelle-Angleterre ; et Herrick (Harry) Hubbard, fils d'un des fondateurs de l'Agence, le fils de Harlot, le parrain de son fils et, plus tard, le mari de sa femme.

Entre-temps, le jeune fils de Harlot et de Kittredge est mort dans un accident de voiture, et son père, la colonne vertébrale brisée, est condamné au fauteuil roulant. Harlot a-t-il vraiment été tué et noyé dans la baie de Chesapeake, comme on l'apprend en cette nuit d'hiver, quand commence le livre ?... Et s'il était à Moscou, comme ses amis Philby et Burgess, devenu un respectable collègue du KGB ? se demande Harry.

C'est une drôle d'idée pour un homme de cinquante ans, agent de la CIA, après une année passée à écrire ses souvenirs dans une chambre du Bronx, que d'emporter les microfilms de ses écrits dans le double fond de sa valise pour les lire dans un hôtel de Moscou. A quoi bon discuter. C'est, en effet, ce que fait Harry, et nous lisons sur son épaule ce qu'il veut bien nous raconter de sa formation à Langley, de ses premiers pas à Berlin en 1956, puis de ses missions au Uruguay et à Miami, pour organiser un détournement à Cuba et l'assassinat de Fidel Castro.

Mêlant les personnages vrais sous leur nom réel à des êtres de pure imagination, Norman Mailer insinue sur le fait que *Harlot et son fantôme* est un ouvrage de fiction, même s'il a, pour les réinterpréter, une bonne centaine d'ouvrages non romanesques dont il nous donne la liste. « J'ai produit au long des années assez de travail négligé et j'ai passé assez de temps à me demander pourquoi c'était mauvais pour pouvoir aujourd'hui lire le livre d'un autre

auteur et deviner à l'occasion ce qu'il lui dit ou, ce qui est encore plus important, ce qu'il ne dit pas vraiment, explique-t-il. Cela ressemble à cet exercice de contre-espionnage où l'on tente de faire le tri entre mensonges et vérités dans les propos de l'adversaire ».

D'où la forme hétéroclite de ce mastodonte, vrai comme la vie, faux comme un roman, où l'auteur mêle, sans se soucier vraiment de la composition, dans une débauche de retournements extraordinaires, de métaphysique, de sturpe et de whisky, tout un attirail de littéraires, boursoufflés, comprises : descriptions lyriques sur la beauté de la nature ou sur le courage du varappeur, évocation du fantôme du château de famille, correspondances plus ou moins intimes, écoutes téléphoniques, messages transmis par la valise diplomatique que on par l'ordinateur relié au QG par des codes d'accès, retours en arrière, considérations philosophiques, aphorismes mailériens (« Il y a plus de métastases dans le remords que dans le cancer lui-même », « un mort a moins de raisons de devenir fou », etc.), sans oublier un lot de références culturelles à Spinoza, Martin Buber, William Faulkner, Dashiell Hammett, Lilian Hellman, Ian Fleming, Jean Daniel.

C'est le bonheur des gros romans que de s'y enfoncer, un grand jour d'hiver, en perdant le sens du temps qui passe, en sachant qu'on y fait connaissance de personnages qu'on va raconter pendant longtemps. Qu'on voudrait ne pas quitter. « A qui tout cela profite-t-il ? », nous prévient-il, citant Lénine. « Peut-être ne terminerai-je jamais le livre sur les aventures de Harry Hubbard et ses années à Saigon, ni son passage à la Maison Blanche quand on vivait dans les séqueles du Watergate ; je n'évoquerai pas davantage le début de mon histoire d'amour avec Kittredge. Contrairement à Dieu, je n'avais pas su présenter l'ensemble de ma création. J'étais à court de documents, j'étais livide à moi-même, et ma vie était plus exposée que jamais car j'étais en train de faire le plus long saut de ma vie ».

« A suivre », écrit l'auteur à la dernière page. Il ne faut pas forcément croire qu'il a l'intention d'écrire une suite à la poursuite de cette « pute » d'Harlot. Après sept ans d'immersion profonde au cœur de la CIA, attendons-nous à le voir, tel ce Dieu qui l'obsède, réapparaître dans de nouvelles métamorphoses.

(1) *The Cold Warrior*, par Tom Malinowski (1991).

Le jardin de Goethe

Suite de la page 25

Tous les grands artistes sont inépuisables, mais Goethe l'est d'une manière qui n'appartient qu'à lui : il ne détruit jamais rien et il ne se détruit jamais. D'où, comme Faust, son éternelle jeunesse. Pietro Citati l'a bien compris en essayant de ressusciter l'existence de Goethe à travers les *Années d'apprentissage de Wilhelm Meister* et surtout par la lecture minutieuse du second *Faust*, entreprise à partir de 1800 et dont l'élaboration suivra désormais toutes les péripéties de sa vie et de sa pensée, jusqu'à la veille de sa mort en 1832. Il fallait ce fil d'acier pour donner une forme à ce qui, vu de trop près, pourrait apparaître comme pure dispersion, explosion de l'être, abandon

aux fluctuations incessantes du plaisir, qu'il se nomme savoir, poésie ou expérience.

Mais le biographe, malgré cette précaution n'a pas échappé au gigantisme de son modèle. Goethe l'a mangé tout cru ; et du festin que nous promettrait la rencontre entre le célèbre biographe et le plus grand des écrivains, il ne nous reste que des miettes. De belles miettes, souvent : Citati est un lecteur inspiré des œuvres qu'il soumet à des analyses subtiles, savantes, aiguës, et son écriture possède toute la souplesse et la vivacité nécessaires pour suivre les caprices et les métamorphoses de la pensée, les embardées de l'imagination et les jeux de contraste d'un style qui se joue de toutes les classifications – à la fois et dans le même souffle, classique, romantique et moderne.

Mais si, visiblement, le biographe jubile, s'il est plus ébloui par le trésor qu'il doit compter qu'Ali Baba dans sa caverne, le lecteur, s'il n'a pas déjà une connaissance intime de la vie de Goethe et de ses livres, risque de se perdre sans espoir de retour dans les méandres de la glose. Bien sûr, le génie de Goethe est mystérieux, bien sûr, il est impossible d'en éclaircir d'un coup toutes les facettes, ni de les énumérer sans que disparaissent leur sens et leur unité supérieure. Mais à force de le suivre et de subir tous les effets de sa fascination, plutôt que de prendre de la distance, le Goethe de Citati n'est plus olympien mais écrasant. L'odyssée s'achève dans un dédale. Tant de savoir, tant de talent pour, en fin de compte, manquer sa cible, on enrage. Même si Citati, à n'en pas douter, a joué de son tête-à-tête avec le dieu de la vie.

L'absence d'une grande biographie moderne en langue française – celle d'Emil Steiger, en trois volumes, parue entre 1952 et 1959, n'a toujours pas été traduite – ne doit pas empêcher de découvrir le continent Goethe, même en absence de guide. Goethe est complexe sans jamais cesser d'être abordable, savant sans la moindre aridité. Ses com-

mentateurs rivalisent d'érudition paralytante, lui nous promène dans les paysages les plus abrupts avec sûreté et bonhomie. Le meilleur biographe de Goethe reste donc Goethe lui-même.

Poésie et Vérité, même si le récit autobiographique s'arrête à la vingt-sixième année du poète, même si la réédition photographique qu'en donne aujourd'hui Aubier – d'après une édition parue, en 1941 – agresse les yeux, livre sous la forme d'un récit apaisé l'histoire d'un jeune homme fou de lui-même et de ses dons et celle d'un monde qui se livre à lui autant qu'il s'y offre.

Sous le titre *Dans un jardin du monde*, Claude Roëls a réuni une sorte de pot-pourri des textes de Goethe consacrés à l'Europe. Comment Goethe peut être à la fois l'écrivain allemand par excellence et, au-delà du cosmopolitisme et de l'avidité à connaître tout des autres, le penseur d'une civilisation européenne dont la tête est en Grèce, le cœur à Rome, la langue à Paris, l'imagination dans cent villes allemandes et dont la vocation est encore de s'ouvrir, vers l'Inde, la Chine, l'Amérique.

Et puis, la métaphore du « jardin du monde » convient bien à la perception que Goethe a de son œuvre : accueillir la nature, toute la nature sans discrimination, mais l'ordonner en un jardin, composé, harmonieux, beau. En quoi il est conservateur. En quoi aussi il répond sans cesse à une question : que peut faire un homme ?

Pierre Lepage

* Autres parutions : *Hermann et Dorothea*, écrit par Goethe en 1796, est le grand poème épique de la maturité. Il est donné ici en édition bilingue, dans une traduction d'Hippolyte Lottin (Aubier, 198 p., 100 F.). Les éditions Cécil publient l'intégralité des *Œuvres de Goethe*, Roumouff « Pléiade érudite de Goethe », et la preuve que Goethe savait aussi s'aimer et s'aimer (traduit de l'allemand par Jacques Peruch, 240 p., 110 F.). Signé sous le nom de Goethe, traduit par Jean-Jacques Riva (Ed. Grail, coll. « Les Européennes », 130 p., 90 F.). Les deux romans d'Emil Steiger réunis sous le titre *Roumouff, Karl et Goethe* sont encore inédits en français. Ils avaient été publiés par l'université de Princeton en 1945, quelques années avant le mort du philosophe, qui s'était exilé d'Allemagne en 1933 (traduit de l'anglais par Jean Lecomte, Belfa, 144 p., 80 F.).

Froid Équateur
Meilleur livre de l'année
Prix décerné par le magazine LIRE



JULES, ECRIVAIN NATHAN

CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" OFFRE 10 ILLUSTRATIONS QUI FONT ÉCRIRE COMME 4. CLÔTURE LE 31 DÉCEMBRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaü leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants l'envie de découvrir...

Livrets de participation disponibles gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.

"Plume en herbe"
LE GRAND CONCOURS D'ÉCRIRE LES PETITES ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 4 2

